

**CORÉE DU SUD**

**LES ENSEIGNANTS  
CONTRE-ATTAQUENT**

**DÉSERTS MÉDICAUX**

**L'IMPOSSIBLE  
RÉGULATION**

**OSTRÉICULTURE**

**COMMENT SORTIR  
DE SA COQUILLE**

# What's Up <sup>#2</sup>

## **TAÏWAN** **UN VOTE CRUCIAL**

**LA RECHERCHE  
PERD SES MOYENS**

**VINS : LA FRANCE  
DANS LE ROUGE**

**CYBERCRIMES  
ET CHÂTIMENTS**





**LES VOIX DE L'INFLUENCE**

**PODCAST**

A écouter juste ici



**ÉDITO**

À la fin XIX<sup>e</sup> siècle, les puissances européennes se lancèrent dans une course aux armements qui aboutirait à la Première Guerre mondiale. Un nouvel élan de surarmement au tournant

des années 1930 amena la seconde. L'équilibre de la terreur dû au surarmement nucléaire permit paradoxalement un demi siècle de paix. Une troisième course s'est engagée depuis le début du XXI<sup>e</sup>, d'autant plus dangereuse qu'elle est mondialisée.

Les dépenses militaires ont augmenté pour la huitième année de suite en 2022 (de 3,7 %) pour atteindre la somme record de 2 240 milliards de dollars américains. Plus de la moitié des dépenses (56 %) sont le fait des États-Unis, de la Chine et de la Russie. L'agression russe en Ukraine y est forcément pour beaucoup dans la dernière hausse.

En amont, les guerres cachent un échec dramatique de la diplomatie en matière de prévention et de résolution des conflits. La guerre en Ukraine est un exemple criant de cette déficience. En aval, les missions de paix sont un instrument qui mériterait d'être autrement mieux financé, des réformes et d'importantes réflexions s'imposent quant à leur vocation.

Il est temps pour les leaders mondiaux de choisir entre une course imprudente à l'armement et un engagement résolu en faveur de la paix. La sécurité véritable réside dans la compréhension mutuelle, la coopération diplomatique et le respect des principes fondamentaux des droits de l'homme. La paix mondiale dépend de notre capacité à apprendre de ces leçons et à forger un avenir basé sur la confiance, la coopération et la justice.

**Directeur de la rédaction :**  
Eric OUZOUNIAN

**Directeur artistique :**  
Etienne HÉNOCCQ

**Visuel de couverture**  
Un personnel naval chinois monte la garde sur un cuirassé dans le port de Qingdao. GUANG NIU / POOL / AFP.

**Rédaction et Maquette :**  
Célia ARTAUD, Matis BAQUE, Bryan BELLARDANT, Juliette BEZILLE, Yanis BOUHADDANE, Théo CHEVALLIER, Marie COURTÉS, Matthieu DA SILVA, Jordan DAUGERON, Aubin de MARESCHAL, Maxime DEBRUYNE, Robin DEFONTAINES, Alice DURAND, Adélie FABRE-FORLINI, Jeanne GATEPAILLE, Alexandre JOURDAN, Justine KOUASSI, Roman LESTANI, Pauline ROBERT, Hannah RUMJAUN, Léo SCHILLING, Claire VALENTIN, Amandine VENOT, Lucie VIANÉS, Robinson WEBER.

**Directeur de la publication :**  
Marc JARAUD

La rédaction remercie Erwann Richard pour ses illustrations.



**SOMMAIRE**

- 4 TAÏWAN À L'HEURE DES CHOIX**  
Le 13 janvier 2024, les électeurs choisiront leur nouveau président et leurs députés. La République Populaire de Chine reste un voisin hostile.
- 22 CORÉE DU SUD : QUAND LES ENSEIGNANTS DEVIENNENT BOUCS ÉMISSAIRES**  
Les professeurs sont souvent injustement accusés de maltraitance, ils organisent des manifestations pour protéger leurs droits.
- 56 RECHERCHE PUBLIQUE : MOI Y'EN A VOULOIR DES SOUS !**  
Absence de moyens corrects, manque de considération, les chercheurs ne supportent plus l'abandon.
- 66 DÉSERTS MÉDICAUX : COMMENT CONCILIER URGENCES ET CORPORATISMES**  
Huit millions de français sont sans médecins traitants et le Sénat vient de rejeter des mesures coercitives visant à réguler l'installation des praticiens sur le territoire national.
- 80 CYBERCRIMINALITÉS : LA FRANCE À LA TRAINÉ**  
La cybercriminalité augmente depuis quelques années, la France rattrape progressivement son retard.
- 84 COP 28 : UN ÉNIÈME COUP POUR RIEN**  
La 28<sup>e</sup> édition aura-t-elle le même succès que les précédentes ?
- 92 OSTRÉICULTURE : DES HUITRES QUI SE FERMENT ?**  
Comment l'ostréiculture française se porte et s'adapte face aux nouveaux enjeux de notre époque ?
- 100 VINS FRANÇAIS : LES CONSOMMATEURS NE JUGERONT PLUS AU PIF**  
Les vignerons doivent répondre à un nouveau défi : les consommateurs veulent de la qualité.



# TAÏWAN

## L'HEURE DES CHOIX

La population de Taïwan se prépare à voter dans un mois aux élections présidentielles et législatives. La compétition entre le parti de la présidente sortante Tsai Ing-wen et l'alliance de l'opposition s'intensifie. Les enjeux sont multiples pour la population taïwanaise : inflation, hausse des salaires et sécurité. La République Populaire de Chine reste un voisin hostile à ne pas négliger pour les candidats.

HANNAH RUMJAUN

Un manifestant peint sur un portrait retourné du président chinois Xi Jinping qui montre l'inscription « démon », pendant un rassemblement anti-Pékin, en octobre 2021.

CRÉDIT : SAM YEH / AFP



À Taïwan, il y a tout ce qu'il faut pour faire un pays normal.», affirme Michel Lu, ancien ambassadeur de Taïwan en France. Si l'île est de facto indépendante, seulement 14 pays la reconnaît diplomatiquement. Un territoire toujours revendiqué par la République populaire de Chine qui la considère comme une 23<sup>e</sup> province, une île rebelle à reprendre sous son contrôle. Les élections présidentielles sont l'occasion d'aborder cette problématique propre à Taïwan. Néanmoins, les relations de l'île avec la Chine continentale et la constante menace d'une guerre ne sollicitent pas que l'attention de ses habitants. Premier producteur des semi-conducteurs, une attaque sur la République de Chine aurait un impact sur le monde entier. Le détroit de Taïwan, point commercial stratégique, serait également impacté par une manœuvre militaire.

Si le Parti nationaliste chinois a été au pouvoir pendant plus de 50 ans, le Parlement de Taïwan est actuellement dominé par une majorité absolue du Parti démocrate progressiste. Depuis l'instauration de la République de Chine, cette dernière a connu trois transitions politiques, oscillant entre le Parti nationaliste chinois et le Parti démocrate progressiste.

## POINT HISTORIQUE

En 1949, la guerre civile en Chine continentale se conclut sur la victoire du Parti communiste chinois de Mao Zedong, qui instaure le gouvernement de la République populaire de Chine. Les dirigeants du Kuomintang, le Parti nationaliste, se réfugient sur l'île de Taïwan, sortant alors de l'occupation japonaise. Avec eux, le président déchu Chiang Kai-shek et un million et demi de Chinois. Reliquat de la « Première République », l'île est d'abord soumise au monopartisme. Chiang Kai-shek y est chef d'État à vie. En 1988, le principal parti d'opposition (le Parti démocrate progressiste) sera légalisé. Progressivement, l'emprise du Kuomintang laisse place à la démocratie sur l'île de Taïwan. Aujourd'hui, la République de Chine désigne le gouvernement de Taïwan. Par République populaire de Chine, on entend la Chine continentale.

La présidente sortante, Tsai Ing-wen, est la première femme à exercer la fonction de cheffe d'État sur l'île. Avocate de formation, elle quitte son poste après deux mandats de quatre années, la Constitution lui interdisant une troisième législature.

« Elle a marqué une page importante dans la politique du pays mais, aussi dans la communauté internationale. », explique Michel Lu. Pendant ces huit années à la tête du gouvernement, Tsai Ing-wen lance plusieurs réformes. Elle a pu revenir sur ces dernières à

Hou Yu-ih, candidat du principal parti d'opposition (Kuomintang) aux élections présidentielles, salue des partisans pendant un événement de sa campagne, le 27 septembre 2023 à Taipei.



CRÉDIT : SAM YEH / AFP

l'occasion du « Double-Dix », une fête nationale qui célèbre l'anniversaire de la Révolution chinoise du 10 octobre 1911 en Chine continentale. Ce mouvement entraîne la chute de la Dynastie des Qing et la fondation de la « Première République ».

### Tsai Ing-wen, une présidente qui tient tête à Pékin.

Parmi ces changements, le gouvernement de Tsai Ing-wen a notamment légalisé le mariage pour les couples du même sexe en 2019. Le pays est « pionnier », selon Michel Lu. C'est le premier en Asie à franchir le pas. Tsai Ing-wen a également entamé la construction de 200 000 logements sociaux pour 2024, entrepris une réforme des retraites, ainsi qu'une hausse du SMIC et ce, chaque année de ces deux mandats.

« L'administration de Tsai Ing-wen a assuré la continuité des progrès économiques à Taïwan. », avance l'ancien ambassadeur. Pendant son discours du « Double-Dix », la présidente sortante a tenu à souligner « les bonnes performances économiques de Taïwan » malgré la crise sanitaire du Covid-19. Elle certifie avoir transformé l'île en acteur indispensable dans l'économie mondiale, en renforçant ses liens commerciaux avec les États-Unis et en multipliant le nombre de ses partenaires étrangers.

Malgré un mandat qui s'achève le 20 mai 2024, « il y a encore des moments à observer » avant de définitivement clore le chapitre Tsai Ing-wen, affirme Michel Lu. Taïwan pourrait ainsi élire un troisième chef d'État investi par le Parti démocrate progressiste ou vivre une quatrième transition politique. Néanmoins, pour Hsieh Hao-yun, ancien représentant de la jeunesse à Taipei, le bilan du gouvernement de Tsai Ing-wen n'est pas si positif : « Les jeunes générations ont pu voir l'auto-ritarisme du Parti démocrate progressiste pendant la Covid-19. »

Pendant la crise sanitaire, trois officiels auraient participé à la distribution de vaccins, contrevenant au règlement officiel du gouvernement. En mai 2023, l'île a également été ébranlée par une vague de témoignage #MeToo.

Le gouvernement a été appelé à adopter des mesures contre le harcèlement sexuel et l'inégalité des sexes. « Il y a aussi eu beaucoup de scandales, on trouve proportionnellement plus de personnes contre le Parti démocrate progressiste. », dénonce Hsieh Hao-yun. Il accuse également le parti au pouvoir de « censurer les médias ».

Malgré cette baisse de popularité chez les plus jeunes qui représentent environ 17 % de l'électorat, le Parti démocrate progressiste et son candidat demeurent favoris dans cette élection présidentielle. « Le Parti démocrate progressiste ne perdra que si les candidats des autres partis travaillent ensemble. », commente Hsieh Hao-yun. Même observation pour Michel Lu : une alliance des trois autres candidats en lice est nécessaire pour pouvoir espérer concurrencer le parti au pouvoir.

### 19,5 millions de Taïwanais appelés à voter.

Lai Ching-te, le candidat investi par le Parti démocrate progressiste, représente 30 à 40 % des intentions de votes. Actuel vice-président de Tsai Ing-wen, l'homme incarne une branche plus modérée du camp des « verts » (surnom lié à la couleur du drapeau du parti). Selon Lai Ching-te, son parti se doit de remporter les élections pour « garantir la liberté » aux futures générations de Taïwanais. Le candidat a notamment affirmé que Taïwan « n'avait pas besoin de déclarer son indépendance », la République de Chine l'étant déjà de facto. Dans une interview accordée au média japonais NHK, celui-ci a appelé la communauté internationale à « s'unir pour dissuader la Chine d'envahir Taïwan ». Avec 20 % des intentions de votes, Hou Yu-ih, actuel maire de Nouveau Taipei (une municipalité encerclant la capitale de Taipei), représente le principal parti d'opposition. Le candidat

du Kuomintang, le camp des « bleus », se pose en troisième position des sondages. Traditionnellement, le Kuomintang favorise la reprise de liens importants avec la Chine continentale. Hou Yu-ih proclame que la relation entre l'île et la Chine continentale est incontournable et s'oppose à une déclaration d'indépendance de Taïwan. Il rejette également la structure d'un pays, deux systèmes proposés par la Chine communiste.

Ce système, appliqué à Hong Kong au moment de la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à Pékin, devait garantir l'autonomie du territoire



CRÉDIT : MARK WILSON / GETTY IMAGES NORTH AMERICA VIA AFP

Le président américain Donald Trump et Terry Gou, fondateur de Foxconn, se serrent la main à la Maison Blanche à Washington, le 26 juillet 2017.

pendant 50 ans. Pourtant, l'emprise du gouvernement de Xi Jinping sur Hong Kong ne cesse de s'affirmer, allant à l'encontre des conditions posées par Londres. De septembre à octobre 2014, le Mouvement des Parapluies et les violences policières à Hong Kong ont fait le tour du monde. Lors de ces manifestations massives contre les décisions du gouvernement chinois, des parapluies ont été utilisés face aux lancers de gaz lacrymogène.

Le Parti populaire taïwanais se place ainsi en deuxième position dans les sondages, avec 25 % des intentions de votes. Le candidat, Ko Wen-je, ancien maire de Taipei, cherche à « dépasser » la question de l'indépendance Taïwanaise en engageant une



CRÉDIT : SAM YEH / AFP

Un soldat taïwanais pendant une démonstration militaire, à la base de Kaohsiung, le 6 janvier 2022.

conversation avec les principaux partis de l'île pour trouver un consensus. De plus, Ko Wen-je encourage la reprise d'un dialogue avec la Chine continentale afin de « réduire les risques d'un conflit militaire », tout en affirmant que les Taïwanais et les Chinois continentaux « font partie d'une même famille sur deux rivages ».

Terry Gou, quatrième candidat, se présente sans étiquette. Fondateur du plus important sous-traitant mondial

de matériel informatique, Foxconn, il est dernier des sondages. Malgré un siège implanté à Taïwan, la majorité des usines de Foxconn se trouve en Chine continentale. Premier fournisseur de la marque Apple, les conditions de vie des employeurs des usines de Foxconn ont souvent fait scandale : dortoirs bondés, violences physiques, salaires revus à la baisse. L'homme d'affaires était au départ candidat à l'investiture du Kuomintang. Perdant face à Hou Yu-ih, Terry Gou lui apporte son soutien avant de se déclarer indépendant.

Derrière ses ambitions politiques, l'ancien PDG affirme avoir reçu la visite de Mazu, déesse de la mer, lui

« implorant d'apporter la paix et la stabilité » dans le détroit de Taïwan. Il dit également être « le seul à pouvoir maintenir la paix » à l'aide de ces liens avec les États-Unis et la Chine continentale. Très souvent comparé à l'ancien président Donald Trump, la candidature de Terry Gou soulève quelques doutes. Au moment de l'officialisation de sa candidature, il a déclaré ne pas être sous le contrôle de la République populaire de Chine. L'homme a également accusé le Parti démocrate progressiste d'avoir poussé Taïwan au bord d'une guerre avec la Chine continentale. Il présente 5 à 12 % des intentions de votes, un score estimé qui n'est pas négligeable.

En dépit des sondages de prévision, « rien n'est joué » pour ces élections, assure Wang Meihua, professeur à l'Université de Kaohsiung. Pour toutes les sources interrogées, les mêmes thèmes reviennent : entre les relations internationales, l'inflation, l'augmentation des salaires, la baisse du taux de natalité restent des enjeux majeurs.

Selon l'ancien ambassadeur de Taïwan, la croissance économique de Taïwan doit également être un sujet à aborder pour les candidats : « La croissance économique de Taïwan rencontre des difficultés. En début d'année, le taux de croissance économique était à 3 %, aujourd'hui nous sommes à 1,10 %

## Le chien qui aboie ne mord pas.

environ. » Cet essoufflement n'est pas sans rappeler la situation française similaire, à la suite de la guerre russo-ukrainienne.

De plus, même si le gouvernement de la présidente sortante a bien augmenté le salaire minimum chaque année, Michel Lu considère que les salaires « n'ont pas été raisonnablement augmentés ». Pour réajuster les salaires minimums, il ne voit que deux choix : les investissements gouvernementaux ou les investissements étrangers. « Néanmoins, ces derniers rencontrent des difficultés à cause des tensions et des problèmes de sécurité. », liés à la pression de Pékin sur l'île.

Le gouvernement doit aussi « préparer un budget pour aider les jeunes à se marier, à avoir des enfants et à les élever. » En effet, le coût des mariages et la hausse du prix des logements à Taïwan entraîneraient une baisse de la natalité en République de Chine. L'île est également confrontée à une inflation de presque 3 %. D'après Hsieh Hao-yun, ces défis internes poussent la jeune génération de Taïwan à déménager : « Certains cherchent à déménager aux États-Unis, au Canada ou à Singapour pour une meilleure qualité de vie et un environnement moins dangereux. », explique-t-il. « Mais c'est surtout à cause ces problèmes internes, plutôt que les craintes d'une guerre qui les poussent à quitter le pays. »

### La réunification au cœur des débats.

La question des relations avec Pékin revient invariablement comme sujet central chez les Taïwanais. « Pour les candidats, il s'agit aussi de garantir la paix et la stabilité sociale pour les Taïwanais. Comment assurer la paix à travers le Détroit de Taïwan, comment éviter une guerre ? », se demande Michel Lu. Lors de son discours du « Double-Dix », la présidente sortante a également souligné l'importance des

« défis extérieurs », estimant qu'il en revient de la responsabilité de tous les Taïwanais, indépendamment des partis politiques, de s'unir pour faire face au pays voisin.

Le 22 octobre 2022, pendant le XX<sup>e</sup> congrès national du Parti communiste Chinois à Pékin, Xi Jinping a promis la réunification par « tous les moyens » d'ici 2049, marquant le centième anniversaire de la République. D'après Hsieh Hao-yun, les ambitions de reconquête de la Chine continentale et du Parti communiste chinois seraient liées à « l'arrogance » du leader : « Ils [Xi Jinping et son parti] ne veulent pas faire de compromis, admettre avoir perdu ou admettre leurs erreurs. » Pour Michel Lu, il est simplement « impossible » pour l'actuel président de la République populaire de Chine de revenir sur les politiques de réunification établies par ces prédécesseurs.

Au vu de la position stratégique de l'île et de son importance au sein des chaînes de production, l'éventuelle attaque de la Chine continentale sollicite l'attention du monde entier. L'île possède 77 usines de fabrication de semi-conducteurs. L'entreprise Taïwanaise TSMC, leader dans le domaine, produit 90 % des semi-conducteurs les plus avancés dans le monde. Ces puces sont essentielles pour la construction des ordinateurs, des téléphones, des voitures mais, aussi des missiles. La fabrication de ces puces demandant l'expertise de personnes qualifiées, toute attaque contre Taïwan entraînerait ainsi un arrêt des productions et une transition de main-d'œuvre coûteuse pour le monde entier.

Le Détroit de Taïwan est un axe maritime majeur pour le transport des semi-conducteurs et des transports de gaz naturel. Presque 50 % des porte-conteneurs utilisent ce passage, pour atteindre l'Asie ou l'Occident. Ce détroit est le véritable théâtre des tensions entre les deux pays. En

septembre 2023, la Chine de Xi Jinping a envoyé plus de 100 avions survoler la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan. Cette zone, couvrant une majorité du détroit et une partie de la mer de Chine orientale, permet l'identification et le contrôle par un État de son espace aérien. Pendant les deux mois suivant ces manœuvres militaires de Pékin, plusieurs navires appartenant aux États-Unis et au Canada ont traversé le détroit.

### Les États-Unis, premier fournisseur d'armes à Taïpei.

L'implication des États-Unis n'est pas anodine. Selon Jean-Vincent Brisset, même si la Chine continentale se prépare militairement depuis 20 ans avec des « moyens qui augmentent régulièrement », l'Empire du Milieu se confronte à un problème de taille : « *Taiwan a au moins un allié : les États-Unis. La Chine ne peut pas se permettre d'attaquer face au risque de réponse militaire des États-Unis.* » Pourtant, Xi Jinping continue d'augmenter la capacité de son armée. En mars 2023, Pékin a augmenté son budget de 7,2 % environ depuis trois ans, soit le deuxième budget de Défense après celui de Washington. Les premiers essais du troisième porte-avions, le Type 003 Fujian auront lieu à la fin de l'année 2023. D'ici 2030, la flotte chinoise cherche à atteindre une capacité de 435 navires.

« *En cas d'attaque de la Chine, la France ne fera que des discours.* », assure le Général de brigade aérienne. Pourtant, des intérêts français sont en jeu. Une manœuvre militaire de Pékin sur Taïwan s'étendrait sur des affrontements entre la Chine et les États-Unis dans le Pacifique. Au milieu de l'océan se trouve la Nouvelle-Calédonie, territoire français d'outre-mer, convoitée pour sa réserve de nickel. Quatrième producteur mondial du minerai utilisé dans la construction d'équipements aéronautique et de défense, sa position lui donne une place centrale dans les voies maritimes. Sa zone économique exclusive s'étend sur plus de 1 450 000 kilomètres carrés. La problématique autour de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie suscite également les intérêts de la Chine communiste, qui profiterait de l'installation d'un nouvel État en Nouvelle-Calédonie

pour établir de nouvelles relations. Dans une allocution le 24 juillet 2023, Emmanuel Macron s'est ainsi exprimé sur l'expansionnisme chinois, connu pour son soutien financier des pays en voie de développement.

« *Ils [Taïwanais] ont une vraie résilience, une vraie capacité de défense.* » En prenant en compte la géographie de l'île, l'invasion directe serait difficile à envisager, explique le Général. Avec des côtes est et ouest peu accueillantes, il faudrait saisir le port de Kaohsiung ou celui du nord de Taïpei, une tâche compliquée dans ces zones urbaines et défendues. « *Je pense que ce ne sont que des manœuvres d'intimidations, pour maintenir l'aura de Xi Jinping, sa légitimité, qui en a bien besoin. Ça l'arrange d'avoir cet éventail Taïwanais à agiter, il le fait volontiers.* »

L'ancien représentant de la jeunesse et l'ancien ambassadeur de Taïwan s'accordent sur une apparente sérénité malgré les tensions. « *À Taïwan, on a un vieux dicton : le chien qui aboie ne mord pas. Personne ne se soucie du Parti communiste chinois, parce qu'on sait qu'ils n'oseraient pas passer à l'action.* », ajoute Hsieh Hao-yun, convaincu que la Chine continentale n'a « pas la capacité » de gagner une guerre. La vie continue pour Michel Lu, qui assure que le « maintien d'une vie normale » sur l'île est de mise. « *Il [Xi Jinping] est sûrement bien renseigné sur les risques, s'il attaque Taïwan.* », conclut l'ancien ambassadeur.

Une situation que Hsieh Hao-yun trouve « incomprise par les Occidentaux » : « *La plupart des pays Occidentaux n'ont pas l'expérience de vivre à côté d'un pays hostile menaçant constamment de commencer une guerre.* », soutient-il. Lui et les jeunes qu'il représente ne voient pas ce conflit prendre fin. Le Général de la brigade aérienne redoute un dérapage avec l'armée américaine, citant l'accident de 2001 à Hainan. La collision d'un avion de la République populaire de Chine et d'un avion américain, non loin de Hainan a fait un mort du côté communiste. L'aviateur américain a pu atterrir sur l'île. Cependant, « s'il y a des morts du côté des soldats américains, la réaction risque d'être différente. » ■



Un manifestant tombe après avoir essayé de passer une barrière pendant une manifestation à Taïpei, Taïwan, le 12 novembre 2019.

CRÉDIT : SAM YEH / AFP

# FURY ROAD

En 2022, l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie se sont engagés dans un processus d'adhésion à l'Union européenne. Une course d'endurance pour ces pays loin de remplir les conditions d'intégration.

MARIE COURTES

rompue depuis le bombardement de plusieurs centrales.

La corruption est également un fléau dont la nation a du mal à se détacher. L'indice de perception de la corruption de 2022 publié par l'ONG Transparency International classe la Moldavie à la 116ème place sur 180 pays. L'Ukraine ne fait guère mieux. Elle se place en 91ème position. Un fléau que Volodymyr Zelensky tente d'endiguer à coup de perquisitions et de licenciements à travers le pays en février 2023. L'ancien ministre des armées Oleksii Reznikov n'a pas échappé à cette chasse et a dû se retirer du gouvernement. Un geste salué par Didier Marie, sénateur et vice-président de la Commission des affaires européennes : « Volodymyr Zelensky a eu le courage de s'atteler à ce problème, il montre aux autres pays candidats qu'il est possible de lutter contre la corruption. »

La Géorgie a profité d'un essor économique inattendu depuis le début de la guerre. Le secteur du service s'est développé grâce à l'essor du tourisme et au flux migratoire russe causé depuis février 2022. Un secteur du service allégrement financé par des investissements russes qui rend ce pays du Caucase du Sud un peu plus dépendant de son grand voisin. Une dépendance qui s'étend jusqu'à l'agriculture, secteur délaissé depuis des années

en Géorgie. Le pays se voit à présent contraint d'importer 80% de son blé en provenance de Russie.

Malgré une guerre inscrite dans la durée, l'économie ukrainienne résiste. Derrière le front, la vie suit son cours et l'activité persiste à hauteur de 70%. Certains industriels tel que Rinat Akhmetov diversifient même leur production pour servir l'effort militaire. Oligarque notoire, il a fait fortune dans la métallurgie. Ses usines ont troqué les métaux pour les kits d'aides humanitaires. Un élan de solidarité qui n'a rien d'anodin.

### Les pions du Kremlin

La guerre a en effet précipité la chute des oligarques présents dans le pays et neutralisé leur influence. Leur richesse a, pour la plupart, dégringolé en raison du ralentissement de l'activité industrielle. Leur influence politique, élément constitutif d'un oligarque comme le résume le correspondant Régis Genté : « Un oligarque pèse sur le pouvoir, il connaît parfaitement le fonctionnement de l'appareil politique. », est réduite à néant alors que le parti pro russe qu'ils soutenaient activement

## 24 février 2022.

La Russie envahit l'Ukraine au nom de l'ambition poutinienne de la « Grande Russie ». Le conflit explose et met en alerte les pays voisins. Le 23 juin, l'Ukraine et la Moldavie obtiennent le statut de candidat, la Géorgie est maintenue en liste d'attente. Malgré ce signe encourageant envoyé à Kiev et Chisinau (capitale moldave), la Commission européenne appelle les pays à réformer en profondeur leur économie et à éradiquer un antagoniste de taille : la corruption.

Conformément aux accords de Copenhague, tout État désireux d'intégrer l'Union européenne doit établir une économie de marché viable face à la concurrence du marché européen. Une condition bien difficile à respecter pour ces trois anciennes républiques soviétiques. Pays le plus pauvre de l'Europe, la Moldavie pâtit encore davantage du conflit voisin. Ce petit pays à l'économie peu diversifiée (essentiellement basée sur l'agriculture et l'industrie dans une moindre mesure) dépendait en partie du gaz ukrainien, une source d'approvisionnement

a été interdit dans le cadre de la loi martiale. Ainsi, Rinat Akhmetov et bien d'autres se sont rangés derrière Volodymyr Zelensky, de peur de finir comme Viktor Medvetchouk, capturé par les services secrets ukrainiens puis envoyé en Russie en échange de prisonnier. Un phénomène inattendu qui ne peut que ravir le président ukrainien. En 2021, il avait réussi à faire adopter une loi « anti oligarque », une première dans le pays.

Mais l'oligarchie coule encore des jours heureux chez ses voisins. La Géorgie possède son « homme fort » comme le nomme ironiquement Régis Genté. Bidzina Ivanishvili est un oligarque et fondateur du parti au pouvoir Le Rêve géorgien. Retiré de la vie politique depuis 2021, Bidzina Ivanishvili continue de mener sa politique de déstabilisation du pays en faveur de Moscou officieusement : « On sait très bien qu'il dirige tout, mais qu'il n'est nommé nul part. » résume Régis Genté. Les ministres font partis de son cercle proche d'Ivanishvili, le Premier ministre Irakli

Garibachvili était son chef de la sécurité. « Le clan des juges », un groupe de magistrats composé exclusivement de proches est accusé par les États-Unis et l'ONG Georgian Court Watch d'agir dans l'intérêt du pouvoir. Pour parfaire ce pédigrée, Emmanuel Macron l'a décoré de la légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite pour son action caritative. Le gendre idéal.

Le Rêve géorgien qui ne s'est jamais qualifié de pro-russe, entame depuis 2021, un rapprochement sans équivoque vers Moscou tout en poursuivant son parcours d'adhésion au sein de l'Union européenne. C'est pour cela qu'en juin 2022, Bruxelles refuse l'octroi du statut de candidat au pays. Josep Borrell confie à Tbilissi une liste de douze priorités visant entre autre à renforcer l'état de droit, l'indépendance de la presse et de la justice. Une liste sur laquelle Tbilissi s'est

allégrement assise. Loi interdisant la propagande LGBT, arrestation du directeur de la chaîne d'opposition Nika Gvaramia pour des motifs d'huberlu, le gouvernement dirigé par le Premier Ministre Irakli Garibachvili multiplie les camouflets à l'encontre de Bruxelles.

Pourquoi recourir à un tel double jeu ? Sans doute pour éviter un soulèvement populaire. Selon le dernier sondage du National Democratic Institute, 82% des Géorgiens sont favorables à l'adhésion du pays dans l'Union européenne. Toute politique pro-russe assumée provoquerait des manifestations en cascade. Le gouvernement en a fait l'expérience en mars dernier. L'exécutif géorgien souhaitait faire adopter une loi imposant aux ONG et aux associations financées à plus de 20% par des investissements étrangers de se nommer « agent de l'étranger ». Près



de 10 000 personnes se sont rassemblées pour protester contre cette loi qualifiée de « loi russe ». « On a failli avoir un Maidan<sup>1</sup>. Deux jours après, ils ont supprimé la loi. » conclut Régis Genté. La Moldavie aussi peut se vanter d'avoir un oligarque.

Incarné par Ilan Schor en Moldavie, le milliardaire israélo-moldave est une création sur mesure de Moscou. « Le jeune » comme le surnommait le FSB (Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie) a été choisi pour succéder à Igor Dodon, ancien président empêtré dans des affaires de corruption. Ils vont doter Schor de deux chaînes de télévision, un moyen de diffusion de l'idéologie pro-russe et d'un parti au nom éponyme. L'objectif pour Moscou est clair. Remettre au pouvoir un gouvernement pro-russe et contrôler un peu plus ce territoire stratégique enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine. Mais en 2020, la tragédie se répète. Ilan Schor est incriminé dans un scandale de corruption. Ce scandale le disqualifie aux yeux de la Moldavie mais aussi de Moscou. Accusé de fragiliser le gouvernement en finançant des manifestations pro-russes, le parti a été interdit.

Comme beaucoup d'hommes l'affirment, ce n'est pas la taille qui compte. La Moldavie en est un exemple probant. Le pays a beau avoir une superficie équivalente à celle de la Bourgogne (soit 33 846 km<sup>2</sup>), la Moldavie est constitué des civilisations slaves (Russes, Ukrainiens, Polonais, Bulgares) et latines (Roumains et Moldaves). Certains territoires ont même revendiqué leur indépendance.

**« Un frein, non. Un problème, oui »**

C'est le cas de la république auto-proclamée de la Transnistrie et de la région autonome de la Gagaouzie. « Des territoires beaucoup plus réticents à couper les ponts avec Moscou. On sent une dissonance. » selon Florent Parmentier, chercheur au CEVIPOF. La Transnistrie est une république auto-proclamée, située entre le fleuve du Dniestr et l'Ukraine. Au terme d'un conflit de deux ans opposant la Transnistrie à la Moldavie, un cessez-le-feu est proclamé dans le cadre d'un règlement de conflit de l'OSCE

(Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). La république transnistrène n'est reconnue par aucun pays et peuplée à 85% de Russes.

Au sud du pays se trouve la région autonome de la Gagaouzie. Un territoire qui n'a rien de comparable à la Transnistrie d'après Florent Parmentier : « La particularité de cette région est qu'elle est autonome, elle est contrôlée par Chisinau, mais dispose de pouvoirs spécifiques et de quelques particularités. ». En 1994, Le gouvernement moldave accepte l'organisation de référendum dans les villages qui se considéraient comme Gagaouzes. C'est ainsi que la Gagaouzie naquit.

La Transnistrie et la Gagaouzie se distinguent sur le plan linguistique. La Moldavie parle roumain, la Transnistrie le russe et la Gagaouzie le gagaouze, malgré l'inclusion progressive du russe. Les Transnistriens sont profondément attachés à Moscou car leur territoire est le dernier à avoir été revendiqué par l'Union soviétique en 1992. Un attachement visible à Tiraspol (capitale de la Transnistrie) où trônent drapeaux rouges et statue de Lénine. Une ferveur pro-russe que l'on retrouve en Gagaouzie qui a élu en juin la gouverneure Evgenia Gutul issue du parti Schor. Historiquement, les Gagaouzes estiment devoir la survie de leur peuple à l'Empire Russe. Ils n'oublient pas pour autant qu'ils ne sont rien sans le soutien économique européen.

Le cas de la Transnistrie est urgent à régler pour espérer une adhésion dans l'Union européenne selon Florent Parmentier : « À part le cas de Chypre, aucun état avec une division territoriale n'est entrée dans l'UE. ». Dépendante à 100% du gaz russe, la république abrite une base militaire russe en plus de 1500 soldats. La Transnistrie est le carrefour des tensions entre Chisinau et Moscou. Ces miettes de territoires sont d'une importance capitale dans la vision de l'étranger proche<sup>2</sup> du Kremlin. En 2008, Tbilissi entreprend un rapprochement avec Bruxelles. En réponse à cela, Moscou annonce renforcer ses liens avec les provinces géorgiennes sécessionnistes de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Agacé par cette annonce

et l'influence grandissante de la Russie dans ses territoires, Tbilissi lance une offensive en Ossétie du Sud dans la nuit du 7 au 8 août. La riposte russe est sanglante. Le 12 août, un cessez-le-feu est négocié entre la Géorgie et la Russie sous l'égide de Nicolas Sarkozy. Un an plus tard, un rapport de l'Union européenne révèle des « indications sérieuses » démontrant que des Géorgiens de souches ont été victimes d'un « nettoyage ethnique ». La situation en Abkhazie et en Ossétie du Sud n'a depuis guère évolué.

Un conflit semblable au conflit actuel en Ukraine comme le rappelle Régis Genté : « La guerre que mène la Russie en Ukraine, c'est exactement la guerre menée en Géorgie en 2008. ». Le 21 février 2021, Vladimir Poutine reconnaît l'indépendance des républiques séparatistes de Louhansk et Donetsk, deux régions formant le Donbass. Le 24 février, l'armée russe envahit l'Ukraine. Vladimir Poutine justifie cet acte en affirmant vouloir sauver les populations russophones du Donbass. Aussitôt, l'Ukraine a entamé une demande d'adhésion à l'Union européenne puis s'en sont suivies la Moldavie et la Géorgie. Ces trois parcours d'adhésion mettent à rude épreuve la cohésion des 27 effritée par la question migratoire et l'escalade autoritaire opérée en Hongrie et en Slovaquie.

La Commission européenne se divise à des degrés divers. Faut-il fixer une date butoir dans le processus d'adhésion au risque de provoquer une marche forcée ? Les Pays Bas s'opposent à cette proposition. Et la France dans tout ça ? « La France n'est pas très claire ! Je crois que l'exécutif n'a pas voulu se mouiller et attend de voir la prise de position des autres membres. » affirme Didier Marie. Il est également nécessaire de questionner la faisabilité de ce projet. Le budget pour la période 2021-2027 dédié à la cohésion de l'Union européenne s'élève à 426 milliards d'euros. Un tel budget alerte les États le plus dépendants aux aides européennes. À quel prix se fera cette politique d'élargissement ? ■

1. Manifestations pro-européenne qui ont survécu en Ukraine en 2014.  
2. Terminologie utilisée à Moscou pour qualifier les pays issus de l'ex-URSS, la première priorité de sa politique étrangère.

# LA LONGUE ASCENSION VERS L'UNION EUROPÉENNE



50 000 entreprises européennes vont devoir communiquer sur leurs informations relatives à la durabilité. Programmée pour 2024, la directive CSRD constitue un rempart contre le greenwashing, cette pratique consistant à donner une image faussement positive en matière de développement durable. **CLAIRE VALENTIN**

2019



2024

En 2019, la France exigeait des entreprises une transparence « partielle » sur leur performance extra-financière avec l'application de la Déclaration de Performance Extra-Financière. À partir de 2024, l'Union européenne met en place la CSRD avec l'obligation de divulguer des informations normées sur la durabilité. La transparence environnementale, sociale et sociétale est au cœur de l'enjeu européen.

# La face submergée des entreprises

Les entreprises doivent prendre en compte les enjeux cruciaux liés à cette certification », assure le directeur général du Haut conseil du commissariat aux comptes (H3C). L'arrivée progressive de la CSRD (**Corporate Sustainability Reporting Directive**) à partir de 2024 exige des entreprises qu'elles rendent compte de leurs performances dans des domaines clés, tels que le changement climatique, la biodiversité, l'utilisation circulaire des ressources, la conduite des affaires et bien plus encore. « L'UE va devenir cheffe de file des normes mondiales en matière d'information sur la durabilité », s'exclame le député Pascal Durand le 10 novembre 2022 lors du débat au Parlement européen.

Les entreprises devront alors rendre publique des informations normées sur leurs émissions de gaz à effet de serre, leurs politiques de développement durable, leur impact sur les ressources aquatiques et marines, ainsi que sur leur engagement envers une économie circulaire. « Ce changement est révolutionnaire pour 50 000 entreprises européennes », déclare Pascal Durand, rapporteur de cette directive. Les entreprises devront établir un plan de transition avec un objectif d'émission de gaz à effet de serre à l'horizon

2030, aligné sur l'Accord de Paris. Cette orientation met le changement climatique au premier plan et les incite à prendre des mesures pour réduire leur impact environnemental. « Cette nouvelle directive les oblige à rendre compte de leurs implications environnementales, sociales et sociétales », explique Pascal Durand.

Alors que la CSRD se profile à l'horizon, il est crucial pour les entreprises de prendre des mesures proactives dès maintenant. « La complexité des exigences de cette directive ne devrait pas être sous-estimée », se confie Laure Mullin, commissaire aux comptes dans un cabinet d'audit et d'expertise comptable. La France avait pourtant déjà fait des progrès significatifs au sujet de la communication des informations extra-financière des entreprises.



NDLR : Tous les textes qui apparaissent en bleu dans l'article renvoient à des liens URL.

« La France ne part pas de zéro sur la divulgation d'information durable », explique Éric Baudrier, directeur général du Haut conseil du commissariat aux comptes. En 2019, elle a introduit la **Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF)**, ce qui signifie que le pays avait déjà commencé à exiger la transparence des entreprises. Jusqu'à présent, les grandes entreprises cotées en bourse au sein de l'Union européenne étaient les seules tenues de divulguer des informations sur leurs performances extra-financières. « L'idée du nouveau dispositif européen est d'obliger les entreprises à communiquer pour que toutes les défaillances soient sanctionnées », résume le directeur général du H3C, Éric Baudrier.

**L'accessibilité (partielle) à l'information**

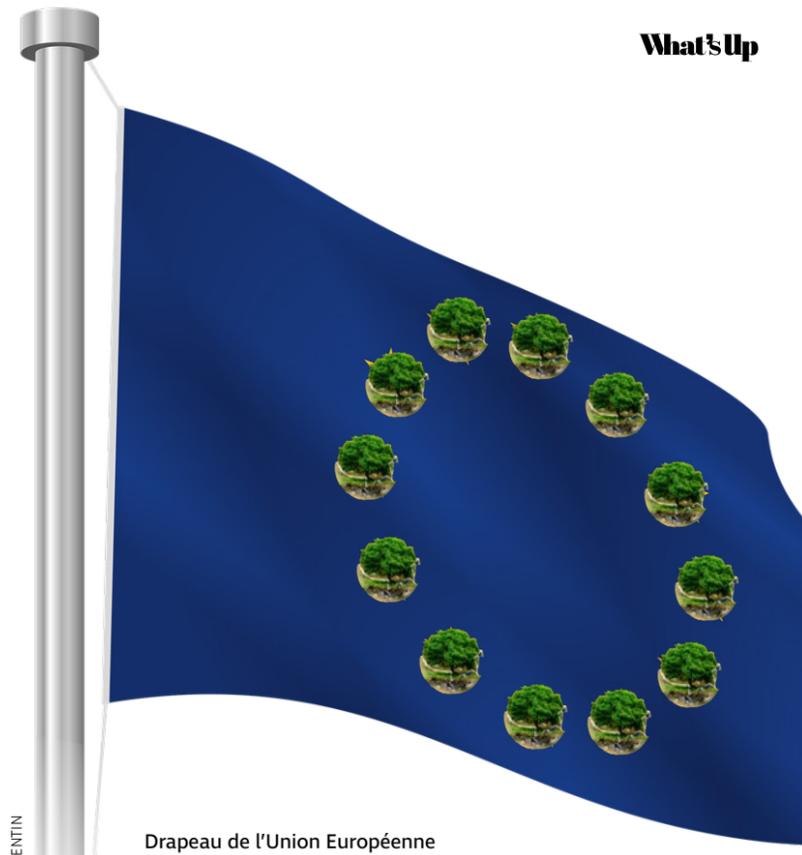
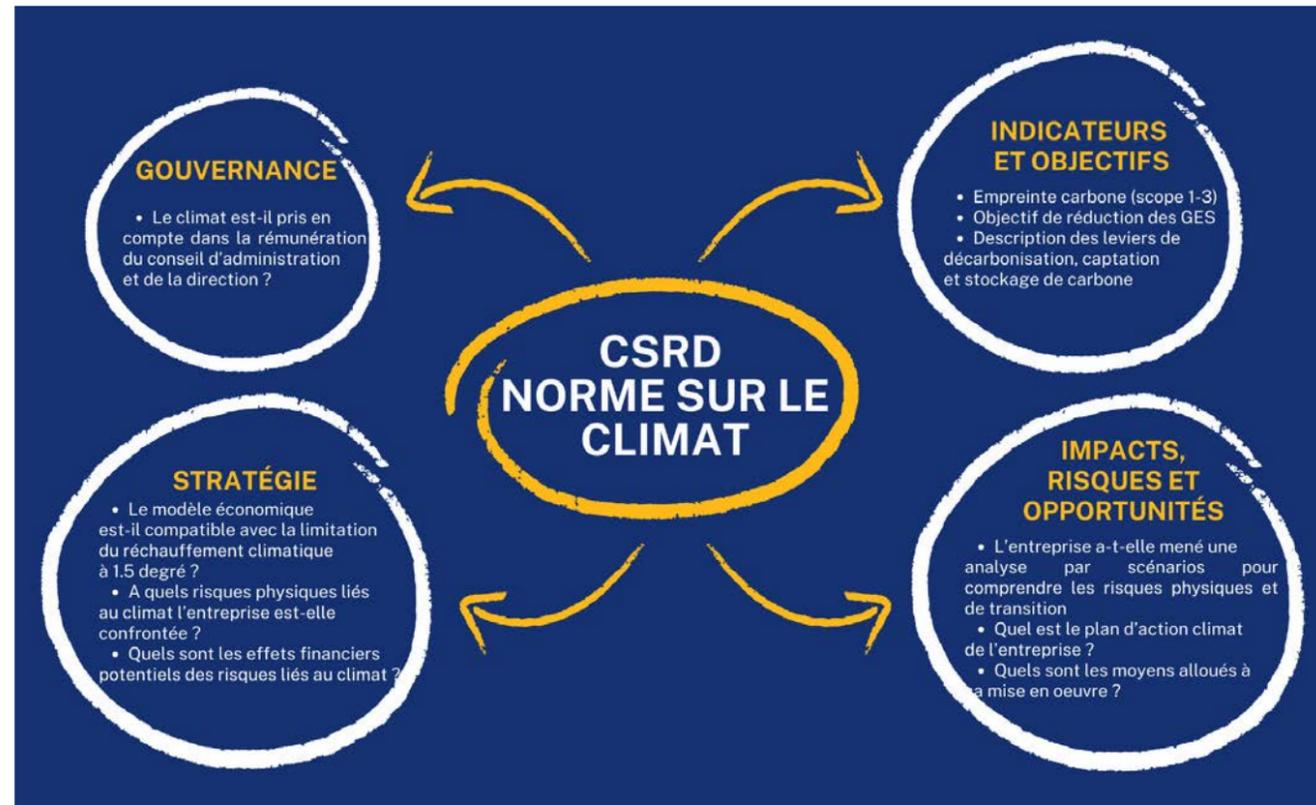
Cette nouvelle réglementation vise à combler les manques de la législation existante en matière de publication d'informations non-financières, considérée aujourd'hui largement insuffisante et peu fiable.

**Renforcer la confiance des consommateurs**  
LAURE MULLIN,  
COMMISSAIRE AUX COMPTES

À la différence de la **Non Financial Reporting Directive (NFRD)**, qui se limitait aux grandes entreprises cotées employant plus de 500 salariés, la CSRD élargit sa portée en incluant désormais les grandes entreprises qui répondent à au moins deux des critères suivants : plus de 250 employés, un bilan total dépassant les 20 millions d'euros, et un chiffre d'affaires excédant 40 millions d'euros. En outre, la CSRD englobe également les Petites et Moyennes Entreprises (PME) cotées en bourse (à l'exception des micro-entreprises comptant moins de 10 employés). Elle s'étend également aux entreprises non européennes ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 150 millions d'euros sur le marché de l'UE, ainsi qu'à leurs filiales. Les entreprises courent le risque que

leur auditeur refuse de certifier leur rapport de durabilité, ce qui peut avoir des répercussions majeures. Il est important de souligner que le rapport de durabilité peut influencer l'opinion des investisseurs, des utilisateurs, des clients et aussi des salariés en interne, affectant ainsi leur perception de l'entreprise. Cette lutte pour la transparence vise à « renforcer la confiance des consommateurs et des investisseurs dans les informations communiquées par les entreprises », rajoute Laure Mullin, commissaire aux comptes. Les entreprises soumises à la CSRD se voient désormais contraintes de fournir des rapports détaillés sur leur maison mère. Cette extension d'informations suscite des interrogations quant à la réelle exhaustivité des données fournies. En ne fournissant que des informations normées, l'absence de détails précis pourrait compliquer l'identification spécifique des problèmes ou des défis environnementaux et sociaux. Les informations sur le groupe consolidé ne

Résumé des standards de climat imposés par la nouvelle norme CSRD  
Source: **European Commission's delegated act, adopted on 31 July 2023.**



Drapeau de l'Union Européenne avec une ambition écologique marquée par la présence d'arbres.

**H3C DEVIENT H2A**

Avec l'arrivée de la CSRD, Éric Baudrier a annoncé le changement du nom de l'organisme du H3C, qui deviendra la Haute Autorité de l'Audit (H2A). Cette modification est étroitement liée à l'évolution des missions de la future haute autorité. « À compter de l'entrée en vigueur de la CSRD, la H2A supervisera non seulement les commissaires aux comptes, mais également tous les auditeurs de durabilité », explique le directeur général. Il était donc impératif que le nom de l'organisme reflète pleinement ces nouvelles responsabilités.

En parallèle de cette transition, la composition du collège du H3C devra s'élargir pour intégrer de nouvelles compétences en matière d'information de durabilité et de contrôle de cette information. Éric Baudrier souligne que « des nouveaux membres vont être intégrés pour accompagner cette évolution. »

permettent pas nécessairement d'obtenir des détails spécifiques concernant une filiale particulière de l'entreprise. Fournir l'information que de la mère limite ainsi la capacité à détecter des anomalies ou des enjeux spécifiques au niveau de chaque entité au sein de la chaîne de valeur.

**Des auditeurs de durabilité variés**

La directive stipule que le rapport de durabilité doit être soumis à une certification, réalisée par un auditeur légal, tel qu'un commissaire aux comptes en France. Toutefois, la directive laisse la possibilité aux États membres d'autoriser d'autres prestataires à effectuer cette certification, si tel est leur souhait. « La France avait déjà pris de l'avance en 2019 en instaurant la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF) et avait confié cette mission à des professionnels autres que les commissaires aux comptes. Pour maintenir la cohérence, la France a choisi de lever cette option », annonce le directeur général du H3C. En conséquence, à l'avenir, « à côté des commissaires aux comptes, d'autres

professionnels tels que des avocats et des ingénieurs pourront obtenir l'accréditation COFRAC et s'enregistrer auprès de la H3C pour effectuer ces certifications », assure le député européen Pascal Durand.

« L'obtention de l'accréditation par la COFRAC pour l'audit de durabilité est une démarche ardue en raison des exigences rigoureuses imposées par cet organisme », explique Éric Baudrier. La COFRAC, en tant qu'instance de certification reconnue au niveau international, impose des critères élevés en matière de compétences, d'indépendance et de qualité des services fournis par les professionnels de l'audit. Les procédures d'évaluation sont complexes et demandent une expertise approfondie dans le domaine de la durabilité, ainsi qu'une conformité stricte aux normes établies. En conséquence, beaucoup de professionnels peuvent trouver le processus difficile. Afin de répondre à cette difficulté et d'élargir la base d'experts en durabilité, le député européen, Pascal Durand explique pourquoi la France a choisi d'étendre l'accréditation aux avocats et aux ingénieurs, diversifiant les professionnels capables de mener ces certifications. Cela permettrait non seulement de répondre à la demande

croissante d'audits de durabilité mais aussi de faciliter l'accès à ces accréditations par toutes les entreprises. Pour préparer les futurs auditeurs, une formation de 90 heures est exigée. Celle-ci sera adaptée en fonction du parcours individuel de chaque auditeur. « Tous les acteurs, quels qu'ils soient, vont devoir franchir une étape. Un commissaire aux comptes aura beaucoup à apprendre sur la technicité sous-jacente, notamment en ce qui concerne la définition de polluants permanents ou des gaz à effet de serre. Cependant, un avocat spécialisé en droit de l'environnement maîtrise déjà ces domaines mais pas la technique de l'audit », annonce le directeur général du Haut conseil du commissariat aux comptes.

« Au début, les rapports de durabilité seront perfectibles », rajoute-t-il. Dans cette optique, l'audit de durabilité

est caractérisé par un degré d'analyse moindre. Les travaux réalisés par les auditeurs seront moins approfondis.

**Se préparer à la CSRD est impératif**

Pour préparer les entreprises à ce changement, des partenaires tels que Bureau Veritas, Apave, Socotec, Dekra, jouent un rôle clé. Elles proposent des services d'audit, de vérification et de certification spécifiquement conçus pour aider les entreprises à se conformer aux nouvelles normes. Leur expertise permet aux entreprises de bénéficier d'un soutien professionnel pour collecter, valider et certifier les données liées à la durabilité. « Bureau Veritas offre une solution clé en main pour les entreprises souhaitant se préparer à la CSRD », souligne Catherine Chardon, directrice générale de bureau Veritas. « Une sensibilisation précoce aux nouveaux enjeux peut grandement faciliter la conformité », ajoute-t-elle.

Cependant, ces acteurs se verront confrontés à des choix déterminants. Ils devront distinguer leur rôle d'accompagnateur de celui de certificateur. Ce changement souligne la nécessité pour les non-commissaires aux comptes de développer des compétences et de respecter le code de déontologie notamment sur l'indépendance, la prévention des conflits d'intérêts et l'esprit critique. « Il n'est pas possible d'accompagner une entreprise tout en le certifiant », explique Catherine Chardon.

La conformité à la CSRD peut poser des défis considérables pour les PME. Tout d'abord, les ressources limitées en termes de personnel et de budget rendent souvent difficile la mise en œuvre pour recueillir, traiter et rapporter les données exigées. Engager des entreprises d'accompagnement comme Bureau Veritas peut être une solution, mais cela ajoute une pression financière supplémentaire. Les PME peuvent craindre des coûts élevés

associés à ces services. Cela crée un dilemme délicat où les entreprises cherchent à respecter les normes tout en évitant les coûts financiers potentiels.

La question centrale demeure de savoir si le défaut de rapport de durabilité sera considéré comme une infraction ou non. « Si aucune mesure à l'encontre des entreprises qui ne se conformeraient pas à la CSRD est prise, qu'elle en serait l'utilité. Dans ce cas, personne ne s'embêtera à suivre cette directive », explique Anton Valont, commissaire aux comptes. Le directeur général du H3C assure cependant que pour les entreprises cotées uniquement « Des sanctions pourraient être infligées par des organismes tel que l'AMF (Autorité des Marchés Financiers). » ■

Métaphore de la Terre soi-disant protégée au milieu de déchets déposés par l'Homme.



CRÉDIT : DR

**La CSRD était en cours de préparation depuis des années par le parlement européen**

**Novembre 2014**

**Projet de la NFRD**  
Elle impose à plus de 11 000 entreprises de réaliser leur reporting extra-financier : suivre et publier leurs performances ESG (environnement, social, gouvernance)

**Avril 2021**

**Projet de la CSRD**  
Elle vise à encadrer le reporting extra-financier au niveau européen, c'est-à-dire la manière dont les entreprises rapportent leur prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance.

**Juin 2023**

**Adoption des critères ESRS**  
Les ESRS (European Sustainability Reporting Standards) détailleront les informations à présenter dans le rapport de développement durable des entreprises.

**Janvier 2025**

**Année concernée par le reporting pour les autres grandes entreprises**

Frise chronologique des projets européens sur la mise en place des rapports extra-financiers des entreprises : la NFRD et la CSRD

1

2

3

4

5

6

7

8

**Avril 2017**

**Adoption de la NFRD**  
Les sociétés cotées et les grandes entreprises d'intérêt public de plus de 500 salariés sont soumises à l'obligation de reporting NFRD

**Novembre 2022**

**Adoption de la CSRD**  
La CSRD s'appuie sur des indicateurs standardisés, établis par l'EFRAG (Groupe consultatif sur l'information financière en Europe) à travers des normes européennes.

**Janvier 2024**

**Année concernée par le reporting pour les entreprises déjà concernée par la NFRD**

**Janvier 2026**

**Année concernée par le reporting pour les PME**

CRÉDIT : CLAIRE VALENTIN

# Corée du Sud

## Les enseignants sonnent l'alarme



Lors de la manifestation du 28 octobre, les enseignants rendent hommage à leurs camarades décédés, avec une minute de silence

© CRÉDIT EQUIPE DE TOURNAGE K-TEACHERS

Depuis la loi sur la protection de l'enfance en 2014, les professeurs sont souvent injustement accusés de maltraitance sur leurs élèves. Les conséquences sur leurs carrières et leurs vies sont considérables et les empêchent d'exercer leur profession. Depuis juillet 2023, ils organisent des manifestations pour revendiquer la protection de leurs droits. **AMANDINE VENOT**

**L**e 18 juin 2023, une enseignante de l'école élémentaire *Seoi*, à *Seocho*, l'un des quartiers les plus riches de Séoul, s'est suicidée dans sa salle de classe. Une accusation de maltraitance sur enfant avait été portée à son encontre. Pour rendre hommage à l'enseignante et protéger leurs droits, les professeurs du pays se rassemblent massivement depuis juillet 2023. La dernière manifestation en date a eu lieu le 28 octobre avec le rassemblement de plus de 500 000 professeurs.

En Corée du Sud, ces derniers sont fortement exposés aux poursuites judiciaires pour « maltraitance sur enfants ». La loi *Child Welfare Act* (loi sur la protection de l'enfance) en est la cause principale. Elle a été initialement adoptée pour lutter contre la maltraitance domestique.

En 2014, les cas de violence domestique étaient nombreux puisque les punitions corporelles étaient encore autorisées. Pour garantir la protection des enfants, le gouvernement a adopté cette loi spéciale. Dans la même mesure, les violences scolaires ont été interdites par ce texte législatif, le but étant de faciliter la dénonciation des cas de maltraitance à l'école. Néanmoins, au fil des années, l'utilisation de cette législation a été détournée par les parents d'élèves qui l'utilisent de manière abusive.

L'avocat Jeon Hyun-Min a représenté de nombreux instructeurs accusés

de maltraitance sur enfant. Il dénonce que sous cette loi : « Les parents peuvent accuser un enseignant de maltraitance sur enfant, sans se soucier du fardeau de la preuve. Tandis que les enseignants suspectés, sont immédiatement mis en accusation et soumis à des enquêtes judiciaires. *Les professeurs vivent dans la peur constante d'être licenciés ou pire, d'être poursuivis en justice* » déplore-t-il. En effet, la simple existence du rapport de maltraitance, entraîne la séparation de l'élève plaignant et de l'enseignant accusé et par conséquent la suspension de ce dernier.

Les professeurs sont d'autant plus vulnérables que la loi ne sanctionne pas une fausse accusation de maltraitance. « *Soumettre un rapport de maltraitance, même si ce n'est encore qu'une suspicion, n'entraîne aucune sanction pénale en cas d'erreur du plaignant* ».

Madame Yoon, enseignante depuis 21 ans, a été l'une des victimes de cette loi. Son témoignage démontre concrètement comment sa vie et sa carrière ont failli être détruites. « *Le jour des faits, j'ai surpris l'un de mes élèves en train de battre violemment son camarade de classe. J'avais connaissance des sanctions que je pouvais encourir en cas de contact physique avec celui-ci. M'interposer n'était donc pas la meilleure solution. Mais je souhaitais tout de même intervenir, alors j'ai cogné fort sur mon bureau afin d'interpeller l'agresseur. Cette réaction a mis fin à l'altercation* », précise-t-elle.

« *Cela ne m'a pas préservé d'être accusée de maltraitance sur enfant. En effet, les parents de l'élève agresseur ont entamé une procédure judiciaire à mon encontre* ». En général, ce qui pousse les parents à entamer ce type de procédure n'est pas la compensation financière qu'ils pourraient obtenir à l'issue du procès. La sanction ne se concentre pas sur les dommages et intérêts mais plutôt sur une peine d'emprisonnement.

« *À la suite de cet événement, j'ai fourni un arrêt maladie de deux mois pour éviter d'être suspendue. Au cours de cette période, j'ai été victime d'un harcèlement moral de la part des parents. Ni l'école, ni le bureau de l'éducation ne m'ont aidé. Aucune aide financière n'a été fournie. Si bien que cela m'a presque poussé au suicide* » s'attriste-t-elle.

« *Ma seule échappatoire a été d'écrire mon histoire sur la plateforme INDISCO, une plateforme où d'autres enseignants partagent des histoires similaires. Beaucoup d'entre eux ont répondu à mon appel à l'aide, avec des lettres ouvertes clamant mon innocence dans cette affaire. Leurs interventions ont joué en ma faveur lors de mon procès et finalement les juges m'ont déclaré non-coupable* ».

### Les enseignants manifestent pour leurs droits

Pour les nombreux professeurs accusés de maltraitance sur enfants, le dénouement n'a pas été si positif. Selon une enquête de la fédération des syndicats de la profession, 11% des professeurs accusés de maltraitance ces six dernières années se sont donnés la mort, soit 100 personnes au total. Ces nombreuses accusations et l'ampleur de leurs conséquences, ont ébranlé leur capacité à faire valoir leur autorité à l'école. Désormais, les intérêts privés des parents priment sur l'autorité des professeurs, même dans le contexte scolaire.

Les instructeurs de toute la péninsule se sentent concernés par cette problématique, si bien qu'ils décident de prendre la parole à l'aide des syndicats. Ils organisent plus d'une dizaine de manifestations tout au long de l'été et de l'automne 2023. Durant

cette période, le syndicat national de la profession a exigé que les demandes suivantes soient considérées :

Selon eux, la police doit mener l'enquête sur les raisons qui se cachent derrière le suicide de l'enseignante de l'école élémentaire Seoi à Séoul. Son décès en juillet 2023 a été l'élément déclencheur du mouvement national des professeurs. La police a demandé une enquête à l'Institut National des Enquêtes Scientifiques pour clarifier le motif du suicide. Mais après plusieurs mois d'attente, aucune nouvelle déclaration n'a été faite. Le syndicat des professeurs coréens a alors déposé plainte contre la police métropolitaine de Séoul et requiert une seconde investigation.

Ensuite, les professeurs réclament l'amendement du *Child Welfare Act*. Ils souhaitent que les affaires de maltraitance sur enfants ne soient pas régies par cette loi spéciale mais par le code pénal. L'avocat Jeon Hyun-Min précise que « *défendre la révision du Child Welfare Act ne signifie pas qu'un privilège spécial sera garanti aux enseignants. Or, lorsque ceux-ci accomplissent leur rôle d'éducateur, ils sont plus exposés aux risques d'être accusés de harcèlement moral ou autres maltraitances. Cette révision vise seulement à garantir que les activités éducatives légitimes ne soient pas considérées comme une menace* ».

De surcroît, il faut assurer leur protection contre le harcèlement verbal et physique des parents, grâce à un amendement. Ironiquement, beaucoup d'entre eux ont été harcelés moralement par des parents d'élèves, comme cela a été le cas pour Mme Yoon. Il faut aussi imposer une sanction pénale aux parents qui accusent injustement les professeurs de maltraitance. Pour finir, ces derniers demandent au ministère de l'éducation de prendre en compte leurs opinions et de proposer des solutions adéquates et pertinentes.

**Un problème majeur: l'interdiction de manifester**

Malgré leur détermination à défendre leurs droits, les enseignants font face à un problème majeur. En Corée du Sud,

les officiers publics, y compris les professeurs ne peuvent pas manifester. La loi *National Public Officials Act* de 1963 stipule que « les actes politiques sont interdits pour les fonctionnaires, y compris les fonctionnaires de l'éducation ». Cela inclut l'initiation à la science politique en classe, la participation et la donation aux partis politiques, la participation à des manifestations, etc. Pour lutter contre cette loi, beaucoup de manifestations ont eu lieu. Malgré cela, la cour constitutionnelle a jugé que la liberté de manifester n'est pas considérée comme l'un de leurs droits.

Afin d'éviter que les employeurs leur interdisent l'accès à la manifestation, les enseignants posent des arrêts maladies et faire pression sur les rectorats, le ministère de l'éducation informe que tout responsable approuvant les arrêts maladies pendant les jours de rassemblement sera puni d'un licenciement. Ils risquent d'être accusés d'une infraction. Les professeurs ne baissent néanmoins pas les bras : ils se constituent partie civile et dépose une plainte contre le ministère de l'éducation pour abus de pouvoir et demande l'ouverture d'une enquête.

**“ Ces événements sont sans précédent dans l'histoire des enseignants sud-coréens ” s'exclame Kim Da-In, professeur présente aux manifestations.**

« *Nous sommes clairement désespérés de voir nos droits défendus par la législation* ». Afin de protéger l'anonymat des enseignants bénévoles, des organisateurs communiquent avant chaque manifestation un document Google qui permet aux volontaires de s'inscrire en tant qu'organisateur. Plusieurs rôles sont attribués. L'équipe design dessine les affiches pour l'événement. Celles-ci sont par la suite exposées sur les arrêts de bus et dans les stations de métros.

L'équipe presse qui organise la manifestation communique les informations aux médias nationaux comme

internationaux. Par exemple, le mouvement *K-Teachers* se charge de parler aux journalistes étrangers. L'équipe des transports loue des bus et des avions à l'aide d'une cagnotte, pour rapatrier les enseignants venus de toutes les régions du pays, à Séoul, la capitale. Chaque semaine, cette organisation nécessite au moins 40 à 60 bénévoles. Une fois l'événement passé, ils écrivent un rapport et laissent le matériel à l'équipe qui prendra la relève la semaine suivante.

**Le gouvernement réagit enfin: un nouveau texte est adopté**

Après dix manifestations, le gouvernement promulgue enfin un nouveau texte : *Four Laws On protecting Teacher Rights* (les quatre lois protégeant les droits des enseignants). La loi a été adoptée en session plénière de l'Assemblée nationale au mois de septembre. Elle annonce que les professeurs faisant l'objet d'un rapport pour maltraitance sur enfant ne peuvent plus être licenciés sans motifs suffisants. Pour que le licenciement soit effectif, l'opinion du responsable de la direction de l'école est dès à présent nécessaire. De plus, l'accompagnement légitime des enfants ne pourra plus être considéré comme de la maltraitance.

Le 25 septembre, le Président de la Corée du Sud, Yoon Seok-Yeol prend la parole : « *À travers le Child Welfare Act, nous pouvons maintenant garantir leurs droits et protéger la légitimité de leurs exercices par la loi. L'accompagnement légitime des enfants par les enseignants ne sera plus vu comme une violation du Child Welfare Act* ». Le ministère de l'éducation ajoute que l'aide d'experts tels que des avocats sera assurée. Egalement, une aide financière pouvant aller jusqu'à 5 millions de won (3 570 euros) par personne, pour les instructeurs faisant l'objet d'une poursuite judiciaire, sera accordée.

**Les enseignants insatisfaits continuent de réclamer l'amendement du Child Welfare Act**

Malgré cette nouvelle loi, les enseignants restent insatisfaits. « *Il est difficile de restaurer nos droits seulement*

en adoptant la loi *The Four Teachers' Rights*», indiquent-ils. Non seulement le standard « *d'accompagnement légitime des enfants* » est vague mais en plus, le *Child Welfare Act* n'a pas été révisé comme demandé initialement.



«Réviser la loi sur la protection de l'enfance» indique les panneaux brandis par les enseignants lors de la manifestation du 28 octobre, à Séoul.

De plus, la direction des écoles n'adhère pas à ce nouveau texte. La loi exige d'eux qu'ils s'impliquent dans les cas d'accusation de maltraitance sur enfant et qu'ils assument leur part de responsabilité.

Or ce n'est pas ce qu'ils souhaitent puisqu'eux aussi risquent d'en subir les conséquences. En définitive, la loi *The Four Teachers' Rights* a donc engendré plus de conflits qu'autre chose.

Le président Yoon Seok-Yeol, souhaite changer la situation. Le 06 octobre, il invite 20 enseignants au bureau présidentiel de *Yongsan* à Séoul, son lieu de travail. Il entend leurs opinions sur les manières de protéger leurs droits et annonce qu'il travaillera plus dur pour normaliser l'éducation avec de nouvelles mesures.

En attendant la prochaine réunion mensuelle de l'Assemblée nationale, qui aura lieu au mois de novembre, les professeurs manifestent pour la 11e fois le 28 octobre. Il s'agit du rassemblement le plus important puisque 500 000 personnes se sont réunis en face de l'Assemblée Nationale. Lim So-Young, représentante du syndicat national de la profession témoigne. « *Depuis maintenant trois mois, les enseignants coréens ont organisé dix manifestations à échelle nationale. Nous n'avons cependant toujours pas obtenu ce que nous souhaitions. C'est pourquoi nous organisons une nouvelle marche le 28 octobre* ».

Kim Da-In, enseignante et membre de l'association *K-Teachers* est allée à trois manifestations, dont celle du 28 octobre. Elle explique comment participer à ces manifestations a changé sa vie. « *C'est la première fois dans l'histoire de l'enseignement coréen que nous unissons nos voix. Nous avons maintenant la capacité d'agir pour nous même, pour l'école et dans la société* ». A l'issue de cette 11e manifestation, tous attendent la prochaine réunion mensuelle de l'Assemblée nationale. « *Des lois raisonnables devront être adoptées pour que les enseignants puissent enseigner et que les élèves puissent apprendre* » conclut Kim Da-In. ●

# LES TENTACULES CHIITES DE TEHERAN

De par son passé, son présent et son futur, le Moyen-Orient est un carrefour de la géopolitique internationale. Au cœur de cette région, l'Iran tire les ficelles de « l'arc chiite ». Derrière l'aspect souple et robuste de l'arc, un réseau islamiste se cache. Il articule la politique étrangère de Téhéran. **ROBIN DEFONTAINES**

Il y a une dizaine d'années, le Hamas et le Hezbollah s'affrontaient sur le territoire syrien. Et voilà qu'aujourd'hui, les deux milices se soutiennent face à Israël, leur ennemi commun. Lors de son discours à Beyrouth le 3 novembre 2023, Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, s'applique à laisser la vedette au groupe palestinien dans le conflit israélo-arabe. La milice libanaise joue le rôle d'une force de soutien. C'est une prise de position étonnante dans une région où chaque acteur profite des conflits pour « déplacer ses pions sur l'échiquier politique », considère Jonathan Piron, historien et spécialiste de l'Iran au centre Utopia. D'autant plus que le Hezbollah est une milice chiite, ce qui l'oppose traditionnellement au courant sunnite, dont le Hamas se revendique. Saleh Al-Arour, le chef adjoint du bureau politique du Hamas, a même rendu visite à Nasrallah à Beyrouth, quelques semaines avant son discours. Cette diplomatie n'est pas synonyme de réconciliation religieuse mais de stratégie politique. Bien que ces organisations soient opaques, leurs objectifs le sont moins : anéantir

l'État Hébreu pour lutter contre l'impérialisme occidental. Depuis sa fondation en 1982, le Hezbollah s'est largement imposé comme la première puissance militaire du Liban en neutralisant les institutions en place. Cette conquête du pouvoir a été financée par la théocratie iranienne et motivée par son idéologie. L'agenda du Hezbollah est ainsi largement orienté par le régime des mollahs. Derrière le discours de Nasrallah, s'exprime la volonté de l'ayatollah Khamenei. Mais le Hezbollah n'est pas le seul relais d'influence utilisé par la politique étrangère iranienne. Tout un réseau islamiste s'articule depuis Téhéran. C'est ce qu'on appelle « l'arc chiite ». Mais il est nécessaire de le déconstruire pour ne pas le « réduire à un prisme religieux », prévient l'historien Jonathan Piron.

## Syndrome de la citadelle assiégée

Pour mieux cerner « l'arc chiite » il faut s'intéresser à la marginalisation politique et sociale qu'ont subi les communautés chiites avant l'avènement de la République islamique.

À la mort de Mahomet en 632, la nature de sa succession divise l'islam en deux grands courants idéologiques. Les chiites sacralisent le calife ; il doit descendre du prophète. Les sunnites sont moins traditionnalistes. Pour eux, seuls les textes sont divins ; l'imam est un « homme parmi les hommes ». Aujourd'hui, 15 % des musulmans se revendiquent du chiisme. Ce courant est largement minoritaire depuis sa création. Après 632, les sphères du pouvoir se ferment peu à peu aux chiites. Ils développent ainsi une crainte systématique de l'exclusion. Une situation qui se traduit par un « syndrome de la citadelle assiégée », théorise François Thual, auteur de *Géopolitique du chiisme*.

Historiquement, les communautés chiites se sont rattachées à des entités non-étatiques pour assurer leur maintien. Le communisme a souvent permis aux chiites de s'approcher du pouvoir. Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de l'Irak, parle de « remparts idéologiques ». Par exemple, les chiites d'Irak se sont largement investis dans le parti communiste irakien au point que le

communisme a pu être comparé à une « version moderne du chiisme », rapporte le chercheur. De la même manière, le Hezbollah hérite de l'Organisation d'action communiste libanaise. Le communisme et le chiisme ont en commun une racine populaire. Mais dans un sens, seule « l'hérésie les rapproche », écrit Nicolas Dot-Pouillard dans *Chiisme et communisme dans le monde arabe*. Dans les années 50, l'appel révolutionnaire et la lutte des classes du marxisme fait écho au millénarisme chiite. Et en 1979, la tendance s'inverse. C'est le communisme qui s'inspire de l'anti-impérialisme de Téhéran, bien qu'il s'applique à dissocier chiisme politique et chiisme religieux.

« L'Iran est depuis le XVI<sup>e</sup> siècle le seul État au monde à proclamer le chiisme comme religion de l'État » estime Pierre-Jean Luizard. Au XX<sup>e</sup> siècle, alors que les communautés chiites cherchent toujours à s'émanciper, l'Iran devient de plus en plus puissant par la nationalisation de son commerce d'hydrocarbures. Naturellement, les chiites s'identifient au régime iranien. De son côté, le Shah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi (au pouvoir entre 1941 et 1979) se détourne de l'idéologie confessionnelle par ses relations avec la Maison Blanche, et instrumentalise la marginalisation du chiisme à des fins politiques. Au sein du Moyen-Orient, les communautés chiites deviennent alors des relais d'influences de l'idéologie iranienne. Mais la politique occidentale du Shah divise. À son tour, la Révolution islamique de 1979 sonne comme un « signal de réveil pour les chiites », déclare Pierre-Jean Luizard. Le réseau d'influence se fortifie et une verticalité se dessine. Néanmoins, le prisme politique ne séduit pas le clergé chiite.

## Autorité religieuse

Il ne faut pas réduire l'émancipation des populations chiites à la Révolution Islamique. Ni associer l'autorité religieuse au statut de Guide suprême mis en place à Téhéran. Malgré leur marginalisation, les communautés chiites ne se sont pas effacées derrière les alliances idéologiques. « Les chiites se sont rattrapés sur le commerce, un peu comme les communautés juives ont pu le faire » compare

Pierre-Jean Luizard. L'architecture de Bagdad est l'œuvre de riches mécènes chiites à « la manière d'Hausmann à Paris » ajoute-il. De l'autre côté, l'institution religieuse chiite n'est pas née de facto de la Révolution islamique. Jusqu'en 1979, c'est dans la ville sainte de Najaf en Irak que l'enseignement confessionnel et l'autorité religieuse étaient centralisés. Le totalitarisme iranien a transféré le monopole de l'enseignement chiite dans la ville de Qom, au centre de l'Iran. Mais l'autorité religieuse (*margia'iyya*) est toujours détenue par Ali Al-Sistani à Najaf. Il condamne les intérêts géopolitiques de Téhéran. Conscients du mal qu'ils pourraient se faire, une sorte de « gentleman agreement » existe entre l'ayatollah de Najaf et le Guide Suprême iranien. Chacun est à la tête d'une entité.

Le clergé chiite répond à Al-Sistani et les Gardiens de la Révolution sont dirigés par Téhéran. Ces derniers sont une organisation paramilitaire iranienne qui incarne également le plus grand groupe d'influence économique du pays. Il détient des ports et aéroports dont les marchandises acheminées ne sont pas déclarées.

On peut y soupçonner le trafic de Captagon, une drogue dure majoritairement produite en Syrie et massivement consommée dans les sphères islamistes. Son commerce engendre des milliards de dollars. Mais seuls les mollahs accordent une légitimité religieuse à cette organisation. Le clergé chiite estime que son idéologie corrompt la religion.

## Synchrétisme politique

La Révolution islamique n'a pas (non plus) inventé l'instrumentalisation religieuse de la quête du pouvoir politique, même si sa totalisation la rend particulière. Le Moyen-Orient est une région où l'athéisme est rare.



Jouer avec un poulpe comporte des risques.

L'islamisme politique s'invite quasi systématiquement à la construction d'un régime. Le prisme géopolitique de l'idéologie des mollahs est mis à nu à la mort de l'ayatollah Khomeini en 1989. Ses pairs, qui ne soutiennent pas le statut de Guide Suprême, refusent de lui succéder. C'est Ali Khamenei, formé par les institutions iraniennes, qui est nommé. Une succession que Khomeini a pris soin d'organiser. La Constitution ne prévoit pas de garde-fous qui empêchent la manipulation des sphères du pouvoir. On assiste depuis à « la victoire d'un courant pragmatique sur un courant révolutionnaire » formule Jonathan Piron. Dans un même temps, l'émancipation iranienne et chiite inquiète au Moyen-Orient. Elle menace les intérêts saoudiens et américains dont le contrôle sur la région est bousculé. D'un côté, la monarchie sunnite saoudienne ravive des tensions avec les Hazaras chiites au Pakistan (entre autres). De l'autre, les États-Unis se rapprochent de l'Arabie Saoudite et financent le régime sunnite de Saddam Hussein, alors qu'il déclare la guerre à l'Iran en 1980. Le pragmatisme politique apparaît comme la conséquence d'une idéologie hégémonique.

**“ L'IRAN PROFITE TOUJOURS PLUS DE L'INSTABILITÉ QUE DE LA STABILITÉ. ”**

Sur l'autre rive du golfe persique, l'Arabie Saoudite instrumentalise le sunnisme pour renforcer son pouvoir au Moyen-Orient. Jonathan Piron parle d'un « opportunisme religieux qui alimente une guerre froide entre l'Iran et l'Arabie Saoudite ». Le terme de « guerre froide » renvoie à la course à l'hégémonie à laquelle les deux puissances s'adonnent. Les États-Unis y participent également à travers leur grand allié Israël, et leurs alliances économiques dans la région. Le programme nucléaire iranien est ainsi devenu un enjeu géopolitique décisif. Bien que l'Arabie Saoudite soit signataire du traité de non-prolifération nucléaire depuis 1988, son souverain Mohammed ben Salmane déclare ouvertement que la monarchie sunnite se dotera de l'arme nucléaire si la République islamique d'Iran l'obtient en premier. Quant à la Maison Blanche, Donald Trump a révoqué les accords de Vienne de 2015. Ces accords ont prévu un retrait progressif

des sanctions liées au programme nucléaire iranien, si celui-ci se limite pour la prochaine décennie. Leur annulation a amené l'Iran à relancer de plus belle sa course à l'armement si bien que la communauté scientifique iranienne a longtemps été prise pour cible par des tentatives d'assassinats commandités par ses ennemis. A l'image de la mort du Docteur Mohsen Fakhrizadeh en 2020, le « père de la bombe » en Iran. Il est tué par une mitrailleuse robotisée du Mossad, soutenu par le gouvernement Trump.

**Réseau milicien**

On doit l'expression de « croissant chiite » au roi Jordan Abdallah II (Jordanie). En 2004, il exprime à la presse sa crainte d'expansion de l'Iran dont l'outil privilégié est le réseau milicien. Les mouvements transnationaux chiites naissent en Irak dans les années 50 avec le parti al-Da'wa al-Islamiyya. Mais la fracture avec Najaf empêche le dévouement total de ces milices aux intérêts de la Révolution islamique. Les mollahs commencent donc à créer leur propre réseau régional. Dans le même temps, Téhéran entre dans l'ère de la nationalisation du pétrole. En 2006, on estime que



Les rebelles Houthis sont armés par l'Iran lors de la guerre du Saada qui les oppose au gouvernement yéméniste (décembre 2015).



© AFP FORUM

Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et le petit fils de l'ayatollah Khomeini, Sheikh Hassan Ahmed Khomeini, échangent des messes-basses à Beyrouth (novembre 1999).

les réserves en pétrole brut de l'Iran représentent 11,4 % des réserves prouvées mondiales. La valeur marchande d'une telle réserve s'élève à 10 000 milliards de dollars. Ainsi l'économie du pays est à la hauteur des projets d'expansion de sa théocratie. Au-delà d'une même appartenance confessionnelle, c'est l'aide financière qui assoit le contrôle de l'Iran sur ces milices. Téhéran soutient des organisations comme la Résistance islamico-Liban. Par son financement, la Résistance renforce son pouvoir et développe son idéologie. Plus tard, elle donne naissance au Hezbollah. « L'Iran profite toujours plus de l'instabilité que de la stabilité » considère Jonathan Piron, spécialiste du Moyen-Orient. Les mollahs investissent dans des conflits régionaux pour servir leur intérêt hors de chez eux. Le 1<sup>er</sup> novembre 2023, les Houthis chiites ont déclaré la guerre contre Israël. En 2004, l'Iran les ont financés dans la guerre du Saada au Yémen. Par ce mécénat, les Houthis ont gagné du territoire et sont aujourd'hui en passe d'obtenir le pouvoir. Leur déclaration de guerre contre l'État hébreu est revendiquée comme indépendante de la volonté iranienne. Les rebelles veulent « montrer leurs muscles », déclare Franck Meunier, ancien directeur du Centre français d'études yéménites. Mais leur principal fournisseur d'armes reste Téhéran. « C'est une manière pour l'Iran de ne pas intervenir

directement sur le champ de bataille mais de montrer qu'il est en position de nuisance », résume le spécialiste. Ces guerres de délégation affaiblissent les ennemis de l'Iran sans qu'il ait à intervenir militairement. On a pu l'observer par la mort de Qassem Soleimani, quand l'Iran engage ses forces militaires hors de ses frontières, ses ennemis saisissent l'opportunité de l'affaiblir. Le haut dignitaire des Gardiens de la Révolution est assassiné en 2020 à Bagdad, par une frappe aérienne américaine dont il est la cible. Présent sur le territoire irakien depuis 1997, il est à la tête de la brigade Badr qu'il engage aux côtés des Américains dans la lutte contre Daech en Irak. Il est même invité à Washington, alors qu'il est soupçonné de trouer le crâne de ses ennemis. Mais par leurs déploiements sur le territoire irakien, les antennes iraniennes prennent le pouvoir en s'alliant aux milices chiites et kurdes. La mort du commandant affaiblit considérablement Téhéran.

**Sécularisation**

La population iranienne a initialement soutenu la Révolution islamique. Mais comme le clergé, elle s'est petit à petit désolidarisée du régime. En 2022, Mahsa Amini meurt après avoir été brutalisée par la brigade des mœurs pour « tenue inappropriée ». Son décès engendre un soulèvement massif d'une population écœurée. Des Iraniens se

filment dans les rues en train de balayer de la main les turbans des mollahs. Les femmes dansent dans les rues et des raves parties se multiplient dans la sphère privée. « L'avenir du régime est en cause car il y a une sécularisation de la société iranienne comme aucun autre pays musulman ne la connaît » soutient Pierre-Jean Luizard. Conscient de la pression dirigée par la population à son égard, le régime iranien fait preuve de plus en plus de violence (11 personnes exécutées pour trafic de drogue en 48 heures entre le 30 juillet et le 1<sup>er</sup> août 2023). La fracture entre le peuple et les mollahs a atteint un point de non-retour. « On disait à l'époque du Shah qu'il faut préserver la religion de la politique. Aujourd'hui, on entend dire partout en Iran qu'il faut préserver la politique de la religion », ajoute l'historien. La succession de Khamenei, 84 ans et malade, pose des questions sur la pérennité du régime de Téhéran. L'actuel président Ebrahim Raïssi et le fils du Guide, Mojtaba Khamenei, sont les deux favoris à la succession de Khamenei. Deux personnages dont la loyauté pour la Révolution Islamique est bien ancrée dans les institutions. « Si le régime veut survivre, il est à peu près certain qu'il y a des plans ou, au moins, des scénarios étudiés de très près en coulisses pour éviter toute cacophonie » souligne Jonathan Piron.

Aujourd'hui, les mollahs disposent toujours d'une influence suffisante pour provoquer l'escalade régionale du conflit Israël-Hamas. Il suffirait que Khamenei demande au Hezbollah de franchir les frontières israéliennes pour que la milice s'exécute. Mais cette situation est peu probable. Les mollahs profitent déjà de la guerre, sans y participer. La normalisation des rapports entre Israël et l'Arabie Saoudite prévue par les accords d'Abraham (2020), est à présent gelée. Et Tsahal s'affaiblit sur la bande de Gaza. Avec ses tentacules, Téhéran se nourrit du conflit et le garde à distance. ■

# HAUT-KARABAKH COMPRENDRE 100 ANS DE CONFLIT



CRÉDIT : OZAN KOSE / AFP

Les Azéris et les Turcs défilent dans la rue pour fêter la prise du Haut-Karabakh.

**S**tepanakert, 19 septembre 2023. Des drones d'attaques, des tirs d'artillerie et de roquettes sont déployés par l'armée azerbaïdjanaise, dans la capitale du Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan lance une opération « antiterroriste » face aux séparatistes arméniens, dans le but de récupérer le territoire. Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, demande un « arrêt immédiat des combats ». Face à la situation, en seulement 24 heures, le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan décide de déposer les armes. Bilan : 32 morts et plus de 200 blessés. Une semaine plus tard, le commandant arménien, Samvel Chakhramanian annonce

la dissolution par décret du Haut-Karabakh. Les Arméniens doivent quitter le territoire.

Le Haut-Karabakh est une région indépendante située en Azerbaïdjan. Elle est le berceau et le bouclier de l'Arménie. Jusqu'en 1917, cette région montagneuse et enclavée du Caucase du Sud, est rattachée à l'Empire Russe. L'effondrement de ce dernier, donne naissance à trois républiques soviétiques en mai 1918, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. À cette date, la région du Haut-Karabakh compte 73 % d'Arméniens. En 1921, la province devient autonome et intègre le territoire azerbaïdjanais, alors que la population concentre 125 300 personnes, soit 89 % d'Arméniens. Selon le chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Tigrane Yégavian, « Ce peuplement majoritairement Arménien s'explique en grande partie par le relief. Le Haut-Karabakh est montagneux par opposition au Bas-Karabakh ».

# 100 ANS DE CONFLIT

Le conflit du Haut-Karabakh persiste depuis 1917 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Après avoir subi un génocide entre 1915 et 1916. Le peuple arménien s'apprête à endurer un exode de sa population dans le Haut-Karabakh, dû à cette guerre remportée par les Azéris en septembre 2023. Certaines puissances mondiales ont joué un rôle de médiateur, dans ce conflit devenu mondial. **BRYAN BELLARDANT**

En 1991, avec la chute de l'Union Soviétique, chacun déclare à son tour son indépendance. Mais le Haut-Karabakh n'est reconnu que par l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Transnistrie (États post-soviétiques). Au fil des années, la situation s'envenime. Tigrane Yégavian l'assure. L'ampleur du conflit a entraîné d'importants mouvements de populations. « Le conflit a pris progressivement une dimension de haute intensité provoquant des chassés croisés de populations : 400 000 Arméniens ont fui l'Azerbaïdjan et 100 000 Azerbaïdjanais ont quitté l'Arménie, de peur de subir des représailles ». Une guerre éclate, entre l'armée azerbaïdjanaise et les forces d'auto-défenses de la République du Haut-Karabakh. Bilan : 30 000 morts. Un cessez-le-feu est décrété en 1994, l'Azerbaïdjan perd le contrôle de sept districts.

Anita Khachaturova, chercheuse doctorante au Centre d'études de la vie politique (CEVIPOL), de l'Université de Bruxelles, affirme que le groupe de Minsk créé en 1992 et co-présidé par la France, la Russie et les États-Unis, est

Fond de carte du Haut-Karabakh représentant l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Russie et la Turquie.

un véritable échec. « À partir du moment, où une structure est créée pour prévenir d'un conflit armé mais qu'elle ne parvient pas à l'empêcher, elle devient illégitime ». Les Occidentaux ont cherché à apporter une autre forme de médiation par rapport à celle des Russes. Mais la difficulté à se mettre d'accord lors des négociations, provoque la reprise de la guerre en 2020. Pour le collaborateur du Monde, Vahé Ter Minassian, la décision de recourir à la force a donné raison à Ilham Alliev, le président Azéri. « Les représentants français et américains sont allés à Bakou rencontrer Ilham Alliev. Il les a

humiliés, en leur faisant comprendre qu'il avait réussi à obtenir ce qu'il voulait en utilisant la force alors que cela lui avait été déconseillé ».

### Un conflit mondial

Dans ce conflit, la Russie joue un rôle tripartite. Elle est déjà préoccupée par la guerre en Ukraine et celle en Syrie pour protéger les chrétiens d'Orient. Cette prise de position, profite aux Russes qui disposent de nombreux intérêts dans chacun des deux camps. Taline Ter Minassian, historienne et professeur des universités à l'Institut national des langues et civilisations orientales (l'Inalco), déclare : « Plus le conflit dure, plus cela lui profite car elle est le plus gros vendeur d'armes en Azerbaïdjan, ce qui lui permet de continuer son commerce. Elle bénéficie d'une alliance militaire avec l'Arménie, à travers la base 102 située à Gyumri, ce qui lui permet d'avoir un monopole sur ses frontières ». Selon Anita Khachaturova, les tensions entre Vladimir Poutine et Nikol Pashinyan contribuent à son positionnement neutre, « Vladimir Poutine n'a pas apprécié le discours de Nikol Pashinyan qui a dit qu'il fallait se libérer des leaders corrompus du Kremlin ».

De son côté, la Turquie a rallié l'Azerbaïdjan. Ce sont deux pays islamiques,



CRÉDIT : PAVEL BYRKIN / SHUTTERSTOCK

où l'un est chiite et l'autre est sunnite. Ils font partie du conseil turcique et sont décrites comme étant des pays-frères, « Deux États, une seule Nation ». La Turquie fournit des renseignements grâce aux satellites, des conseils militaires pour le commandement et des drones. Elle envoie 1500 mercenaires syriens lors de l'opération Poing d'acier en 2020. Pour l'enseignant de l'université de Toulouse et turcologue (spécialiste de la Turquie), Jean Pérouse, « Ils sont liés essentiellement par des accords militaires et stratégiques. Les Turques ont également un intérêt économique, avec le développement de certaines infrastructures comme des ponts et des tunnels ». La Turquie est dépendante des Azéris au niveau du gaz et du pétrole, notamment à travers la compagnie nationale pétrolière et gazière d'Azerbaïdjan (SOCAR), qui a beaucoup investi en Turquie.

Israël joue aussi sa carte dans cette opposition. Elle se range dans le camp Azerbaïdjanais, dans le but de se rapprocher des frontières iraniennes. Jean Pérouse, précise : « Elle est un partenaire fondamental, car elle peut surveiller l'Iran à partir du territoire de l'Azerbaïdjan. Ces trois pays forment un partenariat triangulaire ». Si elle est moins proche de l'Azerbaïdjan par rapport à la Turquie, elle distribue pourtant deux fois plus de drones (Heron, Hermes 900). Cette assistance matérielle de dernière génération s'avère déterminante lors de la guerre de 44 jours en 2020. La défaite est désastreuse

pour le peuple arménien. Bilan : 3825 morts.

### Une politique équilibrée

Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, a mené une politique équilibrée en s'ouvrant à la fois aux Occidentaux et aux Orientaux. Pour le chercheur de l'institut de recherche en politiques appliquées d'Arménie (APRI), Benyamin Poghosian, le Premier ministre joue son double jeu. « Il est sorti lui-même de l'accord tripartite signé le 9 novembre 2020, lors de la réunion de Prague avec les Occidentaux. Il a reconnu le Haut-Karabakh comme étant une partie intégrante du territoire de l'Azerbaïdjan ». Cette initiative ne plaît pas à la Russie, qui s'en sert de discours officiel aujourd'hui. Selon le journaliste collaborateur du Monde, Vahé Ter Minassian, la Russie se montre brutale envers l'Arménie. « Pourtant, elle est plus proche de la Russie d'un point de vue institutionnel que l'Azerbaïdjan. Elles font partie de l'organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et elles sont membres de l'union économique eurasiatique (UEE) ».

Cette prise du Haut-Karabakh par les Azéris, lui permet de bénéficier de certaines ressources comme l'eau. La récupération des deux tiers de la région lors de la guerre de 2020 représente 25% d'eau des ressources hydrauliques totales du pays. Pour Benyamin Poghosian, l'eau du Haut-Karabakh est importante pour l'Azerbaïdjan. « Les rivières et les réserves d'eau lui

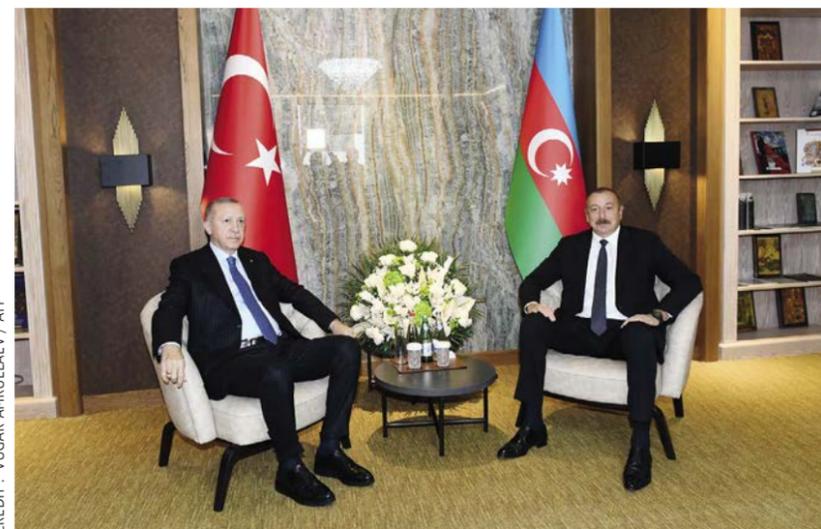
permettent d'irriguer ses terres et de développer son agriculture. Ces territoires anciennement occupés par l'Arménie ont causé des problèmes de sécheresse et un manque d'eau potable en Azerbaïdjan ». Les réserves aquifères sont tellement vitales, que le président Ilham Aliyev entreprend un plan d'action entre 2020 et 2022, pour créer dix nouveaux réservoirs.

L'Azerbaïdjan dispose également des ressources minières de la région, telle que de l'or, du mercure et des métaux rares (cuivre, molybdène et nickel). Le Royaume-Uni a investi plus de 100 milliards de dollars dans l'exploitation de ses gisements pétroliers, en Azerbaïdjan. La compagnie britannique Anglo Asian Mining PLC produit de l'or, du cuivre et de l'argent. En 2021, la société a produit environ deux tonnes d'or. Mais, pour Anita Khachaturova, ces ressources ne justifient pas la guerre du Haut-Karabakh. « Elles ne représentent pas assez de quantités suffisantes pour provoquer un conflit. L'enjeu est avant tout territorial ».

L'Azerbaïdjan souhaite aussi établir une frontière terrestre avec la Turquie à travers la province de Syunik, située au sud de la République d'Arménie. Elle est aussi appelée couloir de Zanguezour par les Azéris. Cette dernière est très riche en minéraux et est la seule frontière du pays reliée à l'Iran, ce qui permet de commercer avec l'Europe. Pour tenter d'obtenir cette province, l'Azerbaïdjan met en place le blocus du corridor de Latchine le 12 décembre 2022, pendant 10 mois et 26 jours. Elle espère provoquer une crise humanitaire et faire capituler Erevan, la capitale arménienne. Ce point stratégique permet de couper les moyens d'approvisionnements et l'accès aux soins car elle est la seule route reliée à l'Arménie.

Les Azéris bénéficient d'une passivité mondiale, puisque aucune sanction ne lui a été prononcée. Selon Vahé Ter Minassian, « Les Occidentaux ont été très cléments. On ne lui a pas infligé de déclarations fermes ». C'est le cas de la

Sommet entre le président turc et le président azéri pour des accords diplomatiques.



CRÉDIT : YUGAR AMRULLAEV / AFP

France. La ministre des affaires étrangères, Catherine Colonna a déclaré en octobre 2023, « les sanctions ne sont pas à l'ordre du jour ». Pourtant, la communauté arménienne dans l'Hexagone est fortement représentée, avec plus de 600 000 membres selon le Centre de recherches sur la diaspora arménienne (CRDA) et le Comité de défense de la cause arménienne (CDCA). Elle est très présente en Île de France à Maisons-Alfort et Alfortville, à Marseille et dans le Rhône-Alpes. Cette diaspora permet de faire pression sur Emmanuel Macron, qui s'est engagé à livrer des armes à l'Arménie.

Cette guerre a de lourdes conséquences pour l'Arménie. Le pays doit maintenant reloger plus de 120 000 habitants du Haut-Karabakh. Pour Benyamin Poghosian, ce phénomène

peut impacter le pays. « Il faut les nourrir, les loger, les mettre au travail. Les neuf mois de blocus et les bombardements, ont traumatisé les habitants. C'est un véritable facteur d'instabilité, qui peut rendre vulnérable le pays ». Le taux de chômage reste élevé, même s'il a diminué de 2 % par rapport à 2022. Il est de 11,7 % selon le ministre du travail et des affaires sociales, Narek Mkrtychyan.

Pour Anita Khachaturova, il y a un risque réel que l'Azerbaïdjan puisse occuper de nouvelles parties de territoire de l'Arménie. « Cela pourrait être des incursions progressives en grignotant des territoires et créer une situation instable sur le terrain et forcer à fuir les habitants ». Selon Jean Pérouse, le contrôle de la province de Syunik peut déclencher une nouvelle guerre

dans la région. « Ils veulent créer cette frontière terrestre pour créer le projet panturquisme. L'Iran, le sait car des entraînements militaires conjoints ont eu lieu près de sa frontière ». Cette guerre pourrait impliquer d'un côté, le Royaume-Uni, la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Israël. Et de l'autre, la Russie et l'Iran.

La Turquie a longtemps été l'ennemie de l'Arménie. Le président turc, Mustafa Kemal Atatürk, durant le génocide arménien, avait souhaité créer une Turquie nationale et religieusement homogène. Il entame en 1905 une politique de dépeuplement visant à écarter toutes les autres minorités, ce qui provoque la mort d'environ 1,3 million d'Arméniens. Un siècle après ce génocide, la Turquie récidive en s'attaquant aux Arméniens. ■



CRÉDIT : KAREN MINASYAN / AFP

Une réfugiée donne à boire à une petite fille, dans la région du Haut-Karabakh.

# Extrême droite et droite extrême



Les mères de la place de mai, réunies en 1982 devant le palais présidentiel, demandent justice pour leurs enfants disparus pendant la dictature.

CRÉDIT: DANIEL GARCIA - AFP

Le premier tour des présidentielles de 2023, en Argentine, a révélé le succès croissant d'un candidat ultralibéral d'extrême droite : Javier Milei. Influencé par Trump, il représente une menace pour la démocratie actuelle, pourtant très marquée par la dictature militaire (1976-1983). Le danger du retour de l'extrême droite pèse sur l'ensemble de la société argentine. **JULIETTE BEZILLE**



« Si Milei passait, ce serait un désastre. » Alicia Bonet Krueger, en tant que présidente du collectif argentin pour la mémoire, connaît bien les menaces qui pèsent sur la démocratie de son pays. Javier Milei est le candidat inattendu de cette élection présidentielle. À la tête du parti d'extrême droite, *la libertad avanza* (la liberté avance), il soutient des idées ultralibérales et anti-démocratiques. Sorti second du premier tour, il obtient 30,5% des voix face au candidat péroniste Sergio Massa qui lui, rassemble 35,9%. S'il n'est pas favori au sortir de cette première phase, le ballottage à venir est encore très incertain. Les sondages l'annoncent gagnant, et les candidats des différents partis de droite se sont associés pour soutenir l'ancien économiste. Si son succès étonne, c'est avant tout parce que l'Argentine est très attachée à sa démocratie avec le souvenir difficile de la dictature.

« Lorsque les États-Unis ont voulu imposer la doctrine Monroe avec la phrase : *l'Amérique pour les Américains, le chancelier Drago a répondu "l'Amérique pour le monde"*. C'est là qu'est née la relation bilatérale avec les États-Unis », soutient Facundo Galván, politologue argentin. L'Argentine, au même titre que ses voisins de la région, a été marquée dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle par une dictature militaire. Dans le cadre de la doctrine Monroe qui induit une ingérence des États-Unis dans la région, de nombreuses dictatures ont été instituées et soutenues par les Américains pour garder le contrôle de ces pays en développement. Considérée comme « l'arrière-cour » des États-Unis, l'Amérique latine a été

pendant la guerre froide, un réel lieu de lutte contre l'expansion du communisme soviétique. C'est dans ce contexte qu'a été justifiée la prise de pouvoir des gouvernements par les juntes militaires dans toute la région. Chili, Argentine, Brésil, Pérou, Équateur... Aucun pays n'est épargné par ces coups d'État. En Argentine, c'est le 23 mars 1976 que le général Videla prend le pouvoir et impose la dictature militaire.

## L'horreur de l'opération Condor

Le point culminant des horreurs organisées par cette dictature se caractérise par l'opération Condor. À l'initiative de Pinochet au Chili, cette dernière consiste en théorie à unir les régimes militaires sud-américains pour lutter contre l'expansion du communisme en chassant les partisans d'extrême gauche. Dans la pratique, ce plan est

une véritable campagne de répression qui permet aux régimes chilien, argentin, paraguayen, uruguayen, bolivien, brésilien et péruvien d'échanger des informations pour arrêter, torturer et tuer les opposants qui se réfugient dans les pays voisins. Ces opposants, qualifiés de « subversifs », appartiennent à toutes les classes de la population, militants de tous bords, étudiants, syndicalistes ou intellectuels, l'objectif est de nettoyer le corps national. En termes de chiffres, l'association argentine : Assemblée Permanente

Javier Milei célèbre les résultats des élections primaires, le 13 août 2023.



CRÉDIT: ALEJANDRO PAGNI - AFP

pour les Droits de l'Homme estime que l'opération condor a fait environ 50 000 morts, 35 000 disparus et 400 000 emprisonnements dans la région.

En Argentine, le bilan est très lourd, la dictature qui s'est étendue de 1976 à 1983 a fortement marqué le pays. « *La société a réagi avec force, le slogan « Nunca más ! » (Plus jamais !) est devenu très symbolique* », explique Débora Gorbán, docteure en sciences sociales à l'Université de Buenos Aires. Depuis, préserver la démocratie et ses valeurs est une mission qui est devenue indispensable pour les Argentins et qui s'inscrit particulièrement dans le cadre du devoir de mémoire. C'est notamment Alicia Bonet Krueger qui l'a entretenu en France. La présidente du collectif argentin, a elle-même été directement touchée par la dictature. Son mari est l'une des nombreuses victimes du régime militaire. Les procès des auteurs de ces crimes ont commencé en 2013 et continuent d'avoir lieu. La militante poursuit elle aussi son combat pour faire juger le général Alejandro Agustín Lanusse, le tortionnaire argentin responsable du massacre de Trelew le 22 août 1972. Ce jour-là, son mari Ruben Bonet et 18 autres personnes ont été fusillés de sang-froid. L'homme s'est réfugié aux États-Unis, à Miami et l'extradition en Argentine pour le faire comparaître devant une cour de justice, n'est malheureusement pas possible.

L'implication occidentale et particulièrement américaine dans la mise en place et la réussite de cette opération, n'a été abordée que très récemment. Avec l'ouverture du procès de l'opération condor, le 5 mars 2013, de nombreux documents révélant la responsabilité du secrétaire d'État américain, Henry Kissinger et de la CIA ont été retrouvés. Un rapport de l'agence de renseignement, qui a été déclassifié en 2019, montre que la CIA n'a pas simplement eu connaissance du plan condor par le biais de l'espionnage, elle a réellement contribué à l'organiser et y a participé. L'assassinat de l'ancien ministre chilien des Affaires étrangères Orlando Letelier à Washington en 1976 n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Le service de renseignement américain, en tant que commanditaire et organisateur de cette opération, est responsable

Sur la place de mai, en 2022, des centaines de personnes portent une bannière en l'honneur des disparus de la dictature militaire, 46 ans après le coup d'Etat.

de crimes contre l'humanité pour lesquels il devrait être jugé. Il reste pour l'heure, impuni.

Alicia, forcée de fuir, d'abord au Brésil, puis en France où elle s'est finalement établie, continue d'œuvrer pour entretenir la mémoire de cette terrible période en Argentine. « *C'est toute une génération qui a disparu de l'Argentine et de toutes les échelles sociales.* » Elle crée le collectif en 2006 avec son amie Estella Belloni dans le but d'informer les Français au sujet de la dictature argentine et du retour de la démocratie. Si la répression mise en place par Augusto Pinochet au Chili est un thème plutôt connu en France, Alicia remarque que le régime autoritaire argentin et ses atrocités sont assez méconnus. « *Ce qu'il s'est passé pendant le gouvernement militaire de Videla a été terrible. En Argentine, les mères de la Place de Mai estiment que le nombre de personnes tuées et disparues s'élève à 30 000. De réelles atrocités se sont passées, les escadrons de la mort jetaient à la mer des personnes vivantes depuis des hélicoptères en vol. Les gens étaient mis dans des camps de concentration avant d'être tués.* »

La militante a travaillé conjointement avec les mères et grands-mères de la Place de Mai, ces femmes dont les enfants ou petits-enfants ont disparus pendant la dictature, qui se battent pour les retrouver et obtenir justice. « *Elles sont aujourd'hui très âgées, les deux dernières ont 93 et 94 ans, mais sont encore très actives. Elles ont commencé à militer il y a quarante ans pour récupérer les enfants que les militaires avaient volés et tués. Sur 400 enfants emprisonnés, 133 ont été récupérés par les grands-mères.* » Cette association de mères est devenue centrale dans la lutte pour faire vivre la mémoire argentine. Leur travail militant a permis d'informer et de quantifier les dégâts commis par la dictature. Ces informations ont d'ailleurs contribué à alimenter les procès de la junte militaire.



CREDIT: ELENA BOFFETTA - AFP

Lutter contre les dérives autoritaires et soutenir la démocratie est ancré dans l'identité argentine. La sociologue, Débora Gorbán, revient particulièrement sur l'attachement de son peuple à ces valeurs. Cela s'exprime notamment dans le vote des Argentins contre le négationnisme de certains politiciens. « *On le retrouve dans le discours de Milei. Il nie les atrocités de la dictature en évoquant de simples excès, parle de seulement 8000 disparus au lieu de 30 000 et estime que les militaires n'étaient pas si mauvais.* »

### Milei l'outsider

Mais alors, comment expliquer le succès d'un candidat comme Javier Milei, qui vise à réduire les libertés démocratiques dans un pays où la mémoire de la dictature est encore vive ? La chercheuse en sciences sociales explique que c'est en réalité une conjonction de facteurs. Spécialisée dans le rôle du vote féminin, elle affirme que le premier facteur important dans la popularité du candidat est sa position antiféministe. « *En 2015, il y a eu une nouvelle vague féministe en Argentine avec la légalisation de l'IVG,*

*qui a fortement bouleversé la scène politique et sociale. Avec la pandémie, le mouvement féministe s'est encore plus développé. Les violences subies par les étudiantes ont été dénoncées plus fermement, allant jusqu'au harcèlement. Des listes noires ont été rédigées dans les écoles secondaires et beaucoup de jeunes hommes se sentant persécutés se sont mis à chercher des gens qui pensent comme eux.* »

L'électorat de l'ancien économiste est majoritairement composé d'hommes militants contre le féminisme. C'est ce

qu'on constatait le jour de la fermeture de sa campagne le 12 octobre dernier, la salle était remplie à 80% d'hommes. Certaines journalistes féministes, comme Luciana Peker, ont même fait les frais de menaces de mort de la part des partisans du candidat. S'il a réussi à rassembler une frange de la population en se faisant le porteur d'idées conservatrices, Débora Gorbán est affirmative, le vote des femmes sera décisif pour ce second tour.

La clé de la réussite du candidat populiste passe finalement par son lien avec



Une caricature de Milei est portée sur une pancarte lors d'une marche pour défendre la légalité de l'avortement à Buenos Aires le 28 septembre 2023.

CRÉDIT : AFP - EMILIANO LASALVIA

les États-Unis. « Grand admirateur de Trump, il a même utilisé des casquettes avec le slogan 'make argentina great again' » souligne Facundo Galván, docteur en sciences politiques à l'université del Salvador à Buenos Aires. Milei a su exploiter le rêve américain qui anime toute la société argentine en cette période de crise. « Le rêve de tout argentin est d'avoir une maison à Miami, de gagner sa vie en dollars. » ajoute la politologue. Cette dernière décennie, l'influence culturelle a changé d'orientation dans le pays. La consommation de culture qui était pendant des années plutôt d'origine européenne s'est récemment bien plus américanisée. Même s'il est indéniable que le politicien argentin s'inspire de l'ex-président américain, ses postulats ultra libertariens sont aussi similaires aux discours de présidents comme Bolsonaro, Bukele ou encore de l'extrême droite européenne.

Le projet de dollarisation de l'ancien économiste se résume finalement à légaliser et rendre normale une pratique déjà bien ancrée dans la société argentine de ces dernières années. Facundo Galván estime que les argentins « changent constamment leurs économies en pesos dans d'autres monnaies plus stables et en particulier en dollars. Dans les provinces du nord, certains changent leurs pesos en bolivianos parce que cette monnaie se dévalue même moins que le dollar. » Cette « fièvre des dollars » comme la qualifie Débora Gorbán, est

partout. Aujourd'hui en Argentine dans le marché de l'immobilier, les prix sont fixés et les transactions sont faites uniquement en dollars. « C'est illégal, mais c'est comme ça » ajoute-t-elle. Le pays traverse en ce moment une période très difficile. Avec une inflation galopante et le problème de la dette au FMI, la pauvreté s'accroît. Le dollar semble être l'alternative la plus stable face à la dévaluation du peso.

#### L'interventionnisme américain

Historiquement, l'Argentine est liée aux États-Unis. Le pays est dit « périphérique », il se situe au sein de la zone d'influence américaine. Les relations entre les deux États, ont beaucoup évolué depuis la fin de la dictature. « L'organisation du plan Condor par le gouvernement américain pendant les années 70 et 80, est le niveau d'intervention le plus élevé opéré par les États-Unis », relève Fernando Suarez Rubio, conseiller en relations extérieures au sénat argentin. Pendant la guerre froide, l'État nord-américain utilise des institutions et des organismes pour garder le contrôle des pays du sud. À travers l'Organisation des États Américains (OEA) et d'entités plus concrètes comme l'Organisation Interaméricaine de Défense (OID), qui ont été fondées dans les années quarante, les États-Unis maintiennent leur pouvoir. C'est dans un climat de rejet du communisme et de l'influence soviétique, qu'ils interviennent massivement pour entretenir les liens avec un pays comme l'Argentine, qui représente un

intérêt majeur dans la région. Pendant toute cette période, le gouvernement américain finance et soutient les partis politiques ou les dirigeants alignés avec eux. C'est notamment dans ce contexte que l'école panaméricaine a été créée. De nombreux présidents, tels que la chilienne Michelle Bachelet, y ont étudié.

« Le lien actuel entre les États-Unis et l'Argentine n'a pas les mécanismes institutionnels que l'on pouvait voir pendant la guerre froide avec l'OID, l'OEA ou l'école de Panama. Il n'y a plus cette transparence », explique le conseiller sénatorial. Les relations politiques actuelles sont plus subtiles, d'ordre personnel. Ce lien ressort notamment dans les relations qu'entretiennent les partis politiques argentins avec les démocrates américains. « De nombreux politiciens argentins appartenant à des coalitions opposées, paient des milliers de dollars pour faire partie d'organisations comme la fondation Clinton. Macri (du parti républicain PRO) ou Milei ont par exemple, développé des amitiés personnelles avec Trump. »

En septembre 2023, l'Argentine enregistrait un taux d'inflation de 12,7% sur le mois, et de 124,4% sur un an. C'est le pire indice mensuel depuis 21 ans et cela se ressent dans tous les secteurs de la société. Freiner cette inflation galopante est un enjeu central pour les élections présidentielles. Si l'Argentine représente la troisième économie d'Amérique latine, elle est en grande difficulté. En revanche, il est prévu que le pays soit intégré aux BRICS en 2024. Économiquement, elle est encore très dépendante des États-Unis, même si elle essaie de s'en séparer. Facundo Galván explique : « les relations entre l'Argentine et les États-Unis ont été fluctuantes ces dernières années. Nous nous rapprochons d'eux en période de crise. Auquel cas, l'Argentine a besoin de l'aide de la banque de développement interaméricaine et du FMI. Lorsque nous décollons économiquement nous développons nos relations avec la Chine, la Russie ou encore la Libye. Le gouvernement a établi des alliances explicites avec les ennemis des États-Unis ces dernières années. Pendant la pandémie par exemple, les vaccins russes sont arrivés les premiers sur le sol argentin. » ■



L'ex-président vénézuélien Hugo Chavez et la présidente de l'association des mères de la place de mai, Hebe de Bonafidi, posent ensemble lors d'un meeting contre le président américain George W. Bush le 9 mars 2007 à Buenos Aires

CRÉDIT : DANIEL GARCÍA AFP

# UNE NOUVELLE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE POUR UNE NOUVELLE DONNE STRATÉGIQUE



© CRÉDIT JULIO WOLF / UNSPLASH

## What's Up

Les lois de programmation sont expressément prévues par l'article 34 de la constitution de 1958. Les lois de programmation militaire déterminent les ressources que le pays entend accorder à ses armées et permettent à ces dernières de se projeter sur une période donnée. La première LPM a été promulguée par le général de Gaulle le 8 décembre 1960 et devait financer la dissuasion nucléaire sur une période de quatre ans. À cette époque, la loi ne comporte que cinq articles et n'inclut pas de volet normatif contrairement aux lois récentes. Après trois LPM consacrées à la dissuasion, la priorité pour la période 1977-1982 est de redonner de la matière aux forces conventionnelles avec la livraison de nouveaux équipements. À la chute du mur de Berlin, les lois de programmation n'arrivent plus à prévoir l'environnement stratégique dans lequel les armées françaises doivent évoluer. Ainsi, entre 1987 et 1996 aucune des quatre lois promulguées n'arrivent à leurs termes.

Page de gauche : Photographie de la patrouille de France, ambassadrice de l'armée de l'air française à l'international.

Ci-dessous : Un soldat ukrainien au côté de son drapeau peint sur le mur d'un bâtiment en ruine.

Le premier août dernier, la nouvelle loi de programmation militaire (LPM) a été promulguée pour la période 2024-2030. Les armées ont été créditées de quelques 413 milliards d'euros destinés à s'adapter au retour des conflits de haute intensité et aux nouvelles technologies qui les accompagnent. Pour mieux appréhender ces derniers, nous avons pu échanger avec un officier de la Direction du renseignement militaire. En raison de son statut et de son devoir de réserve, son identité ne sera pas révélée. **ROMAN LESTANI**

La neuvième LPM marque le passage à l'armée de métier. De 1997 à 2002, les crédits vont dans le sens d'une armée mieux équipée et mieux adaptée à la projection de puissance qui ne nécessite pas de gros effectifs. La dixième LPM a le mérite de bien appréhender le monde post guerre froide. Les éléments à prendre en compte étaient nombreux : fin de la menace soviétique, attentats du 11 septembre, conflits infra-étatiques et diminution des stocks nucléaires. De 2003 à 2008, la spécialisation des

armées se poursuit, notamment pour les opérations extérieures ou les missions de maintien de la paix. Les trois lois suivantes marquent des coupes historiques, tant dans les budgets que dans les effectifs. Les crédits alloués à la défense atteignent difficilement les 160 milliards d'euros. Il faudra attendre les attentats de 2015 et l'engagement des forces armées au Sahel pour observer une reprise. Le retour de la guerre en Europe marque la nécessité d'amorcer une quatorzième LPM.



© CRÉDIT SHARK9208888 / SHUTTERSTOCK

« Il y a encore 20 ans, les notions de temps de paix, de temps de crise et de temps de guerre étaient utilisées dans le jargon militaire. Aujourd'hui, ces notions sont devenues désuètes tant on estime que l'insécurité est importante, permanente et partout ».

Le 24 février 2022 marque une rupture dans l'environnement stratégique international. Le retour de la guerre sur le territoire européen a forcé le Président Emmanuel Macron à écarter la précédente LPM, initialement prévue pour la période 2019-2025, de deux ans. Comme le souligne notre interlocuteur : « Même si le projet d'une nouvelle LPM datait d'avant l'invasion russe, l'Ukraine a réveillé les consciences. Avec cette attaque, le projet de loi a pris une toute autre dimension ». Le premier enjeu de cette loi de programmation est donc de s'adapter à ce nouveau contexte stratégique. Concrètement, la situation en Ukraine n'a fait que rappeler que la guerre demeure la continuation de la politique par d'autres moyens selon la célèbre phrase de Karl Von Clausewitz.

Il ne faut cependant pas négliger les enjeux de la précédente LPM : la menace terroriste, la résurgence des

tensions Russie/OTAN ou encore la situation dans l'indo-pacifique. Dès lors, comment articuler tous ces éléments ? De ce point de vue, la nouvelle loi rappelle que la dissuasion nucléaire demeure le pilier central de la défense nationale. Jusque là rien de nouveau. La France réaffirme sa volonté d'être une puissance d'équilibres, notion qui renvoie à sa position d'Etat nucléarisé et donc à la nécessité de conserver sa souveraineté en la matière.

### L'armée française surprise par le retour de la guerre conventionnelle

La guerre en Ukraine a également rappelé que la qualité n'avait en rien remplacé la quantité lors d'une guerre conventionnelle. Ainsi, la France affiche sa volonté de (re) devenir une puissance capable de peser dans un conflit en s'appuyant sur ses armées. Or, l'officier du renseignement nous rappelle que : « La suppression du service militaire en 1995 nous a fait passer à une armée de spécialisation. La France est donc capable d'intervenir dans différentes parties du monde mais pour rétablir l'ordre, dans le cadre de l'ONU ou pour combattre le terrorisme. Mais tout cela avec des effectifs limités. On ne peut plus mener de combats de haute intensité depuis qu'on a

rationalisé les armées ». La nouvelle loi de programmation a pour ambition de modifier cela, notamment en matière de stock de munitions. Concrètement, l'armée française se doit de dépasser le stade de la gestion de crise pour redevenir une armée complète. La LPM doit permettre à nos armées de revoir à la hausse leur capacité d'engagement. Le contexte décrit plus haut impose davantage de réactivité, de puissance, en d'autres termes : « retrouver une capacité à faire face à un ennemi en mesure de s'attaquer au territoire national ». De ce point de vue, la nouvelle loi a consenti un effort notable en matière budgétaire. 413 milliards d'euros sont consacrés aux armées, c'est 40% de plus que la précédente loi de programmation. L'effort de défense sera porté à 2% du produit intérieur brut entre 2025 et 2027, une première depuis la fin de la guerre froide. La loi se veut donc ambitieuse mais pour retrouver une armée capable de durer sur un théâtre de conflit majeur, l'industrie de défense doit être réanimée.

### Réveiller l'industrie de la défense depuis longtemps endormie

C'est un des piliers de cette nouvelle loi, la haute intensité impose une capacité de production à l'échelle industrielle.



© CRÉDIT LIONEL BONAVENTURE / AFP

### 413 milliards d'euros pour les armées : 40% de plus que la précédente LPM, 2% du PIB, une première depuis la guerre froide

La France a pris un retard considérable en la matière et la base industrielle et technologique de défense (BITD) ne pourra pas être relancée à court terme. L'officier du renseignement partage ce constat : « Aujourd'hui, on ne dispose pas de capacité industrielle importante pour fabriquer des blindés. Ne serait-ce que les munitions, elles sont actuellement fabriquées à l'étranger, mais en Europe ». Il avoue plus loin, à demi-mot, que certaines sont même produites à l'extérieur de l'Union Européenne. Toujours est-il que cela pose de vraies questions sur l'autonomie stratégique de l'armée française. Jean-Yves Le Drian, ancien ministre des armées sous François Hollande, avait négocié avec les partenaires industriels afin d'ouvrir une entreprise de fabrication de munitions en Bretagne. Cela ne s'est pas concrétisé après l'élection d'Emmanuel Macron.

Les 413 milliards d'euros doivent donc permettre aux fournisseurs de relancer leur production. Notre interlocuteur est sceptique : « Aujourd'hui pour faire voler un hélicoptère, il en faut deux. On a 200 chars, mais pour un char, il faut un semi-remorque qui le suit et toute la logistique qui va avec. Pour conduire un char, il faut 150h de manœuvre par an et on arrive à peine à faire 40h, financièrement ça coince ». De fait, on sait déjà que l'inflation va amputer le budget de manière significative sur l'ensemble de la période prévue par la loi. Les industriels ont pourtant joué le jeu suite à la guerre en Ukraine et la demande de « mise en tension » formulée par l'Elysée. Des commandes ont ainsi été passées mais les paiements eux n'arrivent pas, ce qui entraîne des délais supplémentaires. L'exécutif a même su imposer aux industriels la constitution de « stocks stratégiques » dans lesquels l'Etat pourra librement piocher en cas de besoin. Peut être un moyen permettant de passer à la caisse le plus tard possible.

Il y a pourtant bien un moyen qui permet de renflouer les caisses tout en soutenant la BITD, il s'agit du

Page de gauche : Photographie d'un employé des forges de Tarbes devant des palettes d'obus.

commerce international des armes. La loi de programmation n'en parle pas mais la hausse de la demande mondiale pourrait largement soutenir l'industrie de défense. Récemment, l'Arabie Saoudite a demandé à Dassault un devis pour l'achat de 54 Rafale. Aux alentours d'un milliard d'euros pièce, le calcul économique est plus qu'intéressant. Il s'agit là de considérations purement géopolitiques mais force est de constater que cela pourrait combler les faiblesses de la commande nationale. De même, l'Europe est devenue en 2022 la zone ayant le plus augmenté ses budgets de défense, ce qui pourrait offrir une demande intéressante à capter. Cependant, notre interlocuteur déplore le fait que : « L'Europe est, une fois de plus, incapable d'instaurer un cadre commun pour organiser ses besoins dans le domaine militaire ». Faut-il rappeler qu'en la matière, personne n'y met du sien, pas même la France.

### Permettre aux armées de combler leurs lacunes

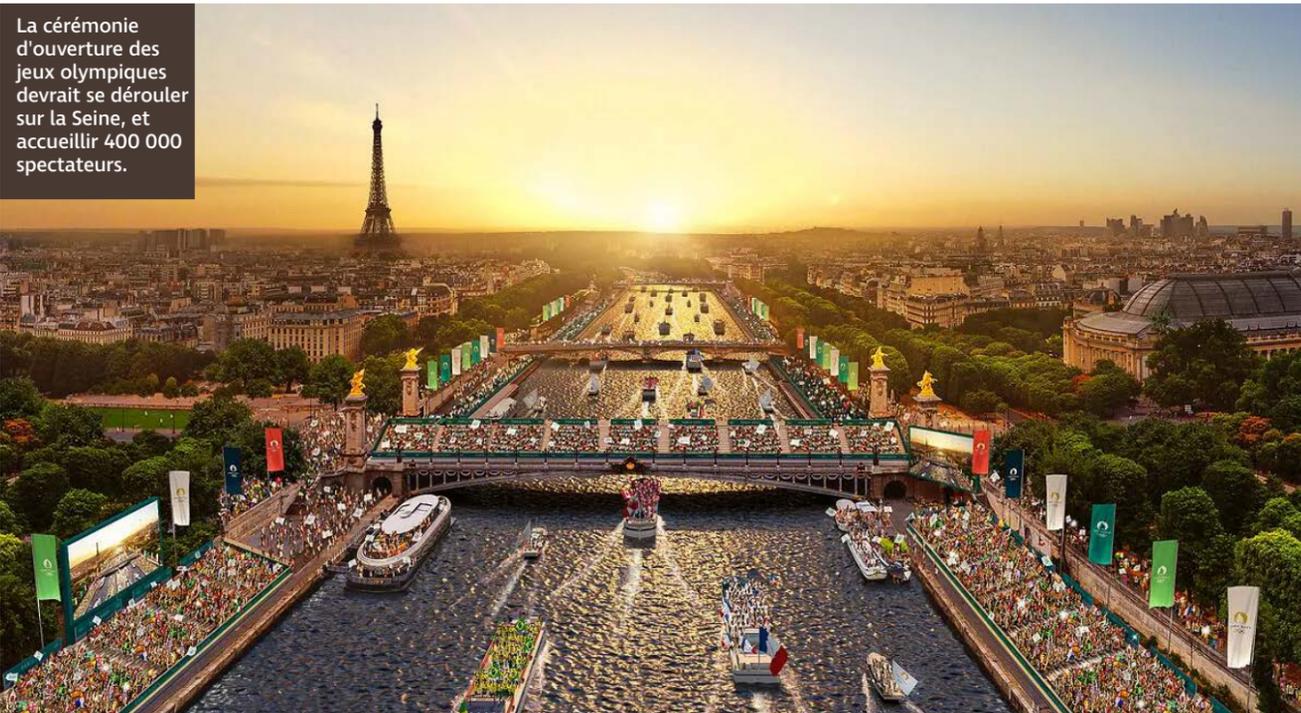
La loi de programmation observe deux lacunes principales. D'une part, les armées françaises doivent faire face à un manque d'attractivité flagrant. « Sur le volet RH, on a un gros problème de recrutement, de moins en moins de gens s'engagent dans les armées. » s'inquiète l'officier. La loi prévoit ainsi 275 000 personnels de défense et 80 000 réservistes d'ici à 2030. Pour ce faire, l'indemnisation des militaires blessés en service doit être revue à la hausse et des changements de statuts sont prévus. Quand on se penche sur les textes, on s'aperçoit que la loi s'attache plus à gonfler les chiffres par le biais de subterfuges administratifs qu'à former des combattants supplémentaires. La loi de programmation envisage également de rendre le service national universel (SNU) obligatoire. Une mesure pleine de bonne volonté mais notre interlocuteur rappelle avec justesse que : « Le SNU

reste toujours du service civique. Actuellement on ne forme pas de soldats, les jeunes n'apprennent pas le métier des armes ». L'objectif principal de ce service, d'une période de trois à quatre semaines, est de susciter des vocations et ainsi rendre l'armée plus attractive. Même avec la meilleure volonté du monde, un retour du service militaire ne peut pas être pris au sérieux. La masse d'appelés n'est plus la même que dans les années 90 et l'armée n'a plus les moyens, ni les effectifs, ni les structures nécessaires pour former aux armes et les jeunes hommes... et les jeunes femmes.

Enfin, la loi se devait de faire un point sur les nouvelles technologies que représentent la cybersécurité et l'intelligence artificielle. Il est prévu d'intégrer l'IA dans nos systèmes militaires afin de faire manoeuvrer des engins, avions ou drones. Certains pays usent déjà de ces techniques et délèguent même l'ordre de tir. L'officier est catégorique sur ce point : « En France, le départ du tir restera géré par l'Homme ». La France se doit également de combler son retard en matière de guerre électronique. Elle doit pouvoir mieux observer et surveiller son adversaire et même être en capacité de brouiller ses communications. La loi de programmation doit en outre permettre à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) de mieux connaître les modes opératoires des cyber attaquants. Des crédits lui seront confiés afin de mieux les contrer et donc de s'adapter à cette nouvelle menace dont l'utilisation est de plus en plus récurrente.

La nouvelle loi de programmation militaire intervient donc dans un contexte stratégique plus qu'instable. À peine la loi votée que déjà, le conflit israëlo-palestinien vient encore le modifier. Une constante est observable, le retour de la guerre conventionnelle de haute intensité est acté. Les armées françaises doivent s'adapter à cette nouvelle donne, elles qui souffrent encore de trente ans de rationalisation. Les moyens ont été avancés malgré la conjoncture économique, il faut maintenant en faire bon usage si la France veut conserver sa crédibilité et sa souveraineté stratégique. ■

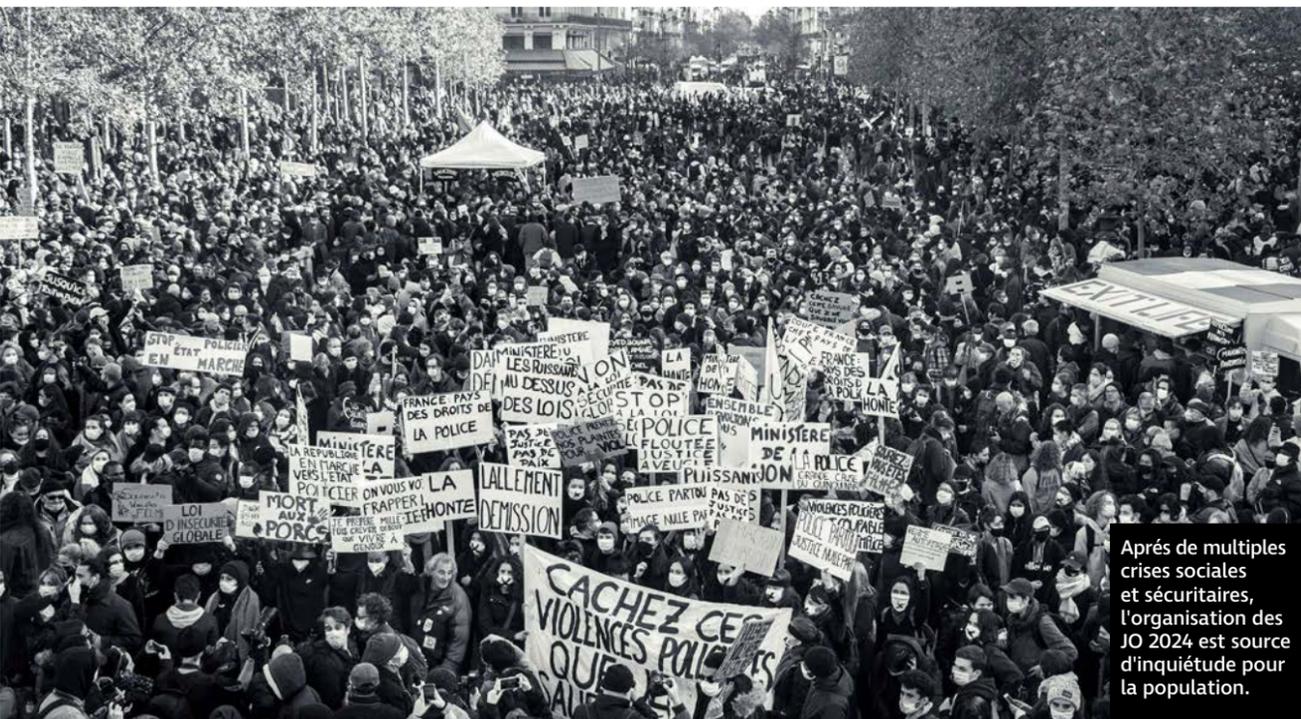
La cérémonie d'ouverture des jeux olympiques devrait se dérouler sur la Seine, et accueillir 400 000 spectateurs.



CRÉDIT: FLORIAN HUILLEU / PARIS 2024

# JO 2024

## FIASCO SÉCURITAIRE ANNONCÉ



CRÉDIT: KOSHU KUNII / UNSPLASH

Après de multiples crises sociales et sécuritaires, l'organisation des JO 2024 est source d'inquiétude pour la population.

La cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Paris se tiendra le 26 juillet 2024, sur la Seine. Point de départ de 15 jours qui mettront la France à l'épreuve, sur sa capacité à assurer la sécurité d'un tel événement. Pour faire face, les organisateurs ont mis en place plusieurs mécanismes afin de disposer du contingent humain nécessaire à une telle sécurisation. États des lieux d'un plan qui interroge autant qu'il inquiète. **ALEXANDRE JOURDAN**

**N**on, il n'y a pas d'alternative pour la cérémonie d'ouverture », clame Tony Estanguet. Le Président du Comité d'organisation des Jeux olympique de Paris (Cojop), se dit confiant face à l'hypothèse d'un plan B, en cas de menace terroriste trop importante en juillet 2022. La cérémonie qui est censée accueillir environ 400 000 spectateurs ainsi que la plupart des grands dignitaires internationaux, cristallise les interrogations, notamment sur la sécurité de l'événement. Bien que la décision finale dépende du ministère de l'Intérieur et du Président de la République, Emmanuel Macron. Des inquiétudes croissantes qui peuvent être attribuées à un contexte tendu, et aux nombreuses crises nationales et internationales qui monopolisent l'actualité.

Cette crispation se ressent fortement dans la population française. Selon une étude d'Ipsos pour la Tribune Dimanche, 80% des Français ont confiance dans les organisateurs et les pouvoirs publics pour assurer une cérémonie à la hauteur de l'événement. Cependant, seulement 68% d'entre eux les estiment capables d'assurer la sécurité de la cérémonie sur la Seine. Des réserves qui risquent de s'amplifier et de faire peser un poids encore plus fort sur les forces de l'ordre et les agences de sécurité privée, en charge de la bonne tenue de l'événement. Car, bien que la cérémonie d'ouverture soit un enjeu majeur, la réelle complexité d'une telle sécurisation porte sur la durée. Quinze jours non-stop, sans compter les mois de préparations, ou des milliers d'hommes et de femmes seront mobilisés. Le sujet de la logistique humaine est

l'un des plus complexes dans l'optique de la sécurisation des JO. Pour faire face à ce défi, les organisateurs ainsi que l'Etat ont mobilisé un nombre inédit d'hommes et de femmes afin d'assurer le bon déroulé de l'événement, qui sera retransmis en mondiovision. En 2020, les Jeux olympiques de Tokyo avaient été suivis par plus de trois milliards de téléspectateurs. Un rayonnement planétaire qui ne permet aucune fausse note.

12 000 à 45 000 membres des forces de l'ordre seront mis à contribution chaque jour. Assistés par 22 000 agents de sécurité par jour et 45 000 militaires de l'opération sentinelle, lors de la cérémonie d'ouverture, selon le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris. Cependant, au moment de cette promesse, il n'existait pas assez d'agents de sécurité en Île-de-France, et sur le territoire national. Les policiers quant à eux, bien qu'en nombre suffisant, sont déjà pour beaucoup en situation de surmenage et demandent des moyens supplémentaires.

### Sécurité privée, formation express

Des constats particulièrement alarmants au moment de l'appel d'offre lancé par la Cojop auprès des entreprises de sécurité privées, en avril 2022. Celui-ci avait pour but de répartir les différentes missions liées aux JO entre de nombreuses entreprises spécialisées. En juillet 2023, soit plus d'un an après le début des négociations, 55 lots sur 226 n'avaient pas trouvé preneur, selon la Cour des comptes. Une situation expliquée par le président de la fédération française de sécurité privée (FFSP), Pierre Brajeux: « Certaines des

plus grandes entreprises de sécurité privée ne se sont pas positionnées sur l'appel d'offres, par peur de manquer d'effectifs. Ils ont préféré rester fidèles à leurs clients actuels plutôt que de se lancer dans l'inconnu des JO ». Les entreprises qui se sont positionnées sont donc, pour la plupart, petites ou de tailles moyennes et en plein développement. Ces entreprises se servent donc des Jeux olympiques comme d'une opportunité d'expansion pour leurs entreprises. En manquant, peut-être, de l'expérience nécessaire à la gestion d'un tel événement.

Ajouté à cela, l'estimation du nombre d'agents nécessaire qui fait encore débat aujourd'hui. Le Cojop estimant leurs nombres entre 12 000 et 22 000 par jour. Alors que dans son dernier rapport, la Cour des comptes l'estime, elle, entre 22 000 et 32 000 par jour. Une différence énorme qui interroge et laisse penser à une minimisation de la part des organisateurs. Des mécanismes ont donc été mis en place afin de recruter de nombreux agents de sécurité. L'état, en relation avec le Cojop et la FFSP, a par l'intermédiaire de pôle emploi favorisé l'accès aux formations nécessaires, pour devenir agent de sécurité. Notamment en ouvrant à de nombreux corps de métiers et en les finançant entièrement.

Fin 2022, l'état a augmenté de 24 millions d'euros le budget sécurité alloué aux JO, afin d'augmenter la rémunération horaire des agents, ce qui a permis d'y allouer une prime de 2000 euros, financé par la région Île-de-France, comme sur de nombreux métiers en tensions. Aujourd'hui, un étudiant en recherche de petits boulots comme une personne de 40 ans en reconversion professionnelle, peuvent tous deux y avoir accès, en suivant une formation d'une durée de 300 heures (deux mois et demi), stage compris. Une politique qui a diversifié les profils et dynamisé les recrutements, sans pour autant régler tous les problèmes.

Kassir Mourad, PDG de Mac Security, a obtenu les contrats de sécurisation de nombreux sites parisiens comme les Invalides, le Champ de Mars ou la Défense. Lui, est plutôt satisfait des mesures mises en place, « En 1 an, nous

avons effectué un recrutement inédit, nous sommes passés de 350 agents à presque 800 ». Il explique même avoir pu faire son recrutement plus facilement et rapidement que prévu. « La façon dont le travail s'est fait, en lien avec pôle emploi et les centres de formations nous a grandement aidé ». Il affirme aussi entretenir d'excellents rapports avec le Cojop, qui a selon lui « fortement facilité les processus de recrutement ». Notamment en mettant en relations directes les professionnels du secteur, avec les directeurs et responsables pôles emploi, municipaux et régionaux. Ce dispositif permet « d'accélérer et de fluidifier » les rapports parfois complexes entre les différents acteurs.

Cependant, les nouveaux formés manquent beaucoup d'expérience et doivent encore être testés sur le terrain. « On recrute énormément et les candidats sont motivés, mais il y a un clair manque d'expérience que l'on tente de rattraper. Toutes nos nouvelles recrues auront déjà effectué plusieurs missions avant les JO ». Un aspect qui peut inquiéter, d'autant plus avec les événements actuels au Proche-Orient et la tension que cela engendre dans la société. Pourtant, Karim Mourad se veut rassurant, « la sécurité a déjà été renforcée sur les sites les plus sensibles et le sera encore pour les JO. J'ai participé aux premières réunions sur la sécurité et le travail fait est de qualité, le maximum est fait ». Le professionnel de la sécurité se dit même confiant, « je pense que l'on peut être positif et optimiste ! ».

### La police sous tension

Si l'optimisme semble donc être de mise pour les entreprises de sécurité privée, ce n'est pas le cas chez les agents de police. Déjà en tension depuis de longs mois après les différentes crises qu'a traversé le pays. Des contestations sociales et religieuses, en passant par les problèmes internationaux, dont récemment au Proche-Orient avec la renaissance du conflit Israélo-Palestinien. La crispation et la tension au sein de la société n'ont jamais paru aussi fortes.

Les forces de l'ordre, aux premières loges de ces divisions, se trouveront donc, encore, cet été au centre des attentions. Le syndicat SGP police FO par la voix d'un porte-parole, fait part d'une « situation compliquée », rapportant « l'augmentation des dépressions, du sur-épuiement moral et même des suicides (une cinquantaine par an en moyenne) ».

Conséquence de cela, le record de départ de la police nationale a été atteint en 2021 et 2022, augmentant de 33% sur les cinq dernières années et culminant à 10 840 selon la Cour des comptes. Pour le syndicat, le manque de moyen financiers et humains, couplé à l'enchaînement des crises ces derniers mois n'a offert aucune période de relâchement pour les forces de l'ordre qui arrivent aujourd'hui à saturation. Cela se ressent notamment dans les taux de présence. Cet indicateur permet de savoir combien d'agents sont en service actif et combien sont en congés ou en formation. Habituellement, celui-ci est de 60%, soit 6 agents sur 10 disponibles. Seulement, avec les dernières tensions et les risques qui pèsent sur la société, ce taux de présence a été augmenté et oscille ces derniers mois entre 75 et 90 %. Cette situation ne permet plus aux effectifs de prendre du repos ou de continuer à se former. De plus, pendant la période des JO, ce taux devrait être augmenté à 100%.

Les syndicats alertent donc, et demandent de rabaisser ce taux de présence, ainsi que de défiscaliser les heures supplémentaires. Car bien que l'état compte dépenser plus de 2,7 milliards d'euros de fonds publics pour l'organisation de ces Jeux olympiques de Paris, les agents de police n'auront le droit, pour l'instant, à aucune prime, ni revalorisation ou défiscalisation des heures supplémentaires. Un « scandale » pour les syndicats, en comparaison avec l'enveloppe accordée aux sociétés de sécurité privée. Ces prévisions inquiètent et font craindre le pire aux responsables syndicaux qui craignent des bavures dues à la fatigue et au surmenage.

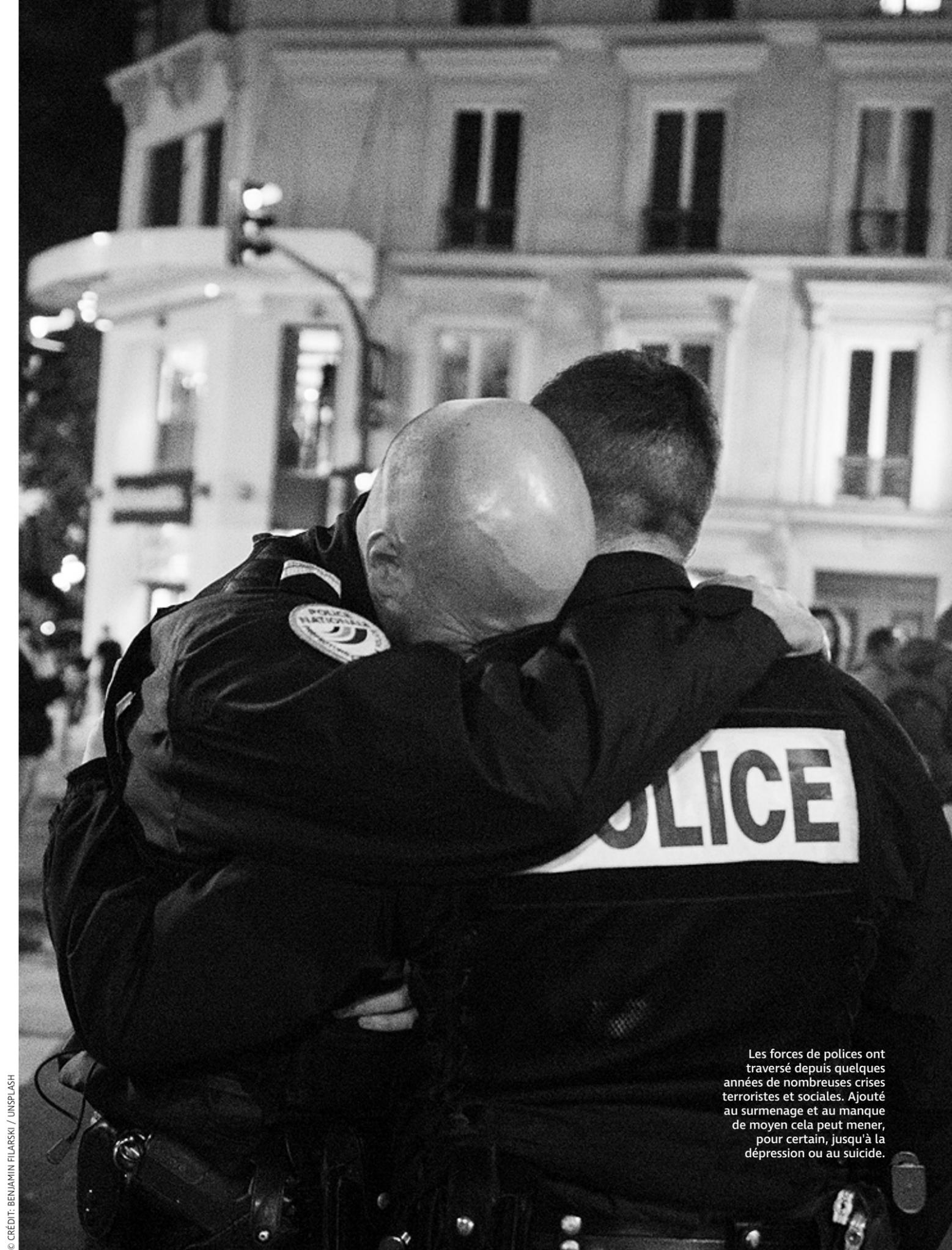
« On nous demande de faire plus avec moins, sachant que nous n'avons pas le droit à l'erreur ». D'autant que des erreurs, la police ne peut plus s'en permettre, dans une période où la défiance à son égard n'a jamais été aussi forte. Suite à de nombreux scandales qui ont sérieusement écorné l'image de la profession. Une mauvaise presse qui n'aide pas dans les recrutements.

En effet, une des solutions à ces problèmes serait de recruter de nouveaux agents. Bien que le gouvernement ait doublé le nombre de postes créés dans la police nationale passant de 1145 en 2021 à 2036 en 2022 (selon le ministère de l'Intérieur). Malgré cela, la mauvaise image de la police dévalorise le secteur qui attire aujourd'hui beaucoup moins. De plus, même avec les recrutements effectués, les temps de formations sont longs et ne permettent pas de faire baisser la tension qui pèse aujourd'hui sur les effectifs. Les syndicats disent aujourd'hui espérer un « temps de répit » jusqu'au début des jeux olympiques. Celui-ci ne semble pourtant pas près d'arriver.

La sécurité de l'événement se joue aussi ailleurs. Notamment en ligne ou les experts prévoient des milliers de cyberattaques par jour sur les différentes installations. Billetteries, accès aux stades et aux différentes installations, tout est géré par informatique et est donc, aujourd'hui, considérée comme vulnérable. En préparation de cela, le Cojop en lien avec la Sous-direction de la lutte contre la cybercriminalité (SDLC) a annoncé une vigilance accrue.

En lien avec cela, mais plus tourné vers le terrain: la vidéo surveillance par intelligence artificielle, à ne pas confondre avec la reconnaissance faciale. Ce système fonctionne en préparant des situations inhabituelles sur les sites olympiques et en apprenant l'IA à les identifier, sans jamais essayer de reconnaître les individus ou les comparer à une base de données. Cela a spécialement été mis en place sur la coupe du monde de rugby et le sera aussi pour les Jeux olympiques de Paris. Ce système permettra d'alerter les agents sur place. Mais pour que ce soit efficace, il faut déjà avoir des agents disponibles ■

**On nous demande de faire plus avec moins.**  
SYNDICAT SGP POLICE FO



Les forces de polices ont traversé depuis quelques années de nombreuses crises terroristes et sociales. Ajouté au surmenage et au manque de moyen cela peut mener, pour certain, jusqu'à la dépression ou au suicide.



Les professeurs, une nouvelle fois victime d'attentat, se demandent comment poursuivre leur mission d'enseignement.

CRÉDIT : PINSTOCK/ISTOCK

« Encore » ! Cette réaction de Sarah, professeur des écoles, trahit son sentiment vis-à-vis de cette tragédie. Elle qui s'interdit de banaliser la violence qui vise sa profession, a pourtant découvert la nouvelle avec dépit le vendredi 13 octobre 2023. Encore blessée par ce terrible évènement, elle se demande : « *Comment continuer à enseigner* » ? Ce lundi matin, le corps enseignant était présent pour répondre aux questions des enfants et rendre hommage à leurs deux collègues tués par le terrorisme.

Dans toute la France, le système scolaire français a repris le chemin de l'école pour une dernière semaine de cours sous tension. Loin de l'ambiance joyeuse qui rythme habituellement la période précédant les vacances de la toussaint. Les alertes à la bombe, et les menaces d'attentat occupent les esprits. Le lundi 16 octobre, trois

Après l'assassinat de leur collègue Dominique Bernard qui a laissé la France en état de choc. Le corps enseignant reprend le chemin de l'école déterminé à mener sa mission d'éducation coûte que coûte. **YANIS BOUHADDANE**

ans après l'assassinat de Samuel Paty à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) pour avoir exposé des caricatures de Mahomet lors de son cours. Les professeurs et leurs élèves devaient se recueillir une nouvelle fois pour lui rendre hommage.

L'assassinat de Dominique Bernard, au lycée Gambetta d'Arras, est venu bouleverser ce moment de recueillement. Ce professeur poignardé devant son établissement par un ancien élève radicalisé le vendredi 13 octobre

est une nouvelle profonde cicatrice pour le corps enseignant. Si l'assassinat de Samuel Paty était motivé par des caricatures, cette fois, chacun des professeurs devient une cible potentielle des terroristes. Pour préparer cette journée du 16 octobre, les chefs d'établissement ont reçu une lettre d'information de la part du ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse.

À la suite d'un échange avec les représentants des enseignants le samedi 14

octobre, plusieurs consignes ont été transmises aux chefs d'établissement. La première décision a été de déplacer la minute de silence à 14 heures. Cette dernière a permis aux professeurs de rendre hommage à leurs deux confrères, mais elle joue aussi un rôle pédagogique. Cela permet aux plus jeunes de prendre conscience de la gravité de la situation, et aux plus grands de se recueillir, selon Marine Lauranson, psychologue scolaire à Lyon. Cette modification a eu lieu afin de laisser la possibilité aux corps éducatifs d'échanger avec leur chef d'établissement. Cette réunion est importante, elle doit être un échange humain et pédagogique, selon les propos de Gabriel Attal.

#### Le créneau de la discorde

Afin de permettre cette réunion les cours ont été annulés de 8 heures à 10 heures du matin sur décision du ministre. Conscient du problème d'organisation que cela peut entraîner chez les parents pour emmener leurs enfants. Les équipes de direction ont pour mission d'organiser un accueil temporaire jusqu'à la reprise des cours. Ce temps d'échange est important pour Julien Fernandes, représentant des parents d'élèves au sein du lycée Léonard de Vinci de Monistrol : « *Les élèves, mais aussi les professeurs ne pouvaient pas revenir comme si de rien n'était au lycée* ».

Si dans la grande majorité des écoles ce créneau a été respecté, cela n'a pas été le cas dans certains établissements. Chrystelle Martelle, élue syndicale au SNES-FSU, dénonce l'absence de cette réunion dans son établissement à Bourg-Argental : « *Nous avons accueilli les enfants comme si de rien n'était dès 8 heures, un des parents est même venu voir le directeur dans la cour pour lui rappeler que ce n'est pas ce qui était prévu* ».

Le chef d'établissement s'est défendu en pointant un problème d'organisation des transports scolaires. Cette absence de réunion est un scandale pour l'élue syndicale de son établissement : « *Ce n'est pas parce que le collègue se situe en campagne qu'il ne faut pas prendre cette menace au sérieux, et cela par respect pour nos collègues*

assassinés ». Cette réunion est plus qu'une simple étape, elle est le point de départ nécessaire pour organiser le déroulé de cette journée spéciale.

#### Des temps d'échange adaptés aux élèves

Dans ce contexte les enseignants assurent leur rôle auprès des enfants. Si pour la plupart l'angoisse prédomine, « *il faut avant tout revenir à l'école pour les élèves* », selon Mehdi, professeur d'histoire-géographie à Paris. Le savoir est l'arme la plus efficace contre la violence. Avant de revenir aux cours classiques, un échange avec les élèves est nécessaire, selon le ministère et le SNES-FSU. Les temps d'échange sont adaptés en fonction de l'âge des mineurs. Tous les enfants n'ont pas la même conception de la mort. En fonction de leur maturité et de leurs expériences familiales, ils ne s'exprimeront pas de manière similaire sur le sujet.

À l'école élémentaire et maternelle, il arrive que les élèves n'aient pas une réelle conception de la mort. Charlotte, professeur a été confrontée à cette situation : « *Être mort c'est s'endormir pour toujours* », lui a confié un enfant de sa classe. Pour répondre à ce type de remarque, les enseignants sont formés pour utiliser des formulations simples selon Éric Michlot, inspecteur de l'éducation nationale. Ils doivent notamment faire référence aux valeurs fondamentales. Le professeur ne parle pas des faits mais plutôt de la conception du bien et du mal.

La participation et l'échange au sein des classes est l'élément privilégié par les professeurs.

CRÉDIT : ARTEM MALTSEV/UNSPLASH

Des élèves peuvent aussi exprimer des interrogations, de la peine, des inquiétudes. Cela a été le cas pour Sarah, qui a dû répondre aux questions soulevées par ses jeunes élèves. « *Ce qui les a inquiétés est le lieu, ils savaient que cela s'était produit à l'école. Ils commentaient à poser des questions sur la solidité du portail de la cour* ». L'important selon elle, est de répondre uniquement aux questions qu'ils posent. Il ne faut pas les interroger au-delà de leur propre volonté. Les enfants qui ne s'intéressent pas au sujet ou ne veulent pas en parler ne doivent pas se sentir forcé de le faire. Les enseignants ont reçu comme consignes de ne pas couper les élèves lorsqu'ils s'expriment sur le sujet. L'expression de leur



émotion doit venir avec leur propre vocabulaire. L'adulte pose seulement des questions et veille à ce que chacun des enfants puissent comprendre.

À l'école maternelle, le retour à des tâches quotidiennes suffit généralement à apaiser les enfants. Dans ce cadre, l'enseignant joue un rôle de protecteur. Des jeux de coopération sont organisés dans la plupart des classes. Des activités en groupe restreint ont permis de libérer la parole de nombreux enfants. Le dessin libre est souvent utilisé par les professeurs, il permet aux élèves d'exprimer la façon dont ils ont perçu une actualité, selon Marine Lauranson, psychologue scolaire. Il y a une certaine difficulté pour l'enfant de poser des mots sur ce qu'il vit, dessiner permet de passer la barrière du vocabulaire manquant, ajoute-t-elle.

Si l'école primaire et élémentaire laissent de côté les faits et la réalité du concept de la mort. Les élèves du cycle 2 et 3 ont des explications plus précises. Selon Fatima, directrice d'école primaire à Saint-Etienne, les enseignants reviennent sur le déroulement de l'évènement. Ils doivent présenter l'attentat de manière factuelle, en facilitant la compréhension des élèves. Cette discussion doit porter sur des sujets relatifs aux valeurs républicaines. « *La liberté d'expression, le refus des discriminations ont été des sujets que j'ai abordés avec les CM2* » confie Bernard Moque, professeur à Bordeaux.

#### Au collège et au lycée

Pour Johan Rocher, conseiller principal d'éducation (CPE), il est important que l'école soit attentive au « *niveau de connaissance* » que les élèves ont de l'évènement. « *Nous avons des élèves qui n'ont pas entendu parler de l'évènement, d'autres qui en ont une connaissance partielle, voire erronée* », ajoute-t-il. Le corps enseignant tient son rôle d'éclaireur, il clarifie les termes entendus et répétés dans les médias. Lorsque les élèves commencent à être en âge de comprendre les évènements, il faut être précautionneux dans les termes utilisés.

Le rappel des principes, des valeurs de la République et des droits de

L'Homme est l'élément-clé au lycée. Cette culture se construit par la pratique des débats argumentés. Le principe du contradictoire constitue un exercice de citoyenneté à part entière. À travers ces échanges, le professeur précise l'importance des droits et des libertés fondamentales tel que le respect de la dignité humaine, le refus de la haine et de la violence... Pour motiver ces temps d'échange les corps enseignants se sont appuyés sur le collectif. Selon le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, les adultes doivent se montrer solidaires. Cela permet aux enseignants qui craignent de ne pas pouvoir répondre sereinement aux enfants de se reposer sur leur équipe pédagogique.

Des organisations sont mises en place pour aider les professeurs lors de la préparation du travail avec les élèves. Les inspecteurs de l'éducation nationale et leurs conseillers pédagogiques sont des appuis dans ce type de situation. Selon Karine, directrice de lycée, les équipes pédagogiques sont souvent laissées sans réponse, notamment dans un cadre d'urgence. « *Les seuls et réels appuis du système scolaire sont les inspecteurs de l'éducation nationale avec qui nous avons pu faire connaissance par le passé* ».

Avec les réseaux sociaux, un grand nombre d'élèves ont accès à des vidéos sur X (anciennement Twitter). Ces images, ces informations d'une extrême densité sont des dangers. L'école joue un rôle prépondérant dans la lutte contre la désinformation, la manipulation ou encore les théories conspirationnistes. Ce travail pédagogique doit aussi faire prendre conscience aux élèves du danger de diffuser des contenus violents et erronés. Le questionnement sur leurs usages des médias, en particulier des

**Trop souvent, les élèves se créent une opinion sur un évènement grâce aux images qu'ils voient sur les réseaux.**

Désormais les professeurs souhaitent retourner aux fondamentaux. Les cours classiques seront de retour dès la rentrée des classes en novembre.

réseaux sociaux est un point de tension des débats au sein des lycées.

Trop souvent, des élèves se créent une opinion sur un évènement grâce aux images qu'ils voient sur les réseaux. Parfois ces images sont fausses, ou tirées d'un contexte complètement différent. Lina, élève de terminale au lycée Léonard de Vinci, reconnaît s'être déjà fait piéger par une vidéo sur X. Après avoir visionné une vidéo les élèves ont tendance à ne pas vérifier les commentaires, ou la véracité de celle-ci. Si les applications tentent de bloquer ces fake-news, les élèves doivent faire l'effort d'aller au-delà du visuel. L'école joue un rôle majeur dans cet apprentissage de la recherche de l'information.

#### Une menace toujours présente

Si la réponse pédagogique du système scolaire face à de telles violences prend différentes formes en s'adaptant à l'âge des élèves. La menace de l'escalade des violences dans ce genre de contexte ne doit pas être négligée. Des élèves et leurs familles peuvent manifester une opposition à toute évocation de l'évènement violent. Sarah, professeur des écoles, a été témoin de cette hostilité. « *Un parent d'élève a menacé l'une de mes collègues car il était mécontent des propos que lui avait rapportés sa fille* », nous livre-t-elle. Dans ce genre de situation, il est nécessaire de contacter la police pour se protéger.

Des enfants peuvent également tenir des propos manifestement hostiles, ou légitimer certains actes. Il relève du rôle de l'école de rappeler que certains propos sont punis par la loi. L'appel à la haine, les propos racistes et l'apologie du terrorisme constituent un délit pénal. Les professeurs s'accrochent et continuent à croire en leur mission et aux petites victoires qu'ils remportent selon les propos de Sarah. « *Si nous baissions les bras face à ces atrocités, personne ne mènera ce combat intellectuel à notre place* ». ■

CRÉDIT : DELECE COOK/UNSPASH



# La langue Française trouve son asile!

Ce lundi 30 octobre 2023, à Villers-Cotterêts (Picardie), la Cité Internationale de la Langue Française a ouvert ses portes après un discours du président de la République, Emmanuel Macron. Véritable éloge à la langue française, la cité est le premier monument au monde dédié à la culture d'une langue. Mais pourquoi avoir créé ce monument ? Pourquoi ici ? Enquête sur la Cité internationale de la Langue Française et son inauguration tumultueuse. **MATTHIEU DA SILVA**

**L**e lundi 30 octobre 2023 marque une avancée majeure pour la francophonie à l'échelle nationale et internationale, avec l'ouverture de la Cité Internationale de la Langue Française au château de Villers-Cotterêts (Picardie). Inaugurée par le président de la République Emmanuel Macron, cette cité donne enfin une adresse aux amoureux de la langue française. Mais pourquoi avoir choisi ce château ? L'histoire nous l'explique.

Nous sommes en 1528 et François Ier, roi de France depuis 1515, revient d'Espagne, où il a été fait prisonnier pendant 3 ans suite à une défaite contre

Charles Quint. Pour son retour, il décide de résider dans sa propriété, le château médiéval qu'il appelait Montplaisir, à Villers-Cotterêts. Plus de 23 000 m<sup>2</sup> de domaine pour 5 000 m<sup>2</sup> de logis royal, à plus de 100km de Paris.

Alors qu'il est encore en travaux, le roi réside au sein du château et en août 1539, il y rédigea une ordonnance qui signera un tournant pour la langue française : l'ordonnance de Villers-Cotterêts. Dans une époque où le latin est majoritairement parlé comparé au français, cette ordonnance de 192 articles exige l'usage de la langue française dans les domaines du droit

et de l'administration en France. Ainsi, le château de Villers-Cotterêts devient un lieu symbolique pour la langue française.

Cependant, pendant la Révolution française de 1789, le château devient une caserne de l'armée républicaine, puis, après la prise de pouvoir de Napoléon Bonaparte, un dépôt de mendicants, de délinquants, de mendiants et de vieillards, le château devient mi-hospice, mi-prison. Enfin, en 1889, il est transformé en maison de retraite, fonction qu'il va conserver jusqu'en 2014, avant d'être abandonné.

Il faudra attendre que l'État lance un appel à idées en 2017 pour savoir que faire de ce monument historique, laissé à l'abandon. Fervent défenseur de la francophonie, le diplomate et essayiste Albert Salon, répond à l'appel et propose à l'État de faire du château de Villers-Cotterêts un monument à l'effigie de la langue française. Ainsi, dès 2018, le président de la République, Emmanuel Macron confie le projet de rénovation du château de Villers-Cotterêts au Centre des Monuments Nationaux. « *C'était notre devoir de sauver ce château de François Ier et c'est une fierté d'y être parvenus en moins de cinq ans, au terme d'un chantier colossal.* » a prononcé Marie Lavandier, présidente du Centre des Monuments Nationaux, lors de la journée d'inauguration de la cité.



Le président de la République, Emmanuel Macron, prononce son discours d'inauguration de la Cité de la Langue Française à Villers-Cotterêts (Picardie).

Ce projet a nécessité de nombreux soutiens financiers comme le Programme d'investissements d'avenir, l'Organisation Internationale de la Francophonie, ou encore le gouvernement du Québec. Des acteurs divers et variés qui ont montré combien le français était un bien commun. Durant son discours pour l'inauguration de la cité, Emmanuel Macron fait l'éloge de ces partenaires qui ont rendu hommage à ce monument historique : « Ensemble, vous avez façonné une

prouesse architecturale, muséale, pédagogique ».

#### Une visite accessible à tous

« *C'est bien une cité, non pas un musée* ». Cette phrase prononcée par le président de la République dans son discours représente parfaitement ce que propose le monument. Baptisé « *L'aventure du français* », le parcours permanent de la cité se divise en trois séquences. La première, « *Une langue Monde* », traverse l'histoire et montre au public les différents artistes de la langue et son influence dans le monde à travers 4 salles. La seconde, « *Une invention continue* », met en avant l'usage de la langue française, ses expressions à travers 5 salles. Enfin, la dernière séquence,

« *Une affaire d'État* », présente les enjeux de la langue française dans la société actuelle dans 6 autres salles. Par des textes, des audios, mais aussi des vidéos, la cité fait découvrir l'histoire à ses visiteurs et fait vivre la langue française de tous les âges à travers eux.

Dans un musée classique, la visite se serait terminée par la boutique avant de sortir. Or, dans la cité, il ne s'agit que du début. On peut également y retrouver une librairie-boutique pour renforcer la culture de la langue française de chacun et un café-salon de thé dont le décor nous plonge dans la France de la Renaissance. En plus de cela, des formations de la langue sont à la disposition des visiteurs, ainsi



Façade de la Cité Internationale de la Langue Française, décorée pour l'ouverture du monument.

visiteurs des quatre coins du monde pour enseigner et faire profiter des richesses de la langue française.

### Les ambitions de la Cité Internationale de la Langue Française

Paul Rondin, directeur de la Cité Internationale de la Langue Française s'est exprimé sur les ambitions de la Cité pour l'avenir : « *Aujourd'hui aucun projet ne peut être uniquement local, national, ou international. L'objectif est que des touristes qui viennent du bout du monde puissent trouver la même chose que le voisin de la Cité qui viendra s'y balader le dimanche. Le rayonnement de la Cité sera lui aussi tant dans la rue d'en face, qu'en Amérique du Nord ou en Afrique, etc.* »

Un projet qui s'étend à toutes les échelles afin de faire profiter à tout un chacun des richesses de la langue de Molière. Paul Rondin s'est également exprimé sur la fermeture du château le week-end, moment privilégié des français pour les activités de loisir : « *La Cité sera un lieu vivant douze mois sur douze, avec régulièrement des temps forts, sur des week-ends ou des périodes de congés. Ces week-ends et vacances seront l'occasion d'explorer un sujet différent, qui pourra porter aussi bien sur les mots de la gastronomie francophone que les nouvelles écritures poétiques, le dialogue entre la musique et les auteurs, la langue dansée...* ».

Bien que le chantier soit terminé, la cité a encore de la matière à proposer : « *Les bâtiments autour de la cour des Offices, ainsi que le séchoir et les anciennes cuisines ont été restaurés mais pas encore aménagés. Nous souhaitons en faire un lieu d'accueil et un lieu de services, avec un hôtel, un restaurant, et un lieu de loisirs. Nous sommes actuellement en recherche d'investisseurs et de partenaires pour poursuivre ce projet. C'est un lieu qui va grandir, qui est infini, tout comme la langue française.* » précise Paul Rondin.

que des ateliers temporaires avec des artistes modernes de la langue de Molière. Ce n'est pas une simple visite, c'est toute une expérience ludique autour de la langue française.

La cité de la langue française se veut accessible à tous les publics, de tous les continents. C'est ce que confirme Emmanuel Macron dans son discours. « *[La cité va] permettre à notre littérature, au fond, d'être accessible à des jeunes de continents entiers pour lesquels les livres en langue française ou nos auteurs dans leur langue n'existent que dans des livres trop rares ou trop chers* ». Grâce à quelques clics, n'importe qui peut profiter de

l'expérience offerte par la cité.

Le parcours permanent est traduit en deux langues, l'anglais et l'allemand. Mais en téléchargeant une application, qui permet de vivre l'expérience sous la forme d'audioguide, les visiteurs parlant l'italien, le néerlandais, l'arabe ou encore le chinois pourront suivre le parcours dans leur langue. Cette application n'est pas seulement pour les étrangers. Les français en situation de handicap peuvent profiter de l'expérience avec des services comme l'audiodescription, l'audio amplification, le sous-titrage et même une traduction en langue des signes française. Un moyen clair d'attirer des

## « La défense du français, ça ne fait pas partie de son ADN »

### Une cité au cœur de la polémique

Malgré un projet plein de bonnes intentions, la Cité Internationale de la Langue Française est déjà au cœur de plusieurs polémiques. Sujet d'actualité, l'écriture inclusive est au cœur des débats dans la chambre du Sénat, qui examine une proposition de loi sur l'interdiction de certains éléments de cette écriture. Lors de son discours d'inauguration de la cité, Emmanuel Macron s'est prononcé sur la question : « *La force de la syntaxe [de la langue française] est de ne pas céder aux airs du temps. Dans cette langue, le masculin fait le neutre. On n'a pas besoin de rajouter des points au milieu des mots ou des tirets pour la rendre visible* ».

Ce point de vue radical a beaucoup fait parler et de nombreuses personnalités se sont exprimées comme Albert Salon, présent lors de l'inauguration de la cité « *À l'origine, notre projet, c'était aussi de célébrer la Francophonie. Mais elle a disparu en chemin. Quant à Emmanuel Macron, vous savez, j'ai tout essayé. Mais j'ai dû me résoudre : la défense du français, il n'est pas fait pour ça, ça ne fait pas partie de son ADN.* ». Une opinion partagée par bon nombre de mouvements sociaux inclusifs qui protestent pour une meilleure mise en valeur du féminin dans la langue française.

Le lendemain, le Sénat rend son verdict. À 221 voix contre 82, le Sénat vote en faveur de l'interdiction de l'écriture inclusive. Ainsi, des néologismes comme « *iel* », contraction de « *il* » et « *elle* », ou encore « *celleux* », contraction de « *celle* » et « *ceux* » ne pourront pas être employés. Au micro de

Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie, présente à un dîner officiel à l'Elysée pour le Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial.

*France Inter*, la ministre de la Culture Rima Abdul Malak s'est exprimée : « *Il y a une part du texte avec laquelle on est d'accord* ». Bien que le gouvernement appelle à un « avis de sagesse », il n'a donné un avis ni favorable, ni défavorable à la question.

La Cité a fait l'objet d'une autre polémique lors du discours d'Emmanuel Macron pour son inauguration : l'absence de l'Afrique. La francophonie est présente partout dans le monde et très majoritairement en Afrique, avec près de 300 millions de francophones en 2018 selon l'Organisation Internationale de la Francophonie, la plus grande instance de francophonie dans le monde. Si la secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo, ressortissante du Rwanda était présente, aucun représentant de pays francophones d'Afrique ne s'est déplacé pour l'événement. Cela vient sans aucun doute du fait que les relations diplomatiques qu'entretient la France avec



certains pays francophones d'Afrique de l'Ouest, sont tendues. Une absence justifiée, qui ne permet pas de montrer la diversité de la langue française lors d'une inauguration où seuls les occidentaux sont mis en avant.

### La Cité au cœur de la francophonie dans le monde

L'ambition de la Cité Internationale de la Langue Française d'être reconnue partout dans le monde nécessite l'appui de l'OIF, pour ses futures actions. Dirigée par la secrétaire générale Louise Mushikiwabo, l'OIF mène des actions dans les 88 pays francophones en faveur de la langue française. Tous les 2 ans, des Sommets de la Francophonie sont tenus dans chacun des pays francophones pour élaborer des actions afin de répondre aux 4 missions principales de l'agence : la promotion de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique ; la promotion de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme ; l'appui à l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ; le développement de la coopération économique au service du développement durable.

C'est pourquoi l'OIF a soutenu financièrement le projet et a fait de la Cité la concrétisation même des actions de l'Organisation en faveur de la francophonie. À l'occasion de l'ouverture de la Cité Internationale de la Langue Française, l'OIF a annoncé que le prochain sommet se déroulera au sein même de l'auditorium de la cité.

La Cité Internationale de la Langue Française va offrir une expérience unique à ses visiteurs en leur faisant découvrir le français sous toutes ses formes. Adaptée à tous les visiteurs, la cité peut devenir un monument touristique de référence pour comprendre la culture de la langue française. Bien que son avenir semble radieux comme le laissent penser Paul Rondin ou encore Emmanuel Macron, ses récentes polémiques font pencher la balance. Si les tensions avec les pays africains s'apaisent avant le sommet, peut-être aurons-nous la chance de profiter de la langue française dans sa globalité, avec une Afrique mise au premier plan. ■

# LA RECHERCHE PUBLIQUE EN PÉRIL

demandes, l'ensemble des directeurs de laboratoire menace l'État de démissionner si rien ne bouge. Au bout de plusieurs mois, ces assises débouchent sur des compromis, notamment par rapport au financement de la recherche publique.

Deux gros projets découlent de ces mouvements : le financement sur projet et l'évaluation, le tout chapeauté par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) créée au même moment et l'Auto-Évaluation des Ressources (AERES). Les universités et les Établissements Publics à caractère Scientifique et Technologique (EPST), qui bénéficient déjà d'un financement récurrent jugé insuffisant de 100 000 euros par an, n'apprécient cependant en rien le financement sur projet. « *Ce mode de financement est complètement ridicule* », assure Magali Torres, ingénieure à l'Institut National de la Santé et de la Recherche de Marseille (INSERM) et membre du Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique (SNTRS).

La chercheuse dénonce une longue compétition entre projets, orchestrée par l'ANR, qui ne bénéficie à personne, si ce n'est les pouvoirs publics : « *Toute cette concurrence insupportable entraîne une constitution interminable de dossiers. Ça prend des jours entiers pour les préparer, bien qu'il y ait peu de chance qu'ils soient retenus tant le pourcentage de réussite est minime* ».

**Absence de moyens corrects, manque de considération, décisions faussement réfléchies, tant d'éléments qui symbolisent la relation délétère entretenue par le gouvernement avec la recherche publique. Les chercheurs et les syndicats ne supportent plus l'abandon et le dilettantisme dont ils sont victimes, eux qui voient le milieu scientifique mourir à petit feu sous les yeux inactifs de l'État. Enquête au cœur du problème. ROBINSON WEBER**

« Depuis le début des années 2010, la politique scientifique des différents gouvernements est insuffisante », assène Laurent Coste, secrétaire général du Syndicat National Indépendant de la Recherche Scientifique et de l'Enseignement Supérieur (SNIRS). Il n'est pas le seul à hausser le ton quand il s'agit d'évoquer la politique scientifique de l'État. Le milieu de la recherche publique est très insatisfait quant à la considération du gouvernement pour leurs activités. Les chercheurs et les syndicats estiment qu'ils ne sont pas écoutés et que le gouvernement n'en fait pas assez.

S'il y a bien d'abord un sujet qui fâche, c'est la faiblesse des financements : « *Cela fait plus de 10 ans qu'il y a un décrochage des financements de l'État dans le domaine de la science* ». L'approvisionnement en équipements est ridicule, les salaires et les primes des chercheurs, qui n'ont pas augmenté depuis longtemps, sont insuffisants. Selon Sylvestre Huet, journaliste spécialisé dans les sujets scientifiques pour *Le Monde*, « *les chercheurs qui débutent le métier gagnent environ 2000 euros, ce qui est très faible comparé à leur niveau de qualification qui se traduit par au minimum huit années d'études* ».

D'un point de vue des finances, c'est le gouvernement qui a la main. Au moment de voter le budget, il y a forcément une réflexion vis-à-vis des moyens qui vont être alloués à la recherche. Pour Laurent Coste, l'État se focalise

en très grande partie sur son déficit, qui s'élève à 172,1 milliards d'euros en 2023, laissant de côté des domaines qui s'avèrent moins importants : « *L'État aime aussi jouer sur l'effet de mode. Par exemple, quand le Covid-19 battait son plein, il favorisait la santé, le but étant de bien figurer* ».

Au-delà des sommes jugées trop faibles, c'est aussi le système de financement qui pose problème. En 2004 se déroulent les assises de la recherche impulsées par des mouvements appelés Sauvons la recherche. Les États Généraux de la recherche contestent alors les prises de position du gouvernement de l'époque et mettent en avant plusieurs revendications. Pour apporter encore plus de poids à leurs



Les chercheurs français recherchent désespérément des chercheurs.

© YASSINE KHALFALLI ET PAVEL DANILYUK

D'après les estimations de Sylvestre Huet, seulement 10% des projets présentés reçoivent de l'argent de l'État. Une fois la barrière de l'ANR enjambée, il faut en plus attendre des mois pour recevoir les financements réclamés.

Un autre problème signalé par la recherche publique au niveau des investissements étatiques est le Crédit d'impôt Recherche (CIR). Cette mesure fiscale vise à aider les entreprises dans leurs activités. Or, si cela profite au privé, les organisations publiques n'en sont que plus affectées. Lorsque le gouvernement annonce une somme consacrée à la recherche, on ne peut pas la considérer comme totalement viable, alors même qu'une grosse partie va être absorbée automatiquement par le privé par le biais du CIR.

#### Un manque criant d'attractivité

Le CIR échappe aux organismes publics qui n'ont d'ailleurs aucun droit de regard sur ce dispositif et les capitaux qu'il caractérise. Didier Gori, ingénieur au CNRS et élu au conseil scientifique de ce même organisme, déplore cette situation : « *Les financements qui émanent du CIR échappent totalement au domaine public, mais surtout ils ne sont pas souvent utilisés de manière saine par le privé. Cet argent va*

*en grande partie servir les intérêts des entreprises privées et enrichir leurs actionnaires. Il part même parfois dans des activités qui n'ont rien à voir avec la recherche* ».

L'un des principaux couacs de cette mesure réside également dans le fait que son utilisation par les entreprises privées n'est jamais contrôlée. Il n'y a pas d'organisme prévu pour analyser la manière dont les sommes concernées vont être dépensées, et cela pose forcément un problème pour Sylvestre Huet : « *Toutes les recherches privées ne sont pas forcément bonnes par rapport aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux que l'on peut avoir en France. C'est un outil puissant, d'autant plus quand on sait qu'il a augmenté de deux à six milliards d'euros sous Nicolas Sarkozy, mais il est extrêmement mal exploité vis-à-vis des sujets qui intéressent la société* ».

L'argent est essentiel, mais à quoi sert-il s'il n'y a plus personne pour en disposer ? La recherche a besoin de cerveaux, de créativité, d'imagination, tant de choses que seuls les chercheurs peuvent apporter. Malheureusement, les conditions de travail désastreuses qui englobent le métier ne permettent pas d'assurer une attractivité correcte.

« *Il y a quarante ans, les chercheurs cherchaient de la stabilité et passaient outre les limites de leurs salaires. Aujourd'hui, les jeunes talents préfèrent aller aux États-Unis ou en Grande-Bretagne en sachant qu'ils seront mieux rémunérés dans ces pays* », explique Laurent Coste.

En 2015, on comptait 74 450 doctorants contre 57 268 en 2020, soit 17 182 en moins. Malheureusement, les pouvoirs publics ne font rien de bien concret pour redémarrer la machine, eux qui devraient tout essayer pour atteindre une hausse du nombre de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens. Mais si l'État reste si oisif face à cette baisse, c'est aussi parce qu'il pense avant tout à son bien-être, selon Sylvestre Huet : « *Les gouvernements successifs ont refusé d'augmenter le nombre de fonctionnaires pour ne pas perturber leurs budgets, et sur les dernières années on voit l'impact de ces décisions. On ne peut pas imaginer préparer l'avenir si on n'a pas plus de personnel dans la recherche publique* ».

Une baisse quantitative à laquelle s'ajoute irrémédiablement une baisse qualitative des doctorants. « *Avant, il y avait la crème de la crème* » d'après Magali Torres. « *Depuis un bon moment,*



© DR

Les jeunes chercheurs préfèrent partir exercer à l'étranger où ils seont mieux rémunérés.

les candidats ne sont vraiment plus d'aussi bonne qualité ». Didier Gori, qui a souvent été membre de jurys de thèse, estime que « le niveau est en chute libre ». Malencontreusement, la nécessité de recruter est telle qu'elle passe avant l'exigence, au point de parfois devoir faire abstraction des aptitudes des nouveaux doctorants : « Les candidats sont moins bons, c'est évident, mais l'appauvrissement des effectifs nous pousse par moments à nous demander si, pour ne pas laisser de poste vacant, il ne faudrait pas les recruter ».

**« La bureaucratie devient folle »**  
La lourdeur administrative, voilà un ennemi supplémentaire que les chercheurs du public doivent affronter tous les jours. Obstacle qui prend de plus en plus de place, il freine l'efficacité de la recherche. Le conseil scientifique du CNRS, exaspéré, est allé jusqu'à sortir un document nommé Livre blanc au sein duquel il pointe du doigt les entraves administratives colossales issues des décisions ministérielles qui empêchent le bon fonctionnement de la recherche publique.

Une nouvelle fois, si ce constat existe, c'est en raison de l'avarice de l'État selon Sylvestre Huet : « La bureaucratie

devient folle. Les chercheurs perdent des heures et des heures à remplir de la paperasse. Par exemple, vous n'imaginez pas à quel point la difficulté d'obtention d'un simple remboursement de TGV est lunaire. Cette bureaucratie est le résultat de la volonté des gouvernements de contrôler le moindre centime des chercheurs, alors que la recherche est un des milieux où il y a le moins de fraude, de gaspillage, de précarisation ».

Une recherche publique surbureaucratisée, ce qui rend fou les administrateurs, de moins en moins nombreux, et épuise les chercheurs. Ces derniers ne peuvent plus pratiquer leur métier comme ils l'entendent et passent plus de la moitié de leur temps à maculer de jolies phrases des formulaires trop longs rien que pour trouver des financements. « La profession de chercheur évolue. Actuellement, c'est une personne qui cherche de l'argent et qui cherche à le justifier. Pour cela, elle se transforme en marketeur, en avocat, en écrivain. La recherche est devenue un quart du métier », constate Magali Torres.

Submergé par ces tâches encombrantes, le milieu scientifique connaît un sentiment de désespoir sans

précédent. Une vague de démotivation s'abat sur les personnels administratifs, technologiques et scientifiques qui ne savent plus où donner de la tête : « On n'a jamais vu autant de chercheurs et d'administrateurs en burn-out. Certains pleurent dans les bureaux, d'autres décident de démissionner de la fonction publique, prêts à partir pour presque rien », témoignent Magali Torres et Didier Gori.

**Une vision court-termiste**

« L'État met la charrue avant les bœufs », analyse Laurent Coste. Les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas compris qu'il fallait laisser du temps aux chercheurs pour être efficace. La recherche fondamentale, guidée par la curiosité scientifique, est trop négligée par les pouvoirs publics qui considèrent que les démarches scientifiques qu'elle incarne sont trop longues. Pourtant, c'est un pan indispensable du métier, elle qui se préoccupe de comprendre des mécanismes de la chimie, de la biologie ou de la physique. Comment aurait-on pu découvrir le phénomène du réchauffement climatique si l'on n'avait pas étudié à la base les populations de Manchots de l'Antarctique ?

L'État estime que cette forme de recherche est de surcroît trop abstraite, or c'est grâce à elle si l'on parvient ensuite à faire naître des concepts scientifiques plus concrets : « La recherche fondamentale est le cœur du métier, ce qui la distingue de la recherche appliquée ou de l'innovation. Elle permet de faire avancer le savoir ». Comme le disait Louis Pasteur, « Il n'y a pas de recherche appliquée, il n'y a que des applications de la recherche fondamentale », mais aujourd'hui, la première question qui va être posée à un chercheur du fondamental est « À quoi ça va servir ? ».

Preuve que les pouvoirs publics considèrent la recherche fondamentale comme une dépense de second rang, la réflexion de David Fraboulet, qui a travaillé trois ans pour le ministère de la Recherche via la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI), montre le manque de vision. Il estime qu'il est normal de ne pas trop miser sur la recherche fondamentale : « Ça ne doit pas être le domaine dans lequel il faut le plus investir. La recherche fondamentale ne représente qu'une petite partie de l'écosystème global. Si on se penche sur le volet utilitariste de la recherche, l'enjeu est plutôt d'essayer de mieux associer le fondamental à l'innovation industrielle, qui elle est primordiale ».

**Des efforts gouvernementaux insuffisants**

Dans cet océan de dépit, le gouvernement ne reste tout de même pas totalement immobile. Le 24 décembre 2020 a été votée la Loi de Programmation de la Recherche (LPR). Destinée à s'appliquer sur la décennie 2021-2030, ses mesures phares apparaissent au premier abord comme les solutions attendues par les personnels de la recherche. Au programme notamment : une revalorisation des salaires, le renforcement du lien entre la société et le monde scientifique, mais aussi et surtout la volonté d'augmenter les investissements versés aux activités de Recherche et Développement.

Ces réformes marquent-elles le début d'une prise de conscience du gouvernement ? Pour Laurent Coste, les améliorations engendrées par la LPR sont

visibles, mais il n'y a pas de quoi s'enflammer : « La loi a quand même eu des côtés positifs. Le nombre de doctorants a relativement augmenté depuis 2020, les enseignants-chercheurs ont vu leurs primes revues à la hausse et ont pu progresser dans leurs carrières. Même le financement par projet est désormais plus souple. Je n'irais pas jusqu'à dire que c'est le point de départ d'une réelle prise de conscience, mais en tout cas ces changements étaient plus que bienvenus ».

Magali Torres, Didier Gori et Sylvestre Huet se montrent plus radicaux sur la question, estimant qu'il ne s'agit que d'un écran de fumée. Loin d'être une réaction sincère aux maux connus par la recherche publique, il s'agit principalement pour eux d'un pur acte d'amour-propre : « Ce n'est qu'au moment de voir le retard pris par la recherche française sur des nations comme l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas, que le gouvernement, touché dans son égo, a réagi. Seulement lorsque l'on prend des décisions en fonction de son orgueil, on peut penser qu'elles ne régleront pas le problème ».

Les objectifs fixés par le gouvernement français lors du sommet de Lisbonne de mars 2000 n'ont pas été atteints. Parmi eux, la volonté de consacrer au moins 3 % du produit intérieur brut (PIB) aux activités de recherche

et développement, dont 1 % pour la recherche publique. Force est de constater que le résultat est lamentable, puisqu'elles n'en représentent aujourd'hui que 2,2 % avec seulement 0,8 % pour le public, là où des pays peut-être moins armés à la base ne font qu'accroître leurs parts. Difficile d'imaginer donc que la simple LPR puisse rattraper à elle seule les innombrables échecs du passé.

Un bilan bien sombre donc, qui ne laisse rien présager de bon pour la suite des événements. « L'État est en train de sacrifier le front des connaissances », se désespère Sylvestre Huet. Pour Magali Torres, la situation actuelle n'est pas immuable, mais « les pouvoirs publics doivent agir promptement ». En revanche, Didier Gori ne laisse place qu'au pessimisme : « J'ai très peur de ce que va devenir la recherche publique en France. Pour être honnête, je pense même qu'on se dirige à moyen terme vers une dépendance des technologies étrangères ». Tout doit être mis en place pour que les chercheurs du public continuent à faire de la recherche, qu'elle soit fondamentale ou appliquée. Le gouvernement, lui, doit urgemment s'atteler à trouver des solutions. ■

Les chercheurs croulent sous le poids d'une bureaucratie de plus en plus conséquente.



© DR

# AGRICULTURE BIO

## UN AVENIR ENTRE ESPOIR ET DÉFIS

En 2023, l'agriculture biologique française fait face à une crise inédite. Malgré des records de production, confrontée à l'emprise des grandes surfaces et à une baisse de la demande due à l'inflation. Les producteurs réclament des aides d'urgence dans le projet de loi de finances 2024, engageant une bataille politique. Avec des pertes de chiffre d'affaires estimées à 270 millions d'euros, l'avenir de la filière bio est en jeu. **MATIS BAQUE**

Un cri du cœur résonne dans les champs de l'agriculture biologique française : « *Cela fait 30 ans que je suis dans l'agriculture et je n'ai jamais connu un ministre aussi insensible à notre situation* », dénonce avec amertume Mathieu Lancry, producteur et trésorier de Norabio. Au sein d'une période où la bio connaît un essor sans précédent, ce témoignage soulève les préoccupations des acteurs du bio face à un Ministère de l'Agriculture paraissant peu réceptif à leurs sollicitations. Alors que le secteur évolue, cette distance ministérielle interroge sur le soutien nécessaire à l'essor de l'agriculture biologique.

Chaque année, le Gouvernement soumet au Parlement un projet de loi de finances (PLF) qui fixe le cadre des recettes et des dépenses pour l'année à venir. Ce projet est discuté au Parlement à compter d'octobre de l'année précédente et voté au plus tard le 31 décembre. Le PLF pour 2024 se distingue par ses objectifs ambitieux, alors que la France fait face à une lutte acharnée contre l'inflation et à la nécessité de réduire le déficit public. Dans un contexte d'incertitudes, le Gouvernement mise sur une croissance prévisionnelle de 1,4% en 2024, en nette progression par rapport à 2023 (1%). Les projections tablent sur une inflation de 4,9% en 2023, avec une anticipation de réduction à 2,6% en 2024. Le déficit public, quant à lui, serait stabilisé à 4,9% du produit intérieur brut (PIB) en 2023, avec une perspective de réduction à 4,4% en 2024.

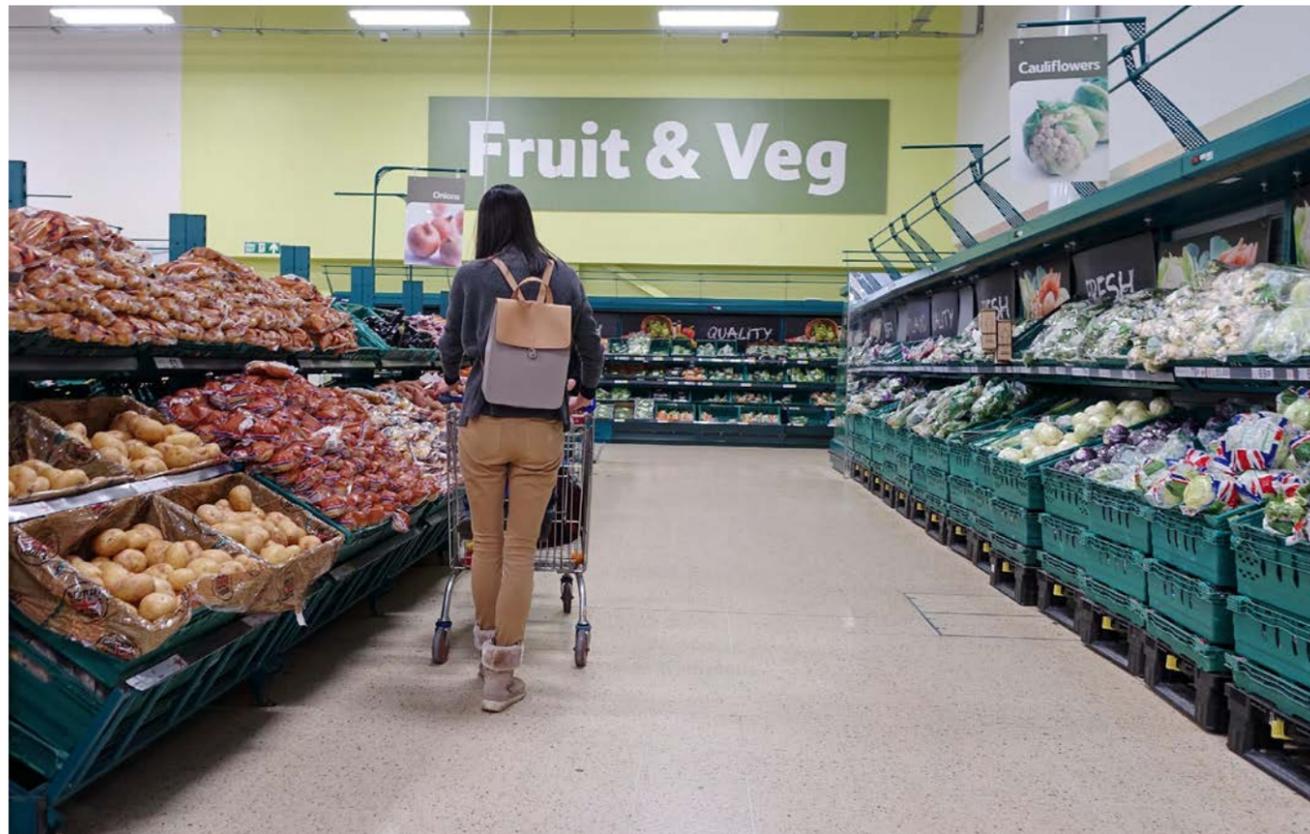
Ces objectifs reposent sur une gestion rigoureuse des dépenses publiques, avec un déficit budgétaire de l'État prévu à 145 milliards d'euros (Md€) en 2023, marquant une diminution de 20 Md€. En 2024, les recettes fiscales nettes sont prévues en augmentation de 17,3 Md€ par rapport aux révisions pour 2023, atteignant ainsi 349,4 Md€. Le montant global des dépenses de l'État est estimé à 491 Md€ pour l'année 2024. C'est dans ce cadre financier exigeant que les professionnels du secteur bio réclament des aides d'urgence, espérant faire entendre leur voix au milieu de ces discussions budgétaires cruciales pour leur avenir.

À l'initiative de Sandrine Le Feu, députée Renaissance du Finistère, des acteurs majeurs de l'économie du secteur bio se sont réunis le mercredi 18 octobre 2023 avec une délégation de quinze députés de la majorité. La Coopération Agricole, Le Syndicat National des Entreprises Agroalimentaires Bio (Synabio) et la Fédération des organisations économiques 100% Bio (Forebio) conjuguent leurs efforts « pour sensibiliser les parlementaires à la crise actuelle qui sévit dans toute la filière bio. » déclare Philippe Camburet, président de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB). Alors que des risques de dé-conversion menacent les fermes bio françaises, mettant en péril l'objectif de développement des

Des légumes et des fruits non conformes représentent la surproduction du marché bio et le gaspillage de ses produits.

CRÉDIT LULIAA RYBA





CRÉDIT 1000 WORDS

surfaces tel qu'inscrit dans la Planification Écologique (21 % de Surface Agricole Utile (SAU) Bio en 2030 contre 10,7 % fin 2022), les organisations concernées chiffrent un plan d'aides d'urgence pour préserver la structure productive et renforcer l'attrait des filières bio. Ce plan comprend les propositions d'amendements suivantes :

- 271 millions d'euros d'aides d'urgence aux filières bio, reflétant l'évaluation des pertes réalisée en 2023 par ces organisations. Ces pertes englobent la perte de valeur due au déclassement en conventionnel, les surcoûts de stockage, la braderie des exportations et l'augmentation des charges.
- 50 millions d'euros pour accompagner les communes moyennes dans l'introduction de produits bio dans les cantines, visant à atteindre les objectifs de la loi EGALIM (20 % de produits bio en restauration collective en 2022, contre seulement 6,6 % à la fin de 2021).
- Un supplément de 5 millions d'euros par an pour la communication de l'Agence Bio, afin de promouvoir massivement et régulièrement les avantages de la bio et relancer la consommation.

Selon le communiqué de presse de La Coopération Agricole, ces mesures visent à préserver la capacité de production et de transformation des produits biologiques en France, un élément essentiel pour façonner l'avenir de la bio dans le pays. Elles s'ajoutent aux dispositifs de soutien récemment adoptés par le gouvernement et aux travaux en cours pour un Plan Bio 2027 (visé à accompagner tous les agriculteurs que ce soit ceux qui s'installent en agriculture biologique,

Les rayons bio des grandes surfaces connaissent une baisse d'affluence significative notamment face à la montée de l'inflation.

ceux qui convertissent leur exploitation ou ceux qui sont déjà certifiés en AB) ambitieux. De plus, ces subventions sollicitées par les professionnels du secteur bio détiennent un impact, tant sur les producteurs que sur le marché de la grande distribution. Mathieu Lancry, met en lumière ce double avantage en déclarant : « Ces subventions peuvent avoir le double avantage de soutenir initialement les producteurs en les maintenant à flot tout en offrant aux grandes surfaces l'opportunité de rétablir des rayons de produits bio. »

Elles peuvent leur permettre de maintenir leur activité, de préserver les emplois et de garantir la continuité de la production de produits bio. Sans ce soutien, de nombreuses exploitations pourraient être contraintes de revoir leur modèle et de céder aux pressions économiques, menaçant ainsi le tissu productif du secteur bio. Philippe Camburet, explique : « Face aux défis actuels et aux difficultés persistantes, de nombreux producteurs bio risquent de quitter l'agriculture biologique afin de retourner vers l'agriculture conventionnelle, voire de se retirer complètement. Un tel scénario serait un constat d'échec pour la politique publique en matière de soutien à l'agriculture biologique. »

En somme, ces potentielles subventions ne sont pas uniquement un mécanisme de secours, mais également un investissement dans l'avenir de l'agriculture bio en France. Elles

soutiennent les producteurs tout en répondant aux attentes des consommateurs et en renforçant la place du bio sur le marché.

Cependant, au sein de ce débat entourant le projet de loi de finances 2024, une divergence d'opinion se dessine clairement concernant les requêtes des professionnels du secteur bio. Ces derniers affirment que leur ministre de tutelle fait preuve de réticence à répondre de manière adéquate à leurs besoins, malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Ils estiment que le ministère de l'Agriculture n'est pas suffisamment réactif et sensible à leur situation, en particulier en ce qui concerne les amendements qu'ils réclament.

Le ministère de l'Agriculture semble considérer que les mesures déjà mises en place suffisent à soutenir le secteur, et il perçoit la production bio comme une segmentation du marché alimentaire global. Céline Piquier, du Département de la communication, des réseaux et des partenariats du ministère de l'Agriculture, déclare : « Les amendements déjà mis en place fournissent un soutien adéquat au secteur du bio. La production bio est une segmentation du marché alimentaire global, et il est important de maintenir un équilibre financier global. »

Cette vision est également partagée par Benjamin Le Sant, responsable communication chez l'Association Nationale des Industries Alimentaires, qui ajoute : « Le secteur bio a déjà bénéficié de nombreuses aides et avantages, ce qui a contribué à sa croissance significative au fil des années. Il est temps de reconnaître que le bio est maintenant une part établie du marché alimentaire, et il n'est peut-être plus nécessaire de lui accorder des mesures chaque année bien qu'il reste important. »

Cette perspective met en lumière un désaccord fondamental entre les acteurs du secteur bio et le ministère de l'Agriculture. Alors que les professionnels du bio insistent sur la nécessité de mesures d'urgence pour préserver la viabilité de leur secteur, le gouvernement maintient sa position sur l'efficacité des dispositifs existants et sur le traitement équitable de l'ensemble du secteur agricole. Elise Michalet, secrétaire général de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA), appuie cette position gouvernementale en affirmant : « Les agriculteurs conventionnels font face à des défis similaires en termes de coûts de production et de concurrence. Il est essentiel de ne pas avantager excessivement un secteur au détriment d'un autre. Les règles en place sont déjà équitables et répondent aux besoins de l'ensemble de l'agriculture. ». Cette divergence d'opinion est au cœur des discussions et des négociations en cours concernant le projet de loi de finances 2024.

#### Une profession impactée

En 2023, le secteur de l'agriculture biologique en France fait face à des défis majeurs, exacerbés par l'impact de l'inflation sur l'économie nationale. Pour la première fois depuis que l'on mesure ces données, la production bio dépasse la demande du marché. Les producteurs se multiplient, mais

cette expansion est confrontée à une réalité déconcertante. Malgré une augmentation de l'offre, la consommation de produits bio diminue de façon significative. La principale cause de cette diminution de la demande réside dans l'envolée des prix des produits biologiques. Ces derniers, déjà réputés pour leur coût plus élevé que leurs homologues conventionnels, sont davantage touchés par la hausse générale des prix. En conséquence, les clients se détournent de ces produits au profit d'options moins onéreuses. Les pertes de chiffre d'affaire dans le secteur bio atteignent selon l'Agence Bio en 2023 un montant estimé à près de 270 millions d'euros. Patrick Michon, producteur de lait bio chez Biolait, partage son expérience face à cette crise en déplorant le « soutien insuffisant de l'État. » Il évoque une situation inédite dans le secteur : « Je n'avais jamais connu ça. » Il insiste sur la nécessité d'un soutien immédiat pour aider les producteurs bio à maintenir leur activité.

L'impact de cette crise s'étend au-delà des producteurs. Les transformateurs et distributeurs du secteur biologique subissent également les conséquences de la baisse de la demande. L'année précédente, leur nombre a diminué de 2%, et de plus en plus d'entreprises se trouvent contraintes de fermer leurs portes. Actuellement en France, on compte un peu moins de 29 000 exploitations dans le secteur bio, toutes touchées par cette crise. Cela soulève des inquiétudes, notamment en ce qui concerne l'emploi.

#### L'avenir du bio

Les consommateurs jouent un rôle capital dans l'avenir de l'agriculture biologique en France. Leurs décisions d'achat, leurs préférences et leurs comportements façonnent la direction que prendra ce secteur. Mathieu Lancry, souligne l'importance de cette influence et déclare : « Si déjà les 20% de produits bio dans la restauration collective étaient respectés, cela nous apporterait un réel soulagement. ». Ses mots mettent en évidence le potentiel de la demande des consommateurs, notamment dans le domaine de la restauration collective, à stimuler la croissance de l'agriculture biologique. Cependant, il est important de noter que l'inflation récente a un effet psychologique sur les consommateurs, les poussant à réfléchir davantage à leurs dépenses. La fluctuation des prix peut influencer les choix des consommateurs en matière d'achat de produits bio, ce qui rend le marché du bio sensible à ces variations.

Face à cette crise, les professionnels du bio, partagent des avis nuancés sur l'avenir du secteur en France. À court terme, comme le souligne Philippe Camburet, « Tout va dépendre des facteurs économiques qui vont influencer l'inflation, qui a des effets psychologiques sur les consommateurs et, par cascade, sur l'économie en général. ». Cependant, Mathieu Lancry maintient lui un optimisme inébranlable, déclarant que « Je suis convaincu que l'agriculture biologique est un modèle d'avenir. À mesure que les problèmes liés à la

**« Ne ne pas avantager excessivement un secteur au détriment d'un autre. »**

contamination de l'eau par les pesticides s'aggravent, nous serons inévitablement contraints de réorienter notre agriculture vers le modèle le plus respectueux de l'environnement, qui est l'agriculture biologique. ». Patrick Michon, ajoute : « Le bio est le futur de l'agriculture en France, et il est essentiel de soutenir ce modèle durable pour préserver notre environnement ». Les opinions des professionnels témoignent de la complexité des enjeux et des incertitudes qui planent sur l'avenir du bio en France.

### Le locavorisme

À plus long terme, l'avenir du bio est également influencé par la situation environnementale. Comme l'explique Philippe Camburet, « C'est le sens de l'histoire qui va l'emporter. Dans les 5 à 10 ans à venir, soutiendrons-nous toujours une agriculture et un modèle économique qui nuisent à notre propre biodiversité ? Ou ferons-nous le choix de promouvoir une agriculture qui renonce à l'exportation à grande échelle au détriment de notre environnement ? ». La montée des préoccupations environnementales et des efforts pour réduire les émissions de CO2 dans l'agriculture jouent un rôle croissant dans la décision des consommateurs. Les agriculteurs bio, en produisant des aliments de manière plus durable et respectueuse de l'environnement, sont bien placés pour répondre à ces inquiétudes. Ils considèrent l'agriculture biologique comme un modèle d'avenir qui peut contribuer à la protection de l'environnement tout en garantissant une alimentation saine et éthique pour les consommateurs. Les pressions environnementales et la quête de durabilité continueront probablement à façonner l'avenir du bio en France.

Une autre tendance qui influence l'avenir du bio est la montée du « locavorisme » (*mouvement prônant de ne consommer que des fruits et légumes locaux de saison, afin de contribuer au développement durable*). Cette nouvelle manière de consommer rencontre un franc succès, notamment auprès d'une clientèle urbaine en quête de produits authentiques et frais. Les circuits courts, bien que largement minoritaires dans la consommation alimentaire totale en France, réussissent à conquérir des parts de marché auparavant détenues par la bio. Cette évolution pose des questions essentielles sur les choix des consommateurs, l'impact sur les producteurs et le futur de l'agriculture biologique.

Alors que les circuits courts gagnent en popularité, comment la bio peut-elle s'adapter et préserver sa place dans l'univers de la consommation alimentaire ? C'est une interrogation qui mérite réflexion, car elle influence la trajectoire de l'agriculture biologique à venir. La montée du locavorisme ne signifie pas la fin de la bio, mais plutôt une opportunité d'innover et de répondre aux besoins changeants des consommateurs, tout en conservant les valeurs fondamentales de l'agriculture biologique. ■

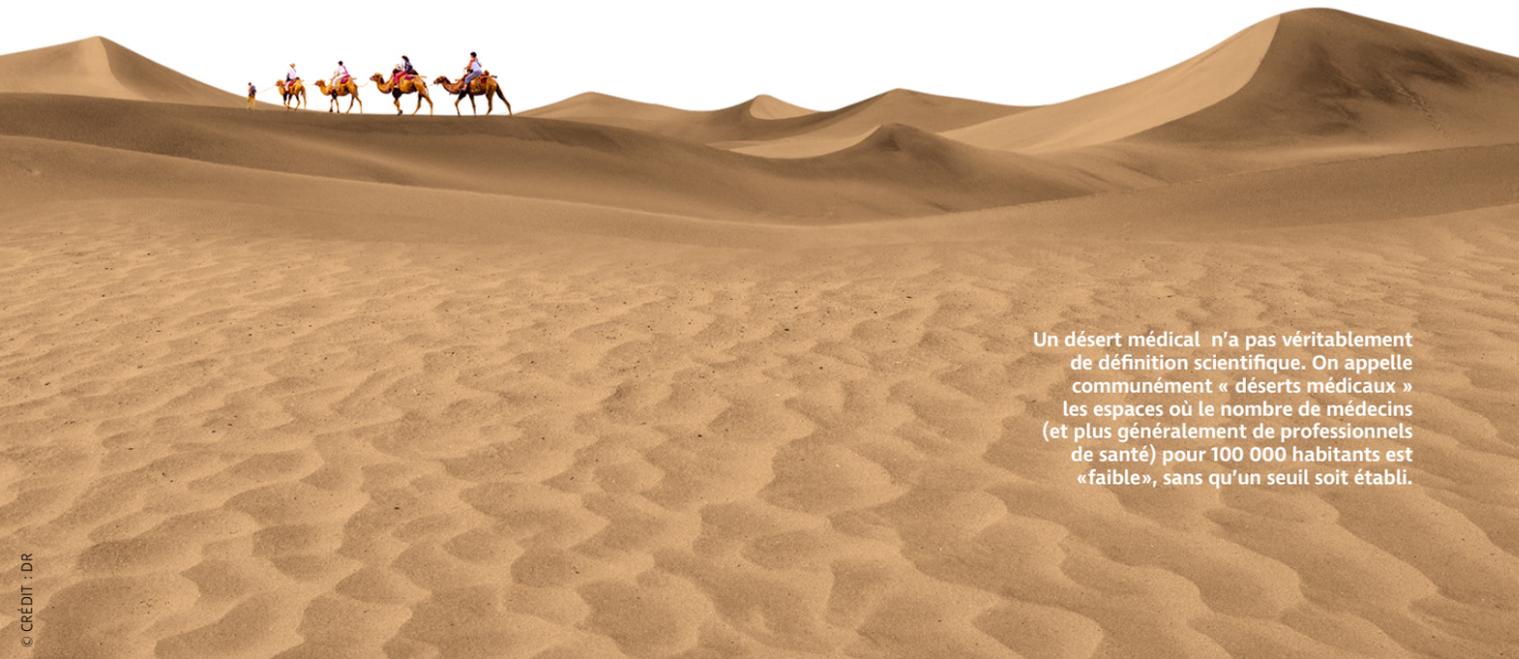
Ci-contre : Les marchés locaux bénéficient d'une augmentation d'une clientèle qui privilégie les circuits courts.



CREDIT: MARTIN SAUNIER-PLUMAZ

# DÉSERTS MÉDICAUX POURQUOI LA FRANCE TRAÎNE DES PIEDS

Huit millions de français sont sans médecins traitants et le Sénat vient de rejeter des mesures coercitives visant à réguler l'installation des praticiens sur le territoire national. Malgré des territoires en urgence absolue, la pusillanimité des politiques et le corporatisme des acteurs interdisent toute évolution. **ALICE DURAND**



Un désert médical n'a pas véritablement de définition scientifique. On appelle communément « déserts médicaux » les espaces où le nombre de médecins (et plus généralement de professionnels de santé) pour 100 000 habitants est « faible », sans qu'un seuil soit établi.



Selon l'IFOP, 81% des Français en 2023 considèrent la santé comme un thème tout à fait prioritaire pour les mois qui arrivent.

CRÉDIT : ERWANN RICHARD

# 87%

du territoire national est en état de désert médical. C'est ce qu'affirme la ministre Agnès Firmin Le Bodo, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé auprès du ministre de la Santé et de la Prévention. Près d'un tiers de la population vit dans les zones touchées. En dix ans, la France est passée de 63,4 millions à 68 millions d'habitants et de 101 435

médecins généralistes à 99 941, et le problème de densité ne devrait pas s'arranger avant 2033. « On ne peut pas demander à un médecin de travailler davantage, ce n'est pas possible. À ce moment-là c'est le burn out », assure Dr Mourgues, médecin généraliste à Pujols et vice-président du Conseil national de l'Ordre des médecins. Les semaines vont de 54 à 56 heures de travail pour les médecins libéraux français, avec des consultations qui s'enchaînent, des journées denses et des sollicitations du reste

de la patientèle en plus des consultations. En 2022, 65 % des médecins traitants déclarent être amenés à refuser de nouveaux patients, contre 53 % en 2019. Hélas, la situation n'est pas inédite et fait suite à d'anciennes décisions. En 1973, après le choc pétrolier et l'explosion du chômage, l'État souhaite réduire les dépenses de formation des médecins. Il met alors en place le *numerus clausus*, qui limite le nombre d'étudiants admis à entrer en formation. De 8000, on passe à 3000

médecins formés en 10 ans. En 1998, rebelote, avec la mise en place du dispositif MICA, offrant une prime d'incitation au départ à la retraite pour les médecins proches de l'âge. Mais deux décennies plus tard, au moment où la génération baby-boom part en retraite, on s'effare de constater le manque de médecins. Ce n'est qu'en 2020 qu'on supprime officiellement le *numerus clausus*. Le *numerus apertus* fait son apparition et permet d'augmenter le nombre de places à l'université. La répartition géographique des praticiens dépend aussi des dynamiques démographiques et sociologiques. Le renouvellement des générations de médecins libéraux devrait conduire selon la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques) à une baisse de l'offre globale de soins. Cela est dû à la féminisation de la profession (plus de 51% de la part des médecins sont des femmes), mais aussi à l'accroissement des aspirations personnelles. Fini les semaines à 70h des années 60, aujourd'hui on voudrait pouvoir travailler moins que les 55h hebdomadaires moyennes.

**Des mesures qui divisent**

Il l'avait promis. Pour répondre à ces enjeux, Emmanuel Macron a mis en place le « plan santé 2022 », visant à accélérer

la lutte contre les inégalités de santé et rendre le système « plus efficient. » En ce sens, la loi Valletoux adoptée en juin 2023 proposait des mesures de coercition visant à réguler l'installation des professionnels sur le territoire, comme l'adhésion obligatoire des médecins à une Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) ou l'obligation à la permanence des soins (PDS) pour toutes les professions de la santé. Mais elle a été rejetée deux fois, par l'Assemblée nationale et le Sénat, en juin puis en octobre 2023. Ces rejets traduisent un corporatisme médical qui prévaut sur l'intérêt général pour Maxime Lebigot, président de l'association de lutte contre les déserts médicaux. « Est-ce que d'autres professions ont les mêmes avantages ? Non ! Quand un infirmier s'installe quelque part, on ne le met pas en lien avec le MEDEF pour que sa femme puisse trouver du travail, on ne lui prête pas de locaux. C'est le retour à l'époque féodale, on a le médecin roi et les gueux. » Guillaume Garot, député du Parti socialiste de la Mayenne et dépositaire de plusieurs lois pour lutter contre les déserts médicaux, affirme quant à lui que la loi Valletoux, telle qu'elle sort du Sénat, est insuffisante. « Ce n'est pas de nature à répondre ni à l'urgence, ni à l'ampleur du problème. Et pourtant

*tout le monde fait le même diagnostic, c'est terrible. »* Du côté des syndicats de médecin, c'est une véritable victoire. Ceux qui ont suspendu leur mouvement de grève après l'annonce de la révision du texte par le Sénat défendaient le manque de sens des mesures coercitives de la loi. « Plus on met de contraintes, moins on aura de médecins généralistes », déclarait le 20 octobre Agnès Gianotti, la présidente du premier syndicat de médecins généralistes MG France, à nos confrères de France info. Même constat pour le Dr Dachicourt, président du syndicat ReAGJIR (Regroupement Autonome des Généralistes Jeunes Installés et Remplaçants) : « On déracine des étudiants de leur milieu pour les implanter dans des territoires urbains et on leur dit, après 10 ans passés dans cette grande ville qu'il faudrait aller ailleurs. Mais vers 30 ans, on construit sa famille. » Le médecin dénonce également des réorganisations territoriales « relativement complexes » qui ne sont pas de l'ordre à répondre à l'accès aux soins. « On rajoute encore des contraintes aux professionnels de santé qui sont déjà en train de désertier la médecine de ville en disant qu'il faut qu'ils s'engagent plus et qu'ils fassent plus. » En 2020, 49% des médecins présentaient

des symptômes d'épuisement professionnel. Mais les arguments sur le désengagement des étudiants sont « irrecevables » pour le député de Mayenne. « Regardez le nombre de candidats qui se présentent à la fin de la première année de médecine. Les étudiants sont là, donc les vocations ne sont pas éteintes. » Coté tarifaire, les évolutions devraient permettre de revaloriser le coût de la consultation libérale. Elle a déjà pu passer de 25 à 26,50 euros chez un généraliste le 1er novembre. C'est loin des 30 euros réclamés par de nombreux syndicats, par rapport à l'inflation. « En moyenne, sur tous les honoraires que perçoit un médecin généraliste en libéral, 47% passent dans les charges de cabinet », selon Raphaël Dachicourt.

**Des conditions de travail difficiles**

Calendrier oblige, le gouvernement acte en parallèle de la loi Valletoux le budget de la sécurité sociale 2024 par l'usage du 49.3 pour la deuxième année consécutive. Coup dur pour la santé qui devra continuer de travailler avec de nouvelles économies, à hauteur de 3,5 milliards d'euros, après la crise du COVID-19. En 2024, le déficit de la sécurité social pourrait atteindre 11,2 milliards d'euros. Mais les dépenses d'assurance-maladie devraient augmenter de 3,2%, et l'enveloppe dédiée à la médecine de ville, de 3,5%. Ce qui ne rassure pas pour autant tous les professionnels. « On nous dit que l'augmentation va au-delà de l'inflation prévue pour 2024, qui sera aux alentours de 3%. Mais l'inflation de l'année d'avant était de 5,8% et on n'a toujours pas ce qu'il faut », déplore Raphaël Dachicourt. « Si vous n'avez pas des fonds suffisants pour pouvoir négocier vous pouvez négocier autant que vous voulez, vous n'arriverez à rien. » Surtout, la population vieillit et la demande de prise en charge de soins de longue durée augmente, générant une perte en termes de conditions de travail. « Avant vous aviez rendez-vous pour un spécialiste sous 8 jours maintenant c'est en termes de plusieurs mois et encore, » estime le Dr Mourgues. « Dans le Lot-et-Garonne, les délais pour un rendez-vous chez le

« Il y a des délais parfois jusqu'à 3 semaines pour avoir un rendez-vous de consultation auprès de son médecin traitant »

**LIBEREZ DU TEMPS MEDICAL !**

Pour les professionnels de la santé, libérer du temps médical est une priorité, tout comme la prévention et la mise en place d'un système pluriprofessionnel coordonné. Beaucoup croient au système des maisons de santé, qui selon le Dr Mourgues, répondent de façon beaucoup plus satisfaisante que les CPTS à l'affaire. « Il faut une structure en nombre où les gens se connaissent, apprécient de travailler ensemble et puissent vraiment discuter entre eux sur des temps dédiés de réunions, » exprime-t-il, dénonçant par la même occasion la mauvaise dimension des CPTS qui fait « fuir les professionnels ». « Ce sont des structures qui sont parfois immenses avec plusieurs centaines de professionnels de santé qui regroupent 100 000 patients ou davantage. Ils ne se connaissent pas entre eux, ne partagent pas de projet de soin. »

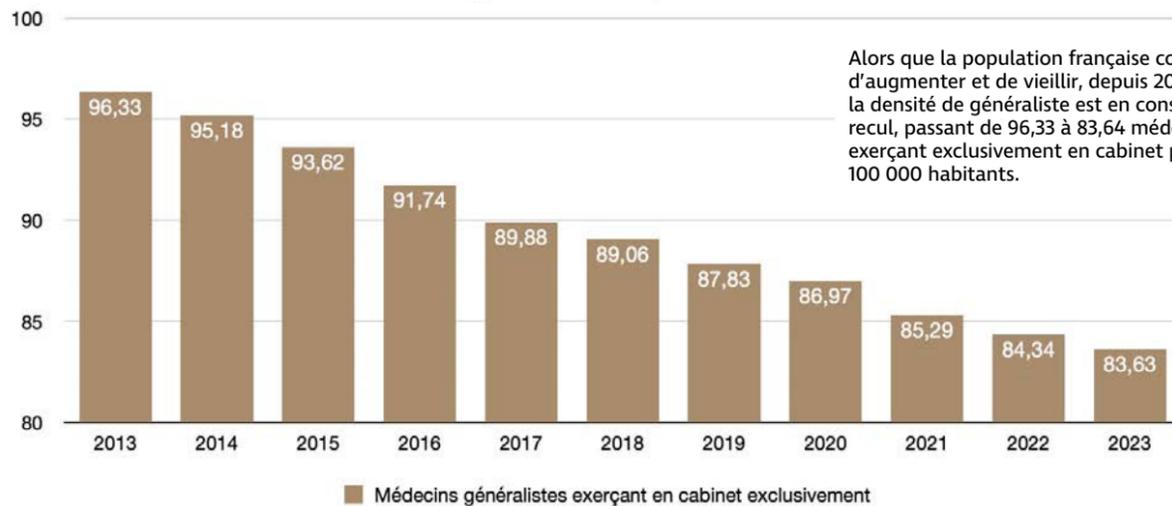
cardiologue sont de 6 mois à un an, » ajoute le médecin. « Des spécialités ont complètement disparu telles que la dermatologie. D'autres sont en carence très fortes telles que la gynécologie ou la psychiatrie. Pendant ce temps il faut que le patient arrive à avoir un médecin traitant il y a des délais parfois jusqu'à 3 semaines pour avoir un rendez-vous

de consultation auprès de son médecin traitant. » Une situation « très inquiétante » pour les patients, selon le vice-président de l'Ordre national des médecins. « Avoir accès aux soins est une chose mais faut-il que le parcours de soins soit facile, notamment pour les pathologies chroniques. » Sylvie Fonlupt, responsable communication de la Fédération nationale des infirmiers affirme quant à elle que l'insuffisance de financement du système de santé est la « cause racine » de la situation de pénurie actuelle de médecin. « On observe une augmentation exponentielle des besoins de soins et des besoins de prise en charge liés au vieillissement de la population. Ce n'est pas une nouveauté, toutes les politiques de planification auraient dû le prendre en compte. »

**Mettre en place un système pérenne**

De manière générale, un parcours de soin pluriprofessionnel coordonné par le médecin semble être apprécié des professionnels de santé. Le médecin déléguerait des actes au sein d'une équipe, qui pourrait à tour de rôle faire des consultations de suivi sans que celui-ci ait à revoir trop fréquemment les patients. Déjà plus de 2000 maisons de santé pluridisciplinaires ont été développées sur le territoire national depuis 2018, et 4000 sont attendues d'ici 2027. En ce sens, les centres de soins non programmés sont plus représentatifs de « l'émiettement de l'accès aux soins », considérés par certains professionnels comme l'« ubérisation de la médecine » car les médecins qui partent sur ce genre d'exercice ne seront pas médecins traitants. Pour Raphaël Dachicourt, on assiste à un « développement anarchique » des centres de soins non programmés. « Ils peuvent s'installer n'importe où, sans avoir de lien avec les professionnels du territoire et sans devoir rendre de compte à qui que ce soit. Ils sont mieux payés et on leur offre des meilleures conditions de travail, c'est normal qu'ils partent sur ce genre de médecine ! » En France, en 2023, 45,5% des médecins sont des médecins salariés (CNOM).

Evolution de la densité des médecins généralistes exerçant en cabinet exclusivement entre 2013 et 2023



Alors que la population française continue d'augmenter et de vieillir, depuis 2013, la densité de généraliste est en constant recul, passant de 96,33 à 83,64 médecins exerçant exclusivement en cabinet pour 100 000 habitants.

Champs: France  
Source : DREES, données au 1er janvier 2023  
La densité est exprimée en nombre de professionnels pour 100 000 habitants.



© CRÉDIT : EMMANUEL DUNAND / AFP

Des manifestants brandissent des fumigènes rouges pendant un rassemblement organisé par le groupe « Médecins pour demain » et la Confédération des syndicats de médecins français pour une augmentation des tarifs des consultations, à Paris le 1er décembre 2022. Depuis, de nombreux mouvements ont eu lieu pour une revalorisation à 30 ou 50€. Au 1er novembre 2023, les tarifs sont passés à 26,50€.

Même constat pour les *flying doctors*, ces médecins qui voyagent chaque semaine par avion pour pallier aux déserts médicaux. Expérimentée depuis janvier 2023 dans la Nièvre, la mesure n'est qu'une solution temporaire qui met en lumière la faiblesse du système de santé français. Le plus gros embarras de la médecine reste le temps médico-administratif. Selon la DREES, les tâches de gestion et de coordination représenteraient 10% du temps dédié des médecins généralistes en France. Dans le corps médical, on s'accorde sur une part qui monte de 15 à 20% des consultations. « Il y a un désamour de la médecine libérale en France à cause de la charge administrative », selon Maxime Lebigot. Le gouvernement a donc annoncé l'accélération du recrutement d'assistants médicaux qui n'existent que depuis 2019. En plus des tâches administratives

les assistants médicaux remplissent un rôle lors de la consultation, considéré comme essentiel pour éviter la surcharge de travail. Un objectif de 10 000 recrues d'ici fin 2024 a été fixé, qui s'inscrit dans le cadre du plan « Ma santé 2022 », présenté en 2018. Mais les critères pour pouvoir en bénéficier sont encore soumis à une augmentation de patientèle, « y compris quand on en a déjà une grosse », selon Raphaël Dachicourt. Une mesure insuffisante, pour le Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM), qui ne correspond pas aux 60 000 médecins traitants présents sur le territoire. « 5 médecins sur 6 n'auront pas d'assistants médicaux », dénonce le vice-président. En 2022, un médecin généraliste sur six assure lui-même son secrétariat (DREES). Pour rappel, l'installation de logiciels de reconnaissance vocale et la prise de rendez-vous en ligne par plus d'un tiers des praticiens (36 %) avait poussé la suppression de centaines de postes de secrétaires médicales. Autre mesure, la mise en place des guichets unique de l'accompagnement à l'installation, mis en place dans le dernier projet de loi de financement de la sécurité sociale et porté depuis plusieurs années par les syndicats de

médecins libéraux. Son but est d'accompagner les internes dans leur projet de l'installation et de création d'entreprise, ce pour lequel ils n'ont pas d'expérience. Enfin, l'Assemblée nationale a mis en place en octobre 2023 des mesures de simplification administrative, comme la suppression du certificat enfant malade.

### Un manque criant de professionnels

Évidemment, la mesure la plus évidente à mettre en place pour pallier à la pénurie de médecin, c'est la formation davantage de praticiens. Le numérus apertus mis en place en 2020 devrait pouvoir répondre à ce besoin. Mais les professionnels appellent à des changements d'organisation. « Actuellement, ceux qui font médecine sont souvent des enfants de personnes aux revenus moyens hauts. Si on accède aux FAC de médecine dans les territoires en dehors des CHU, ça permettrait à tout le monde de pouvoir y accéder, et de garder nos pépites dans nos territoires », déclare Maxime Lebigot qui souhaite également imposer les stages en zones sous dotées. Pour le président du syndicat ReAGJIR, la création d'antennes universitaires délocalisées dans des territoires en

tension serait une solution, bien qu'elle reste difficile à mettre en place. Sylvie Fonlupt croit quant à elle au développement des maisons de santé pluriprofessionnelles à reconnaissance universitaire (MSPU) pour que les étudiants puissent venir y travailler ou y effectuer des stages. Enfin, Guillaume Garot envisage lui un système « donnant-donnant » qui permettrait dès le lycée d'envisager des études de médecine. « L'idée est qu'il y ait un système de bourse plus important qu'aujourd'hui, en contrepartie de venir pendant 5 ou 10 ans exercer dans les zones de tension. » Il ajoute : « La régulation ne coûte pas un euro supplémentaire, c'est une affaire de volonté et de courage politique. »

### La France, mauvaise élève en prévention

Enfin, les récentes discussions mettent en valeur le retard important de la France en termes de prévention. Le gouvernement a déjà lancé le plan Priorité prévention depuis 2018 mais celle-ci représente toujours moins de 5 % du total des moyens financiers déployés dans le domaine de la santé en France. « Dès l'école, il faut former à gérer son capital de santé, sur le diabète, le tabac, la drogue, les IST », affirme Sylvie Fonlupt. « Il faut une mise en place de tous les outils de prévention dont on dispose qui passe notamment par la vaccination. On a un besoin d'une approche systémique. » En 2022, le Président de la République annonçait la mise en place du dispositif « Mon bilan prévention » dans le but d'améliorer l'accessibilité des opérations de dépistage et des campagnes de vaccination. Il a pu être lancé début novembre dans les Hauts-de-France pour les 45 – 50 ans et devrait être généralisé en 2024 pour trois autres tranches d'âge (de 18 à 25 ans, de 60 à 65 ans et de 70 à 75 ans). Le déroulé est simple, un entretien de 30 à 40 minutes avec un médecin, un infirmier, un pharmacien ou une sage-femme, remboursé intégralement pas la sécurité sociale. Plusieurs autres mesures devraient être mises en place, telle la possibilité d'obtenir le vaccin contre le papillomavirus dès l'âge de 11 ans, la disponibilité de préservatifs en pharmacie pour les moins de 26 ans, ainsi que

l'établissement d'un service dédié au repérage, au diagnostic et à l'accompagnement de toutes les situations de handicap chez les enfants jusqu'à 6 ans. Évidemment, le système de santé français n'est pas complètement HS. Selon le classement du groupe de réflexion britannique The Legatum, la France serait 20ème en termes de système de santé, devant la Grande-Bretagne (34ème) et les Etats-unis (69ème). Et pour cause, ce sont les assurances privées qui couvrent la majorité des Américains. Par ailleurs, le rôle de l'État fédéral américain est limité en termes de régulation, ce qui permet l'envolée des tarifs médicaux. En moyenne le montant d'une consultation aux Etats-Unis est de 150 dollars, soit 64% plus cher qu'en France. Du côté du Royaume-Uni, le NHS (National Health System) s'effondre dû au sous-financement du système de santé, ainsi que les pénuries de personnel. La privatisation du service de santé dans les années 80 a fracturé l'équilibre sur lequel il reposait, en faisant entrer un nombre important d'entreprises privées. Mais une partie du problème vient du succès même du NHS, car la population vit plus longtemps.

Surtout, les systèmes d'études américains et britanniques sont bien différents du modèle français. Sans gratuité possible, avec des coûts par années qui s'élèvent jusqu'à 45000 euros pour les universités publiques, les étudiants américains sont plus de 43 millions à s'endetter. Au Royaume-Uni, le coût moyen de l'Université est estimé à environ 17 109 £ par an. Les étudiants français n'ont donc pas à se plaindre des 170 à 3770 euros à déboursier par an. De toute part, les syndicats et professionnels français reconnaissent tout de même des avancées dans la mise en place d'un système sérieux. « Le clivage gauche droite a été dépassé sur les questions de santé, même si on voit bien que les lobbys médicaux sont plus forts que l'intérêt général, » déclare Maxime Lebigot. Pour Guillaume Garot, il est nécessaire de refonder le contrat entre la nation et les médecins et de se donner les moyens de répondre à la promesse d'égalité de tous devant les soins qui est constitutive de la République. « La santé ne peut pas dépendre de votre code postal ni de votre compte en banque, et les étudiants en médecine ont un rôle formidable à jouer pour réussir cela avec nous tous. » ■

Le nombre de médecins rapporté aux besoins de la population ne retrouvera son niveau actuel que vers 2035, selon une étude de la DREES.



© CRÉDIT : ERWANN RICHARD

J'ai vu pendant des années un psychologue car on me disait que c'était dans ma tête. 10 ans plus tard on me découvre une endométriose qui avait rongé tout mon système digestif », s'insurge Caroline, 57 ans, qui retrace son combat avec la maladie depuis 1992. Difficile à concevoir dans un pays où le domaine médical est bien développé, pourtant, le tout premier cours sur l'endométriose est apparu en 2019 en école de médecine. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'endométriose est

une maladie chronique qui survient lorsque les tissus semblables à la muqueuse utérine, appelés endomètre, se développent en dehors de l'utérus. Cette maladie inflammatoire est donc provoquée par la migration de cellules de l'endomètre, qui devraient normalement être complètement éliminées pendant les règles. « Il y a une idée préconçue selon laquelle il est normal de souffrir quand on a ses règles, et certaines personnes s'habituent à cette souffrance », réagit la gynécologue Chaima Gatri. La sensibilité de certains médecins

envers les demandes ou les préoccupations des patientes peut être mise en cause. Les grosses douleurs de Caroline sont apparues quand elle avait 26 ans, après une opération qui avait pour objectif de lui enlever un fibrome. « On m'a gratté tout l'endomètre à vif et après on m'a laissée rentrer chez moi sans m'expliquer la maladie que j'avais : l'endométriose. ». Des douleurs pendant les règles et lors des rapports sexuels sont les symptômes les plus courants de cette maladie chronique. Il est important de noter que l'un des symptômes...

# ENDOMÉTRIOSE

## SILENCE, ON SOUFFRE

... majeurs de l'endométriose est le trouble de la fertilité. « Les règles excessivement douloureuses et abondantes sont en réalité le résultat de la présence d'adénomyose, une forme d'endométriose qui se localise à l'intérieur de l'utérus », indique la gynécologue Chaima Gatri. L'endométriose ne crée pas seulement des douleurs au niveau du petit bassin. Giulia, bénévole à l'association Endofrance explique que « Dans certains cas, les femmes ressentent des douleurs à l'épaule droite pendant leurs règles. Cette douleur est souvent due à la présence d'endométriose localisée dans le diaphragme ou sur la plèvre des poumons. » Toutefois, il existe d'autres symptômes associés à cette condition, notamment des troubles gastro-intestinaux pendant et en dehors des menstruations, tels que la diarrhée, la constipation et les ballonnements. Les personnes atteintes peuvent avoir fréquemment

des infections urinaires, des douleurs pelviennes et des brûlures vaginales. Caroline raconte comment l'endométriose impacte la vie d'une femme « On est extrêmement fatiguée, on est tout le temps malade car notre système immunitaire est affaibli. On perd nos cheveux, on est en manque de fer permanent, c'est un cercle vicieux. La moindre angine qui passe, on l'attrape ».

### La difficulté à accepter la maladie

« Il y a une obligation à s'adapter en permanence avec cette maladie », constate la psychologue clinicienne et sexologue Donatienne Bethemont. Les souffrances physiques sont souvent associées à des souffrances psychologiques. « Elles viennent me consulter au premier plan pour les douleurs quotidiennes et les douleurs physiques que la maladie chronique engendre. Cependant, c'est l'impact sur leur

sociabilité qui ressort des entretiens », rajoute-t-elle. La fatigue chronique mais aussi la dépression et l'anxiété sont des conséquences de cette maladie. « Il a fallu 10 ans de souffrances physiques et psychologiques pour que l'on pose mon diagnostic » déclare Caroline. L'endométriose ne se limite donc pas aux symptômes physiques. Les femmes qui en souffrent font face à des conséquences psychologiques, sociales et professionnelles. « Pour celles qui me consultent pour ces raisons, cela a un impact significatif sur leur bien-être psychologique » affirme Donatienne Bethemont. Dans la majorité des cas, elles doivent suivre un certain protocole, comme par exemple l'obligation d'éviter l'alcool ou certains aliments, en fonction du degré de gravité de leurs lésions d'endométriose. Leur vie sociale est donc impactée, les amenant parfois à se sentir exclues, incapables de participer à certaines

L'endométriose, est une maladie méconnue qui touche près de 10% des femmes en âge de procréer. Cette maladie chronique peut causer des douleurs menstruelles invalidantes, des problèmes de fertilité, et avoir des conséquences psychologiques. Après des décennies d'inaction, la recherche et la prise de conscience progressent.

JEANNE GATEPAILLE

Les douleurs au ventre provoquées par l'endométriose handicapent de nombreuses femmes au quotidien.

activités ou de fréquenter certains endroits. « Tu ne sors pas car tu es fatiguée, tu ne peux pas danser car tu as mal au ventre, tu dois t'asseoir. Les concerts, les festivals ça devient impossible » explique Maïwenn, une patiente de 27 ans. Les douleurs en elles-mêmes, la fatigue, et la nécessité de jongler entre leurs projets personnels ou professionnels tout au long de la semaine, sont également des aspects difficiles à gérer. Sur le plan social, bien que leurs amis puissent être compréhensifs, certaines femmes préfèrent ne pas en parler. Ainsi, elles évitent d'être perçues comme toujours épuisées ou incapables de suivre le rythme des autres.

La honte constitue un élément qui influe aussi sur la vie de ces femmes. « J'ai toujours eu honte. Ce sentiment surgit parce qu'on nous répète que la douleur est psychologique. Un psychologue m'a dit un jour que je devais faire des efforts si je voulais un enfant » affirme Caroline. Cela peut également

**On estime 7 à 10 ans d'errance médicale pour que cette maladie inflammatoire soit identifiée.**

**DONATIEBETHEMONT**

impacter leur travail, leurs études car les règles douloureuses peuvent les contraindre à s'absenter. « Depuis que j'ai mes règles, je suis souvent absente en cours ou sinon je prends des médicaments pour tenir » indique Noa, une patiente de 24 ans.

**Un diagnostic qui se fait attendre**

De nombreuses femmes dépeignent des histoires de vies chaotiques comme Noa, Yara, Maïwenn atteintes d'endométriose depuis des années. La psychologue clinicienne, Donatienne Bethemont, dépeint ces parcours compliqués. « Je constate fréquemment, dans les témoignages de ces femmes

et dans la douleur qu'elles partagent, qu'elles ont traversé de nombreuses années d'incompréhension de la part de gynécologues, de médecins généralistes, de leur famille, et même au sein de leurs relations amoureuses. »

Les troubles de fertilité associés à l'endométriose peuvent engendrer un stress émotionnel, même si certaines patientes ne rencontrent pas ce genre de problèmes. Par ailleurs, pour d'autres, le recours à l'assistance médicale à la procréation peut offrir une solution. Selon la psychologue Donatienne Bethemont « Il n'y a pas de lien systématique entre l'endométriose et l'infertilité, et les résultats demeurent incertains. »

Même avec la mise en place en France de la stratégie nationale de lutte contre l'endométriose par le gouvernement en 2022, le diagnostic de la maladie demeure difficile.

L'errance médicale et la honte favorisent le silence des femmes atteintes de l'endométriose.



Les règles abondantes voire hémorragiques sont un symptôme de l'endométriose.



Il prend beaucoup de temps pour les femmes qui en sont atteintes. « On estime entre 7 à 10 ans d'errance médicale pour que cette maladie inflammatoire soit identifiée », rajoute la psychologue. L'une des causes est la difficulté d'apercevoir cette maladie par le biais d'examens médicaux traditionnels comme la palpation chez le gynécologue. Giulia, bénévole à l'association Endofrance explique « qu'il est possible que des atteintes de la maladie ne soient pas visibles par des méthodes d'imagerie, ce qui nécessite de consulter un médecin bien informé sur la maladie pour poser un diagnostic sans recourir à l'imagerie médicale ».

En fonction du type d'endométriose, qu'elle soit superficielle ou profonde, les méthodes de diagnostic divergent. Comme l'explique l'OMS dans son rapport « l'endométriose superficielle, localisée principalement dans le péritoine pelvien », est plus facilement détectable. Lors d'un examen gynécologique, « il est rare mais possible de détecter une endométriose superficielle », explique la gynécologue Chaima Gatri. À contrario, l'endométriose profonde, localisée dans le septum recto-vaginal, la vessie et le rectum est difficile à diagnostiquer. Pour repérer une endométriose profonde, il est nécessaire d'utiliser des méthodes telles que l'IRM ou l'échographie pelvienne, même si la détection des lésions avec ces imageries peut s'avérer incertaine.

**Pesticides, hérédité, génétique : des hypothèses envisagées**

Bien que diverses hypothèses sur l'origine de l'endométriose émergent dans le domaine scientifique, elles demeurent toutes hypothétiques. Les opinions des spécialistes divergent. Selon les recherches actuelles, « La cause la plus probable de cette maladie serait une migration certainement due à une désobéissance à l'ordre donné par le cerveau. Les cellules devraient être éliminées sous forme de règles. Cette désobéissance entraîne des conséquences imprévisibles, car les cellules peuvent pénétrer dans l'utérus, ou bien faire marche arrière et se propager dans diverses parties de la cavité péritonéale. » explique Chaima Gatri. Ces cellules se déplacent alors librement et peuvent se localiser dans

certains organes particuliers, tels que l'espace entre l'utérus et la vessie, le côlon, les ligaments utéro-sacrés, le Douglas (au fond du pelvis) et même le diaphragme.

Le facteur familial est analysé en parallèle par le CHU de Montpellier qui suspecte un caractère héréditaire à l'endométriose. Des tests sont également en cours à l'hôpital Tenon et à l'Institut Cochin puisqu'ils examinent l'aspect génétique de la maladie. En analysant le génome de plusieurs femmes atteintes de la maladie au sein d'une même famille, l'objectif est d'identifier les gènes susceptibles d'augmenter le risque de développer l'endométriose. Ces origines demeurent pourtant des hypothèses.

D'autres recherches questionnent le rôle des pesticides dans l'origine de l'endométriose comme l'Institut de Recherche en Santé de la Femme situé à Versailles et l'association nantaise des problèmes de reproduction. Ces derniers souhaitent mettre en évidence l'impact des produits contaminants dans les aliments sur l'apparition de l'endométriose. Ils suspectent qu'à partir du moment où une femme consomme des aliments contenant des pesticides, elle pourrait transmettre ces substances à ses filles, perturbant ainsi leur système de reproduction.

Cependant, il est important de trouver des solutions quand « Dans 70% des cas, les règles entraînent des douleurs invalidantes qui ne répondent pas aux anti-inflammatoires et aux antidouleurs », affirme Giulia, bénévole à l'association Endofrance. De nouveaux traitements sortent régulièrement et des solutions peuvent être mises en place pour protéger les patientes. « Il est impératif d'améliorer notre confort », exprime l'étudiante de 22 ans Yara. Des moyens tels que des médicaments qui arrêtent les règles, comme la progestérone, pour cesser la sécrétion de sang et ainsi empêcher

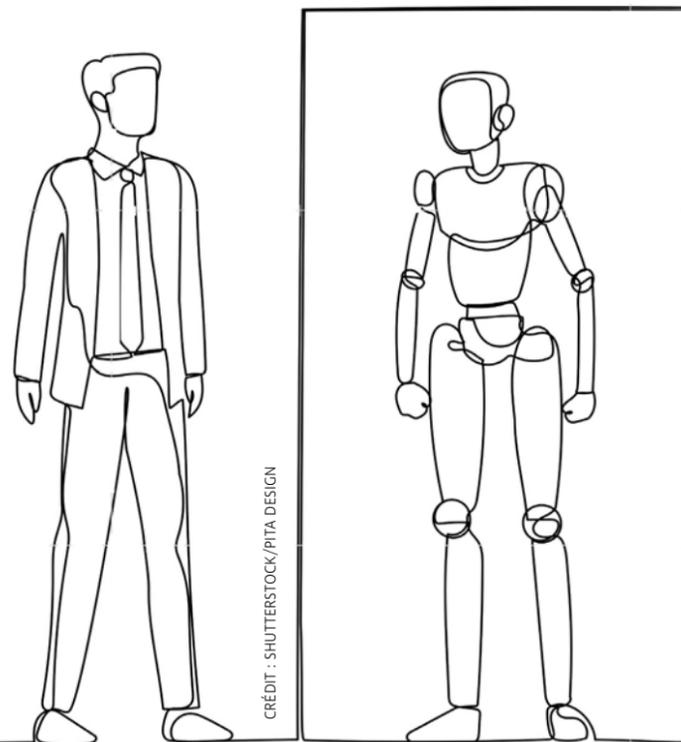
**Il reste beaucoup de travail à faire.**

**GIULIA**

l'apparition de lésions sont proposés aux patientes. La rééducation du périnée est aussi pratiquée pour réduire les douleurs pendant les règles et les rapports, tandis qu'un régime alimentaire anti-inflammatoire est adopté. Afin de réduire à la fois les douleurs physiques et psychologiques et de mettre un terme aux déclarations telles que « c'est dans ta tête », il est essentiel de promouvoir la sensibilisation et la vulgarisation de cette maladie. Selon la psychologue clinicienne et sexologue, « Cela implique d'en discuter dès le collège et le lycée. Il faut briser le tabou entourant les règles, y compris dans le contexte des relations de couple ». En brisant le silence qui entoure cette maladie, on peut offrir aux femmes atteintes d'endométriose la compréhension et le soutien dont elles ont besoin.

« Il reste beaucoup de travail à faire » constate Giulia. Sans des associations telles qu'Endofrance et Resendo, l'avancée n'aurait jamais été la même. Elles récoltent des fonds pour la recherche, estimant que le financement actuel dédié reste toujours insuffisant. ■

# Les dérives de l'IA



CRÉDIT : SHUTTERSTOCK/PITA DESIGN

L'Intelligence Artificielle voit le jour dans les années 50. C'est un mathématicien anglais, Alan Turing, qui, le premier, décide de mener une expérience dans le but de définir s'il est possible pour une machine d'imiter l'intelligence humaine. Ce test gardera son nom : Test de Turing. Sept décennies plus tard, l'IA ne passe toujours pas le test, mais est considérée comme une révolution technologique. Seulement, son accessibilité en a aussi fait la porte ouverte aux dérives humaines. Si l'IA fait avancer notre société, elle la révèle également à elle-même. Pour le meilleur et pour le pire. **JUSTINE KOUASSI**

En quelques générations seulement, l'IA création de l'être humain, est devenu son reflet biaisé.

**B**lanc, masculin, plutôt jeune. C'est ainsi que les IA représentent les cadres qui occupent les postes à haute responsabilité. Quand on demande à une IA générative du type *Midjourney* ou *DALL-E*, logiciels anglophones, de représenter un « CEO » (PDG), le résultat obtenu est toujours l'image d'un homme. À l'inverse, quand on demande à voir

« a secretary » (un ou une secrétaire), l'image générée est toujours celle d'une femme. En effet, depuis l'émergence de l'IA générative, il est aisé de créer une copie numérique de notre monde. Seulement, cet algorithme utilise des informations archivées sur le web, depuis la création d'internet, jusqu'à Avril 2021. À la vitesse à laquelle évolue notre société, l'IA générative en recrée

donc une version déjà presque obso-lète. Si elle se veut le reflet de notre société, avec ses codes et ses habitudes, elle reproduit aussi ses tares et ses inégalités. Ainsi on détecte très tôt la présence de biais discriminatoires au sein même des algorithmes qui composent l'Intelligence Artificielle. En d'autres termes, sa programmation pousse l'algorithme à « préférer » certains profils à d'autres, en se basant sur des critères tels que l'âge, la couleur de peau, ou encore le genre.

On n'oubliera pas quand, en 2018, Amazon avait dû se débarrasser d'un algorithme, après s'être rendu compte qu'il contenait d'importants biais sexistes. L'entreprise américaine avait décidé de mener une expérience, dans laquelle 100 CV étaient confiés à un algorithme. Celui-ci devait les trier avec un système de notation, afin de faire ressortir les cinq meilleurs. Seulement, le logiciel mettait systématiquement de côté les candidatures des femmes, quel que soit le nombre de changements effectués dans sa programmation. Les algorithmes ont aussi montré des tendances racistes, en témoignent les résultats de l'algorithme COMPAS, (*Correctional Offender Management Profiling for Alternative Sanctions*). Cet outil judiciaire a été créé en 1990 pour évaluer les risques de récidive des détenus. Seulement au cours des années 2010, plusieurs enquêtes ont démontré que COMPAS attribuait un risque de récidive beaucoup plus élevé aux prisonniers noirs qu'aux prisonniers blancs, même lorsque leur historique d'arrestations et d'incarcérations était plus bas. Selon le média ProPublica, les algorithmes estimaient de 45% leurs risques de récidive, alors que seuls 28% récidivaient. À l'inverse, elle estimait à 23% les risques de récidive des personnes blanches, quand 48% d'entre eux récidivaient. Après tout, le monde de la Tech n'est composé que de 27 % de femmes, et de 22 % de personnes de couleur. Peut-on réellement blâmer l'IA quand on sait qu'elle ne fait qu'imiter notre société ?

#### SPOILER ALERT : La réponse est NON.

Manuel Davy, concepteur d'IA, chercheur en *Machine Learning\** et directeur de La Cité de l'IA, est catégorique :

si la technologie des IA leur permet de reproduire des concepts, elle ne leur permet en aucun cas d'en créer. Une IA n'a pas de conscience. « *Si jamais cela devait arriver ce ne serait pas avant de nombreuses années* », explique-t-il ironiquement. On est donc encore loin des odysées spatiales à la Kubrick\*, ou des histoires d'amour entre homme et machine de Spike Jonze. Pourtant, si la réponse paraît évidente, c'est bel et bien sur l'IA et sur ses concepteurs que l'on rejette la faute. C'est d'abord l'IA que l'on cherche à changer quand il y a un problème. Les nombreuses solutions proposées pour remédier aux biais discriminatoires en attestent. L'une des plus récentes étant le développement de l'IA dite « éthique »,

pour qu'elle voit le jour. Parmi eux, Axel Legay, également professeur à l'École polytechnique de Louvain. Pour lui, il est tout simplement inacceptable qu'une technologie à qui l'on confie des tâches aussi importantes soit incapable d'expliquer son raisonnement. Néanmoins, pour lui, le réel problème reste l'utilisateur de l'IA : l'être humain. Le développement et l'accessibilité de l'IA rendent les fraudes de plus en plus fréquentes, et de moins en moins faciles à débusquer, confie-t-il. « *Avec des outils comme Chat GPT, n'importe qui peut se faire passer pour n'importe qui. Il n'a jamais été aussi facile d'écrire des e-mails à des fins frauduleuses, ou même de contrefaire sa voix au téléphone.* » Mais le développement des



CRÉDIT : ISTOCK/VISUAL GENERATION

En 2021, 54 % des entreprises françaises ont été victimes de cyberattaques. La même année, 43 % des attaques concernaient une demande de rançon contre seulement 20 % en 2020. Selon plusieurs études, le confinement serait à l'origine de cette augmentation.

car capable d'expliquer son « mode de fonctionnement ». En effet, depuis sa création, même les scientifiques et mathématiciens se retrouvent confrontés à un mystère : la « boîte noire » de l'IA. On sait quelles données entrent, on sait quelles données sortent, mais le processus entre les deux est encore mal compris, même par les concepteurs. Le meilleur moyen d'éviter d'appliquer accidentellement des biais discriminatoires, serait donc d'utiliser un algorithme capable d'expliquer la raison de ses choix. On contournerait ainsi le problème de la « boîte noire ». Cette technologie, qui en est encore à ses tâtonnements, plusieurs développeurs et experts en cybersécurité se sont battus

IA a eu des conséquences plus graves encore sur la cybersécurité. « *Les hackers se sont tellement perfectionnés que certains se sont même organisés en "entreprises". Il y a les employés qui récupèrent les informations, ceux qui sont chargés de les revendre, et leurs clients* ». Malheureusement, les « pirates du web » sont quasiment impossibles à localiser, car la plupart d'entre eux travaillent sur le Darkweb\*. « *C'est pour ça, que c'est très dur de fermer ces sites* », explique Axel Legay. « *On ne peut pas se contenter de dénoncer les créateurs pour faire disparaître toutes leurs plateformes. Le mieux que puisse faire la police du web en 2023, c'est encore d'infiltrer ces groupes, et de faire*

fermer leurs sites individuellement. Néanmoins, rien ne les empêche de rouvrir. » L'organisation des hackers ne s'arrête pas là, puisque les ingénieurs en cybersécurité voient émerger de plus en plus de rançongiciels\* (ou logiciels rançonneurs). Pourtant, la récupération de données ne relève pas toujours du vol. Les données viennent le plus souvent de l'utilisateur lui-même. Quand il signe des conditions d'utilisation, dans lesquelles une clause donne accès à ses données. Ou encore en acceptant les fameux « cookies », qu'on lui propose avec un peu trop d'insistance, quand il consulte certains sites internet. « Peu importe leur origine, donner un accès, même minime, à ses données, c'est laisser n'importe qui entrer dans sa vie privée. »

### Les hommes qui n'aimaient (toujours) pas les femmes

Il existe néanmoins de nombreuses associations, prêtes à combattre plus « frontalement » ceux qui font mauvais usage de la technologie. Car si la plupart des receleurs de données les récupèrent à des fins commerciales, certains internautes les utilisent à des fins purement nocives. Parmi les instruments de cette violence, les « Comptes Fisha » sont parmi ceux qui font le plus parler d'eux. Ce sont des comptes sur les réseaux sociaux, en général Snapchat et Télégram, qui publient des photos et des vidéos intimes de jeunes femmes sans leur

consentement. En résumé, c'est du Revenge Porn\* organisé. Ces comptes, il y en a des centaines. Par lycées, par villes, par régions, les utilisateurs s'échangent des images de femmes et de jeunes filles, souvent mineures. Ce sont « fisha # numéro de la ville ou du département ». Les échanges s'accompagnent en générale d'incitations à la violence, à l'humiliation. Pire encore, ils s'accompagnent aussi des informations personnelles des victimes. Pour lutter contre eux, s'est formé en 2020 le collectif #StopFisha, aujourd'hui devenu une association de 92 personnes, qui signale en masse le cyberharcèlement lié aux violences sexistes et sexuelles. L'association a été parmi les premières, et reste aujourd'hui l'une des seules, à lutter contre les Comptes Fishas. « Il y a une réelle volonté de faire mal, de blesser physiquement et psychologiquement les femmes » nous confie Shanley, fondatrice de l'association. « La violence prend une dimension virtuelle en plus du physique ». La pratique du Revenge Porn, déjà courante pendant les années 2010, s'amplifie pendant le premier confinement. « Le confinement était une période où on avait un faux sentiment de sécurité. Puisqu'on n'était plus confrontés au harcèlement de façon physique. Malheureusement, le fait qu'il n'y ait plus "la rue" n'a pas arrêté les hommes. Ils ont trouvé d'autres façon de nous faire du mal. » La démocratisation de l'IA générative n'a pas arrangé

les choses. « Aujourd'hui, avec les deep-fakes\* n'importe qui peut se retrouver dénudé sur internet. Plus que jamais les femmes sont en danger ». Quand on sait que 96% du contenu créé grâce aux IA génératives est d'ordre pornographique, on ne peut que constater que l'IA devient peu à peu l'instrument d'une culture du viol déjà très ancrée dans notre société. Disposant aujourd'hui d'une large communauté, l'association travaille main dans la main avec de nombreux moteurs de recherche, ainsi qu'avec la plate-forme Pharos, pour traquer et faire disparaître ces contenus. « Ces comptes sont une menace pour la sécurité et l'intégrité physique et morale de centaines de personnes, en grande majorité des femmes », déplore Shanley.

Poussés à bout, nombreux sont ceux que le cyberharcèlement a mené au suicide. Mathis Bourgeois, président de l'association : « Association de Lutte Contre le Harcèlement Scolaire et en Dehors du Cadre Scolaire (Cyberharcèlement, Agressions Morales) » témoigne : Du piratage de comptes personnels au Revenge Porn, souvent à l'aide de deepfakes, c'est désormais dès l'entrée au collège que les adolescents utilisent l'IA pour se blesser mutuellement. Si Mathis Bourgeois ne s'étonne plus de l'âge des victimes et des bourreaux (entre 13 et 16 ans pour la majorité), il s'étonne néanmoins de la fréquence et de la violence du harcèlement auquel il est confronté. En seulement deux ans d'existence, l'association a eu à gérer plus de 170 dossiers. La moitié relevaient du cyberharcèlement, et les 2/3 de ces victimes étaient de sexe féminin. Malheureusement, le champ d'action du président est limité. Comment surveiller l'utilisation d'un outil accessible à tous ? Pour lui, il n'y a qu'une seule solution : l'éducation. « C'est dès le collège qu'il faut apprendre aux jeunes et à leurs parents à être vigilants avec internet. Surtout avec l'utilisation des IA ». Le président de l'association le sait, à la vitesse à laquelle se développent les IA, les choses ne vont pas aller en s'améliorant. Il blâme en partie l'État français pour le mauvais encadrement des technologies : « wwque ça ne bouge plus. Le vote de nouvelles lois ne suffit pas si elles ne sont pas appliquées » déplore-t-il en faisant allusion



Selon une étude publiée par e-enfance en 2022, 60% des jeunes de 18 à 25 auraient déjà subi du cyberharcèlement. 49% d'entre eux auraient déjà pensé au suicide.

CRÉDIT : ISTOCK/VISUAL GENERATION

au AI ACT\* et au DSA\*, textes de lois votés en 2022, pour encadrer la vie numérique. Ces textes sont donc censés s'assurer que les citoyens jouissent des mêmes droits en ligne, que dans la vie réelle.

IRL ou online, la malveillance n'est pas inéluctable. L'éducation demeure la meilleure manière de se protéger contre des comportements que le XXI<sup>e</sup> siècle a heureusement rendu inacceptables. Malheureusement, la coercition

reste pour le moment encore indispensable et le manque de moyens et d'effectifs déployés par la République est scandaleux. Le coupable ayant presque toujours un numéro IP permettant de l'identifier, la punition n'est pourtant qu'à un clic. ■

## LE GLOSSAIRE

-  **ALGORITHME ET IA** Un algorithme informatique est une série de tâche que l'on donne à un ordinateur. Ce sont les instructions qu'on donne à une machine pour transformer les « inputs » en « outputs ». L'IA est un algorithme particulier qui a pour but d'imiter une intelligence humaine.
-  **DEEP LEARNING** L'apprentissage profond ou apprentissage en profondeur est un sous-domaine de l'intelligence artificielle qui utilise des réseaux neuronaux pour résoudre des tâches complexes grâce à des architectures articulées de différentes transformations non linéaires
-  **MACHINE LEARNING** champ d'étude de l'intelligence artificielle qui vise à donner aux machines la capacité d'« apprendre » à partir de données, via des modèles mathématiques.
-  **STANLEY KUBRICK** a réalisé 2001, l'Odyssée de L'espace en 1968. Spike Jonze a réalisé Her en 2013. Tous deux sont des films où des Intelligences Artificielles développent une conscience.
-  **DEEPPAKE** Le deepfake, ou hypertrucage, est une technique de synthèse multimédia reposant sur l'Intelligence Artificielle. Elle peut servir à superposer des fichiers vidéo ou audio existants sur d'autres fichiers vidéo ou audio. Cette technique peut être utilisée pour créer des informations mensongères et des canulars malveillants.
-  **DARK WEB** Partie d'internet délocalisée, et uniquement accessible via d'autres sites internet
-  **RANÇONGICIEL** est un logiciel malveillant qui prend en otage des données personnelles. Pour ce faire, un rançongiciel chiffre des données personnelles puis demande à leur propriétaire d'envoyer de l'argent en échange de la clé qui permettra de les déchiffrer.
-  **IA GÉNÉRATIVE** L'IA générative ou l'intelligence artificielle générative fait référence à l'utilisation de l'IA pour créer de nouveaux contenus, comme du texte, des images, de la musique, de l'audio et des vidéos.
-  **REVENGE PORN** Pratique consistant à publier sur les réseaux sociaux un contenu à caractère sexuel d'une personne dans le but de lui nuire.
-  **THREAD** Série de poste collectée par une personne et connectés entre eux.
-  **AI ACT** Législation sur l'intelligence artificielle
-  **DSA** Digital Services Act, le règlement européen sur les services numériques

CRÉDIT : FREEPIK

# Cybercrime et châtements



Les cyberattaques sont quasiment les mêmes, que l'on soit un particulier ou un professionnel » selon Philippe Mahieux, formateur en sensibilisation des risques cyber auprès des entreprises. N'importe

qui peut être une cible selon lui, mais à des échelles différentes en termes d'attaques. Les cybermenaces présentent un risque de plus en plus fréquent et dangereux. L'évolution qualitative et quantitative des attaques oblige l'amélioration des mesures de protection. Les entités publiques telles que l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) et des organisations privées jouent un rôle crucial dans la lutte contre le cybercrime.

La cyberattaque la plus courante est le rançongiciel, un virus qui prend en otage des données personnelles. Selon Clara\*, qui travaille à la Sous-Direction des Opérations (SDO) de l'ANSSI, les effets d'un rançongiciel sont très visibles. Il arrive parfois que l'attaquant ne cible pas l'entité victime au départ et s'en prenne à cette dernière par hasard. Un grand nombre d'entités peut alors être touché par ce type

d'attaque. « Même si les cybermenaces n'épargnent aucun secteur d'activité, les victimes de rançongiciels sont principalement des collectivités territoriales, des établissements de santé et des entreprises du secteur de l'industrie », déclare le vice-amiral Alain Christienne, expert en cybersécurité. Les deux plus grandes cyberattaques de type rançongiciel sont le « wana-cry » et le « stuxnet », d'après Gabin Ibert, employé de l'entreprise HeadMindPartners, (conseil en cybersécurité). La cyberattaque « wana-cry » est un logiciel malveillant auto-répliquant connu pour une attaque d'ampleur mondiale en 2017. Le « stuxnet » est quant à lui un virus destructeur utilisé dans le passé par les services secrets d'Israël et des États-Unis.

Mis à part le rançongiciel, d'autres types de cyberattaques sont tout autant menaçantes. L'employé de HeadMindPartners en cite plusieurs, comme l'injection SQL, la DDOS et l'espionnage. La première consiste en l'exploitation de failles de sécurité pour trouver les vulnérabilités du système informatique avant son constructeur.

La cybercriminalité augmente de manière significative depuis quelques années. Les cyberattaques se multiplient, se précisent, et leurs auteurs sont également plus compétents. Les organismes publics comme l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) mais aussi des organismes privés comme des entreprises de conseil mettent alors en place des mesures de protection et de lutte contre la cybercriminalité. **PAULINE ROBERT**

C'est par exemple le cas de Windows qui a été victime de ces attaques à plusieurs reprises selon Philippe Mahieux. La DDOS est une attaque par déni de service. Elle rend indisponible un service ou en bloque l'accès à ses utilisateurs. Enfin, l'espionnage implique des attaquants avec beaucoup plus de moyens selon l'employée de l'ANSSI. Cette attaque est plus discrète et peut « se faire remarquer seulement quelques mois plus tard ». Selon Alain Christienne, « le cyberspace est devenu un terrain de confrontation entre États et un espace dans lequel se développe l'espionnage scientifique, économique et commercial ».

Asmita Schoettli, membre de l'ONG CyberPeaceInstitute souligne également « l'expansion d'un 'business-model' nommé 'hacker as a service' ». Il s'agit de pirates informatiques qui vendent leurs services à des individus ou à des organisations. Ils sont généralement financés par des organisations criminelles. D'après l'ONG, ces « hactivistes » n'agissent pas dans un but financier mais pour « transmettre leur idéologie et défendre leurs convictions ».

## L'évolution des cybermenaces

Selon Alain Christienne, la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, conduit par le ministre des Armées et publié en 2017, soulignait le renforcement des menaces dans le

cyberespace. Depuis, les cyberattaques se renouvellent ainsi que leurs cibles. La loi de programmation militaire 2024-2030 prévoit alors un budget de quatre milliards d'euros pour la cyberprotection, contre 1,6 milliard d'euros pour la LPM de 2019-2025. D'après Mathieu Feuillet, le sous-directeur des opérations de l'ANSSI, « l'écosystème cybercriminel est de plus en plus professionnel et réactif ».

L'année 2020 a été un tournant dans le domaine de la cybercriminalité dans le contexte de la crise sanitaire. Les entreprises ont dû rapidement déployer des accès à distance afin de développer le télétravail, qui met alors en danger leur système informatique. Mathieu Feuillet explique également lors d'une conférence du SSTIC (Symposium sur la sécurité des technologies de l'information et des communications) que l'ANSSI devait fournir un effort considérable de protection des organismes de santé, au vu du contexte sanitaire. Le secteur de la santé est un domaine particulièrement sensible en terme de données personnelles et de confidentialité.

« Le ministère des Armées est une cible privilégiée d'acteurs malveillants. »

**ALAIN CHRISTIENNE**

Dans les secteurs industriels, les petites entreprises qui sont « dans la chaîne de sous-traitance des grandes » deviennent une cible depuis 2021. Leur niveau de sécurité informatique est souvent plus faible car ces entreprises n'ont pas conscience d'être une cible et n'ont pas forcément un budget adapté pour lutter contre ce type de menaces.

Le sous-directeur des opérations de l'ANSSI décrit l'année 2021 comme une « année atroce » en matière de cybercriminalité. La France était visée par une grande campagne d'espionnage étranger. L'ANSSI a identifié plus de cent entités ciblées par de l'espionnage, dont plus de vingt ont été compromises. Mathieu Feuillet décrit cette campagne comme la plus « massive face aux intérêts français ». Selon Alain Christienne, « le ministère des Armées est une cible privilégiée d'acteurs malveillants ». 830 incidents ont été recensés en 2018, tous à des fins d'espionnage.

L'invasion russe en Ukraine représente également un événement important pour la cybercriminalité. Depuis 2022, des acteurs hactivistes pro-russes et pro-ukrainiens lancent des attaques contre les intérêts français. Cette vague d'attaques DDOS suscite un grand intérêt médiatique et requiert une vigilance particulière de la part de l'ANSSI, dont les activités doivent rester confidentielles.

Les cyberattaques n'impliquent plus un seul hacker isolé. Asmita Schoettli note depuis quelques années « une augmentation de groupes organisés, par opposition à des individus agissant de manière isolée ». La direction de CyberPeaceInstitute souligne également que le développement de nouvelles technologies crée indirectement de nouvelles failles exploitées par des acteurs malveillants.

## Les missions des organismes publics

Clara\* divise les clients de l'ANSSI en deux groupes : le grand public et les bénéficiaires de l'agence, qui regroupent les opérations d'importance vitale (OIV), les opérateurs de services essentiels (OSE) ou encore des administrations. L'organisme publie des guides pour le grand public pour « aider les entreprises à mieux sécuriser

La cybercriminalité peut toucher des organismes nationaux comme des particuliers.

Les hackers, isolés ou en groupe, peuvent attaquer des organisations d'échelle nationale ou mondiale.

leurs systèmes d'information » et accompagne les bénéficiaires pour « l'intégration de la sécurité dans leur service informatique ».

L'employée de la SDO cite notamment le développement de services de détection de vulnérabilités avec le service gratuit « ADS ». « L'organisme met en place des tests d'intrusion pour leurs bénéficiaires afin de détecter les failles de leur système informatique » affirme Clara. L'agence effectue aussi des réponses à incidents lorsqu'une entité a été victime d'une cyberattaque.

Pour des raisons de sécurité, l'agence ne peut pas diffuser des informations sur ses opérations. Néanmoins, lors d'une conférence au SSTIC, des employés de l'ANSSI font un retour sur leur intervention lorsque TV5 Monde est victime d'une cyberattaque en 2015. C'est « une des rares opérations » dont l'agence a pu parler publiquement. La réponse à incident s'est effectuée en plusieurs étapes. L'ANSSI a d'abord « collecté les données » afin d'analyser l'attaque. Les experts ont effectué des recherches d'informations sur l'attaquant. Ils ont alors trouvé une adresse IP et ont pu analyser le type de l'attaque en question ainsi que les outils utilisés.

Après la collecte des données et leur analyse, l'ANSSI entame les démarches de remédiation. Il s'agit d'imaginer « une stratégie de chasse pour traquer l'attaquant » et de mettre en place des actions de durcissement. Dans le cas de TV5 Monde, ces mesures consistaient en l'analyse des failles du système informatique et en la création d'une nouvelle architecture du réseau. La réponse à incident se clôture par la rédaction de rapports. Chaque acteur a des objectifs différents dans le cadre de cette opération. Ici, TV5 Monde cherche à reprendre ses activités le plus rapidement possible et le ministère de l'intérieur demande un rapport judiciaire. L'ANSSI et ses partenaires cherchent en revanche à comprendre l'attaque.



© DR

Autre organisme public, le commandement de la cyberdéfense (COMCYBER) est créé en septembre 2017 afin de rassembler l'ensemble des forces de cyberdéfense des armées françaises sous la même autorité opérationnelle. L'objectif de cet organisme est de « s'assurer que des équipes sont capables à tout moment de détecter des attaques et de les neutraliser » selon Alain Christienne. Il garantit la surveillance des réseaux et mène la lutte informatique défensive au profit du ministère des armées. Ses principales missions sont similaires à celles de l'ANSSI : protection, prévention, anticipation, détection et réaction.

#### Les missions des organismes privés

L'entreprise HeadMindPartners est spécialisée en conseil en cybersécurité. Son rôle est de faire de la gestion du système informatique d'autres entreprises. Les missions de l'entreprise sont nombreuses. Elle fait d'abord du

« pentest », c'est-à-dire qu'elle attaque l'entreprise cliente pour détecter les failles dans leur système informatique. Son rôle consiste également à déployer des solutions pour protéger les entreprises des cyberattaques (systèmes d'authentification à double facteur, gestion d'accès, etc.). L'objectif est alors de renforcer au maximum les systèmes de protection de leurs clients. HeadMindPartners effectue également des réponses à incident après qu'une entreprise ait été victime d'une cyberattaque.

Contrairement à l'ANSSI, ce n'est pas son rôle de traquer les hackers après une attaque. L'objectif est surtout de « remettre en place le système informatique pour relancer au plus vite les activités de l'entreprise », selon Gabin Ibert. HeadMindPartners fait aussi de la prévention auprès des entreprises et les aide à se conformer aux lois de cybersécurité françaises. L'entreprise n'exerce cependant aucune autorité sur ses clients, son objectif est de

*Un rapport de la COMCYBER datant de 2019 souligne « l'exemplarité et la transparence » de la France en matière de cybersécurité.*

faire de l'accompagnement. Les organismes privés sont importants dans la lutte contre la cybercriminalité. Même si l'ANSSI est un acteur central, elle donne des accréditations à des entreprises afin de déléguer certaines missions, selon un ancien employé de l'agence.

L'ONG CyberPeaceInstitute a pour but « de protéger les plus vulnérables dans le cyberspace », c'est-à-dire des organisations qui n'ont pas de département de cybersécurité. D'après Asmita Schoettli, leurs missions consistent en l'accompagnement pour l'application des normes ainsi que la prévention et la préparation en cas de cyberattaques. L'analyse des attaques est également une fonction de l'ONG.

CyberPeaceInstitute observe « à l'échelle globale un manque d'experts qualifiés dans le domaine de la cybersécurité, rendant l'accès à ce type de ressource d'autant plus difficile pour des ONG ». D'après le rapport d'information du Sénat à propos de la loi LPM 2024-2030, les acteurs publics comme privés constatent des difficultés à recruter des experts en cybersécurité. La cause principale serait «

l'insuffisance de l'offre de formation ». En réponse à l'augmentation de la cybercriminalité, CyberPeaceInstitute se donne pour objectif de faire avancer les lois et les normes dans le cyberspace. Selon la direction de l'organisme, la réponse à la cybercriminalité devrait être apportée par des organisations internationales. L'Union Européenne participe pourtant à la lutte contre la cybercriminalité avec l'organisation ENISA. Des efforts sont encore à faire selon Asmita Schoettli afin de « mieux protéger les droits humains ». CyberPeaceInstitute est par ailleurs elle-même une cible de cybermenaces. Elle a été victime à deux reprises d'attaques DDOS, qui ont été rapidement résolues grâce à leur équipe d'experts en cybersécurité.

L'augmentation du nombre de cyberattaques incite les organisations à renforcer leur lutte contre la cybercriminalité. Néanmoins, le perfectionnement de la cybersécurité peut soulever des questionnements sur les limites avec la protection de la vie privée et des libertés publiques. L'employée de la SDO de l'ANSSI affirme néanmoins que « le respect de la vie privée est pris en compte » dans toutes leurs missions.

La plupart des informations des organismes de cyberdéfense ne peuvent pas être divulguées, particulièrement concernant l'ANSSI. Ce domaine reste très peu transparent afin de protéger les particuliers et les entreprises de la cybercriminalité. Alain Christienne précise néanmoins qu'un rapport de la COMCYBER datant de 2019 souligne « l'exemplarité et la transparence » de la France en matière de cybersécurité. Le coq français peut sortir les pattes du fumier et commencer à chanter. ■

\*prénom modifié par soucis de confidentialité.



La cybersécurité est un enjeu mondial pour les organismes de défense.

© AFP

Arrivée du Sultan Al Jaber à l'ouverture de la conférence sur le pétrole ADIPEC du 2 au 5 octobre 2023.

# BAD COP



## What's Up

Le Sultan Al Jaber, ministre de l'Industrie et président-dirigeant de la compagnie nationale pétrolière Adnoc, est ce 30 novembre 2023 à la tête de la COP 28. Cette nomination qui sonne comme une aberration fait gronder la société civile, et principalement les ONG autour du globe. La 28<sup>e</sup> édition aura-t-elle le succès des précédentes ? **LUCIE VIANÈS**

À quelques semaines de la conférence, la responsable de campagne de 350.org, Zeina Khalil Hajj, bouillonne: "La nomination d'Al-Jaber à la présidence de la COP 28 équivaut à nommer le PDG d'un groupe de tabac pour superviser une conférence sur les anticancéreux" (Les Echos). Alors que les accords de Paris préconisent la sortie des énergies fossiles dans les prochaines années, Al Jaber insiste déjà en 2021 pour investir 600 milliards de dollars tous les ans dans la combustion d'hydrocarbures aux Emirats Arabes Unis. Un paradoxe lunaire que l'opinion publique peine à saisir.

Supportée par le GIEC, la COP demeure le lieu où s'établit la vérité scientifique sur le changement climatique. Le fait que tous les pays signataires de la convention-cadre se réunissent chaque année, révèle une certaine forme de "résilience" et de "dialogue" sur la cause climatique pour Xavier Timbeau, directeur de l'OCDE. Cette conversation entre tous les pays membres est en réalité un processus continu à entretenir: "il nous est impossible de créer un groupe WhatsApp avec 197 Etats, s'il n'y avait pas la COP, la situation serait pire" indique Louise Chevrinais, Présidente des Jeunes Ambassadeurs Pour le Climat. Pire ou pareille, la question se pose.

La COP reste une rotation géographique instaurée par l'ONU depuis le sommet de Rio (1992). Le pôle climat-environnement du ministère des affaires étrangères rappelle que sa présidence est marginale et qu'elle reste plutôt nécessaire: "Faire une conférence sur le climat sans ces acteurs à bord (les pays producteurs d'hydrocarbures) serait passer à côté du sujet. Si on est dans une position où on parle du problème sans qu'il soit autour de la table, c'est un plus gros échec". Si le collectif écologiste Extinction Rebellion s'indigne du choix du pays d'accueil, en réalité ce n'est pas vraiment un choix. Les pays producteurs

qui basent leur économie sur les énergies fossiles comme les pays du Golfe ou encore les Etats-Unis, se doivent de participer aux discussions. À leur signature de la convention-cadre (CCNUCC), s'ajoute leur poids décisif au sein des négociations "si on peut parler avec ces pays-là, cela signifie que l'on a déjà une marge de manœuvre".

La compagnie pétrolière émiratie dévoile dans un communiqué publié début octobre, avoir signé un accord avec l'entreprise jumelle américaine Occidentale pour réaliser une étude d'ingénierie préliminaire sur la captation d'un million de tonnes de CO2 par an. Pour les experts du climat, la faisabilité du projet relève de l'utopie. Davide Faranda, climatologue et chercheur au CNRS, révélait déjà la nocivité du projet dans une interview donnée à l'Université Paris Sorbonne l'année passée: "Les technologies de géo-ingénierie pour capter le dioxyde de carbone ne sont encore qu'au stade expérimental. Les utiliser pour réduire les émissions de gaz à effet de serre reviendrait à appliquer, pour une maladie grave, des soins qui n'ont jamais été validés cliniquement et peuvent donner des effets secondaires importants."

Les ONG environnementales redoutent que tout ceci ne soit qu'un prétexte pour les deux géants pétroliers à ne pas baisser leur production en CO2. Réseau Action Climat

a invité le PDG de Adnoc (Abu Dhabi National Company) à "passer des paroles aux actes en s'abstenant de promouvoir des solutions technologiques dangereuses". La position ambiguë de son président inspire des scénarios dramatiques pour la sortie de cette prochaine COP. Sébastien Treyer, directeur de l'IDRI craint le pire: "il peut y avoir une stratégie de certains pays membres de ne pas porter la responsabilité de l'échec des négociations tout en étant à la manœuvre sur tout un tas de sujets lors de la conférence".

### Lobbyistes v/s activistes

Dans une course effrénée contre la montre naturelle, le greenwashing est aujourd'hui la hantise des experts pour le climat. Les chefs d'entreprises et États membres présents à la conférence sont accusés pour certains d'instrumentaliser la conférence. Alors que Coca-Cola est sponsor officiel de la Cop 27 à Charm El-Cheikh, la franchise est sacrée championne du monde de plastique la même année par l'ONG Break Free From Plastic. L'urgence climatique rend ces absurdités de moins en moins supportables pour le secteur de l'environnement. Alaric Catard, doctorant en valorisation des bioplastiques, révèle avoir perdu foi en ce rendez-vous annuel: "On a des gens hors sol, déconnectés. Ils sont là pour dialoguer mais aussi défendre leurs intérêts et la plupart n'ont pas les bases. Les gens

**Il nous est impossible de créer un groupe WhatsApp avec 197 États.**

qui ont des connaissances sur le sujet, qui veulent vraiment faire bouger les choses, ne sont pas à l'intérieur de ces salles de réunions, ils sont dehors à manifester et à mener des actions par eux-mêmes."

Les écologistes occidentaux comme le groupe anglais Just Stop Oil ou Dernière Rénovation en France mènent des actions chocs pour lancer l'alerte sur le dérèglement climatique. Idiots utiles ou réels tireurs d'alarmes ? Le média Bon Pote évoque un problème de réactance psychologique. Les actes de protestations dans les musées et terrains de tennis tendent à provoquer un rejet de l'action climatique chez le grand public.

Face à la polémique, Xavier Timbeau craint une multiplication des détracteurs de la conférence pour le climat : " Il y a cette présidence invraisemblable qui donne une tribune aux climato-sceptiques (...) on ne peut pas se permettre de donner les clefs du camion aux lobbyistes ". Cette présidence laisse les portes de la conférence ouvertes aux groupes de lobbying pétroliers identifiés lors des négociations. Une pratique contre-productive qui était déjà sujet de trouble lors des négociations en Egypte l'année passée.

### Pertes et préjudices : les pays du Sud en détresse

Si à l'origine ces conférences climatiques sont vouées à trouver des solutions pour réduire l'impact du dérèglement climatique, les effets sont déjà là et se traduisent par des dégâts catastrophiques, principalement dans les pays du Sud. Inondations, tremblements de terres, ouragans et sécheresses : le bilan est lourd. L'Unicef parle d'un " lot quotidien " pour les pays d'Asie du Sud Est. Selon l'Atlas de l'Organisation Météorologique Mondiale, en 50 ans le nombre de dégâts a été multiplié par 5. C'est pourquoi chaque année, s'ajoutent aux discussions onusiennes d'atténuation et d'adaptation, les pertes et préjudices. Le principe de responsabilités

partagées mais différenciées entre alors en jeu comme le pilier de ces négociations environnementales. Cette disposition juridique établit un lien de causalité entre l'industrie intensive des pays du Nord et les drames climatiques qui touchent les pays du Sud. Lors de la COP 27, un fonds de près de 100 milliards de dollars est attribué "aux pays en voie de développement", mais d'après l'OCDE, ces engagements



Hugo Divel sur les terres islandaises en mars 2022.

CREDIT INSTAGRAM / HUGO DIVEL

résultat peu satisfaisant ". Caroline Saissi jeune déléguée pour le climat, confirme que la question notamment de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre a suscité " la discorde " entre les États membres.

" Inviter des gros PDG à la COP, c'est un peu le monde à l'envers. Malheureusement, on sait déjà à quoi s'attendre " s'indigne Hugo Divel, un grenoblois à la tête du projet " Agir en Islande ". Le but ? Montrer " que l'on a tous une marge de manœuvre à notre échelle ". En mars dernier, Hugo traverse l'Islande tout en respectant l'empreinte carbone prévue par les Accords de Paris (en dessous de la barre des 833 kg de CO2 pour 5 mois de voyage). Le militant plaçait énormément d'espoir dans la COP au regard des " bonnes idées " proposées chaque année. Seulement l'échec du projet de financement des pertes et dommages l'a fait rapidement déchanter.

### Le Bilan Mondial

Le défi principal de cette année est le Bilan Mondial (ou Global Stocktake) à travers la révision des CDN (contributions déterminées au niveau national). Chaque État va rendre un rapport

technique validé par des experts sur les engagements pris lors des Accords de Paris. Le but ? Que les États réaffirment leurs engagements de rester en dessous de la cible des 1,5 degré préconisée en 2015. Toutefois le directeur de l'OFCE demeure réaliste car les engagements des États sont clairement insuffisants. " Nous ne tiendrons pas cette cible. Les prévisions scientifiques envisagent plutôt 1,7 voire 2 degrés de réchauffement ". Or, un rapport rendu par le GIEC en 2018 évoque la barre des 2 degrés comme un point de non-retour : " le système climatique s'emballe et laisse peu de marge à l'humanité de s'adapter ".

Inviter des gros PDG à la COP, c'est un peu le monde à l'envers, malheureusement on sait déjà à quoi s'attendre.

À l'approche du 28ème rendez-vous climatique, Simon Stiell, secrétaire exécutif d'ONU climat rappelle que le dernier mot est toujours celui des États. La nature onusienne de la conférence impose un consensus : chaque voix compte. Si ce protocole permet de préserver la souveraineté des États, il est jugé trop long par la société civile. Il ne permet pas un engagement rapide et effectif des États dans un contexte - rappelons-le - d'urgence climatique. Cependant l'ONU est tenu de rester sur la réserve. Son fonctionnement dépend du bon-vouloir des États qui la compose. Bien plus qu'une question d'environnement, c'est une question de politique et de diplomatie. Sébastien Treyer reste " pessimiste sur la sortie de cette COP ". "Nous ne sommes pas assez matures politiquement pour une sortie des énergies fossiles".

La COP se déroule aujourd'hui dans un contexte géopolitique et économique compliqué. En l'espace de 3 ans, des conflits d'une violence sans précédent se sont multipliés sur la carte. Dans un

monde en guerre, l'écologie n'est plus une priorité pour beaucoup d'États membres. C'est ce que le directeur de l'OFCE confirme dans ses prévisions " il existe un vrai risque d'effondrement des engagements de chaque état ".

### Quelles perspectives ?

Difficile de se projeter lorsque les effets du changement climatique sont en avance. Si l'on parle d'urgence climatique c'est que le bilan humain est déjà lourd. Les premiers témoins touchés sont les réfugiés climatiques. Ils représentaient déjà en 2022 deux fois plus de déplacements que les réfugiés de guerre.

Le rapport Groundswell de la Banque mondiale demande à la communauté

internationale de se préparer aux migrations climatiques internes. L'organisation internationale maintient que " si l'on agit pas de toute urgence contre le changement climatique, 3 régions du monde (l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Amérique latine) pourraient être globalement confrontées à la présence de plus de 140 millions de migrants climatiques internes d'ici 2050 ". Le Delta du Gange se trouve déjà dans une situation critique. La population du Bangladesh a connu en 2022 ses pires inondations depuis 20 ans. Le pays représente près de la moitié des migrants climatiques de l'ensemble de l'Asie du Sud. Ce qui équivaut à près de 13 millions au 35,7 millions du rapport. Visiblement le tic tac de l'horloge climatique n'attend pas. Serons-nous capables de nous adapter à la migration de milliards d'individus chassés de chez eux par le changement climatique ? ■

Photographie aérienne du Delta Du Gange. Le plus grand Delta du Monde se trouve en Inde et s'étend jusqu'au Bangladesh.



CREDIT ARTHOUSE STUDIO/PEXEL

Militants de just stop oil évacués de la piste de Silverstone.



©x / Twitter

**1,5** milliard de téléspectateurs cumulés en 2021 pour la F1, 338 millions de téléspectateurs en 2020 pour la MotoGP et plus de 800 millions de téléspectateurs durant l'année 2019 pour le WRC (World Rallye Championship). Les sports mécaniques n'ont jamais été aussi populaires, et qui dit hausse de spectateurs dit augmentation de la fréquence des grands prix, dit hausse de la consommation en CO2 des grands championnats du monde.

Depuis presque 5 ans, les grands championnats du monde envisagent sereinement l'avenir. Que ce soit la Formule 1, la MotoGP, le rallye ou le WEC (World Endurance Championship), les calendriers sont plus denses avec plus de Grand Prix dans une saison. Par exemple en 2000, 17 courses composaient le championnat du monde de Formule 1. 23 ans plus tard, les pilotes se disputent le titre sur 24 circuits.

Face à l'urgence climatique, de plus en plus de militants protestent en manifestant sur des lieux importants

En dépit d'une réglementation environnementale de plus en plus stricte, et d'efforts consentis par les constructeurs, le monde du sport automobile n'est pas encore adapté à la transition écologique. Patron de grande marque, directeur de circuit, fédération et organisateur de rallye, tous témoignent des difficultés qui les entourent et tentent de trouver des solutions pour l'avenir. **JORDAN DAUGERON**

pour le sport automobile tel que le Grand Prix du Royaume-Uni où des militants du mouvement Just Stop Oil se sont introduits sur le circuit de Silverstone en juillet 2022. Des championnats internationaux les plus prestigieux aux plus petites compétitions départementales, tous sont concernés par cette transition écologique et doivent changer leur façon de faire pour continuer à faire vibrer des millions de personnes. Mais qu'en est-il des efforts écologiques entrepris aujourd'hui ?

Les nouvelles réglementations émergent et de nombreux constructeurs se lancent ou reviennent dans le sport mécanique. C'est surtout le cas dans le Championnat du monde d'endurance. Depuis 2023, des constructeurs comme Peugeot, Ferrari, Lamborghini, Alpine ou BMW retrouvent le paddock d'endurance pour le plus grand plaisir des fans de la discipline. Mais pour ce qui est de la transition écologique, c'est en 2019 que la FIA met l'accent sur ce sujet.

# LE GLOUCE LE Les sports mécaniques passent enfin la seconde

Cette même année, la F1 lance son plan d'action pour la prochaine décennie. « Il serait gratifiant pour la F1 de démontrer la technologie que nous pouvons mettre en œuvre pour contribuer à la réduction des gaz à effet de serre », avait déclaré le directeur technique et sportif Ross Brown. En 2023, la principale avancée écologique reste au niveau du carburant. En effet, 10% du carburant présent dans une monoplace est composé d'éthanol renouvelable. En 2026, la FIA et le championnat du monde de Formule 1 vont introduire un nouveau moteur hybride qui fonctionnera au bio-carburant. Bien sûr, le grand objectif du championnat du monde est de posséder un bilan carbone neutre d'ici 2050. Le programme était initialement pour 2030 mais la FIA et Liberty Média a vu ses objectifs à la baisse.

## La MotoGP montre l'exemple

La MotoGP se préoccupe également de sa transition écologique. Depuis 2021, la Fédération internationale de motocyclisme (FIM) et le propriétaire du championnat la Dorna commencent à mettre l'accent sur des nouvelles technologies plus vertes et durables. Mais les premières avancées écologiques remontent dans les années 1990. « La FIM a édité un code de l'environnement dans les années 90, ce code pouvant

sanctionner des sportifs en cas de non-respect des règles. À ce titre, des pilotes ont pu perdre des titres de champion du monde en application de ces dispositions », explique Sébastien Poirier président de la Fédération Française de Moto (FFM).

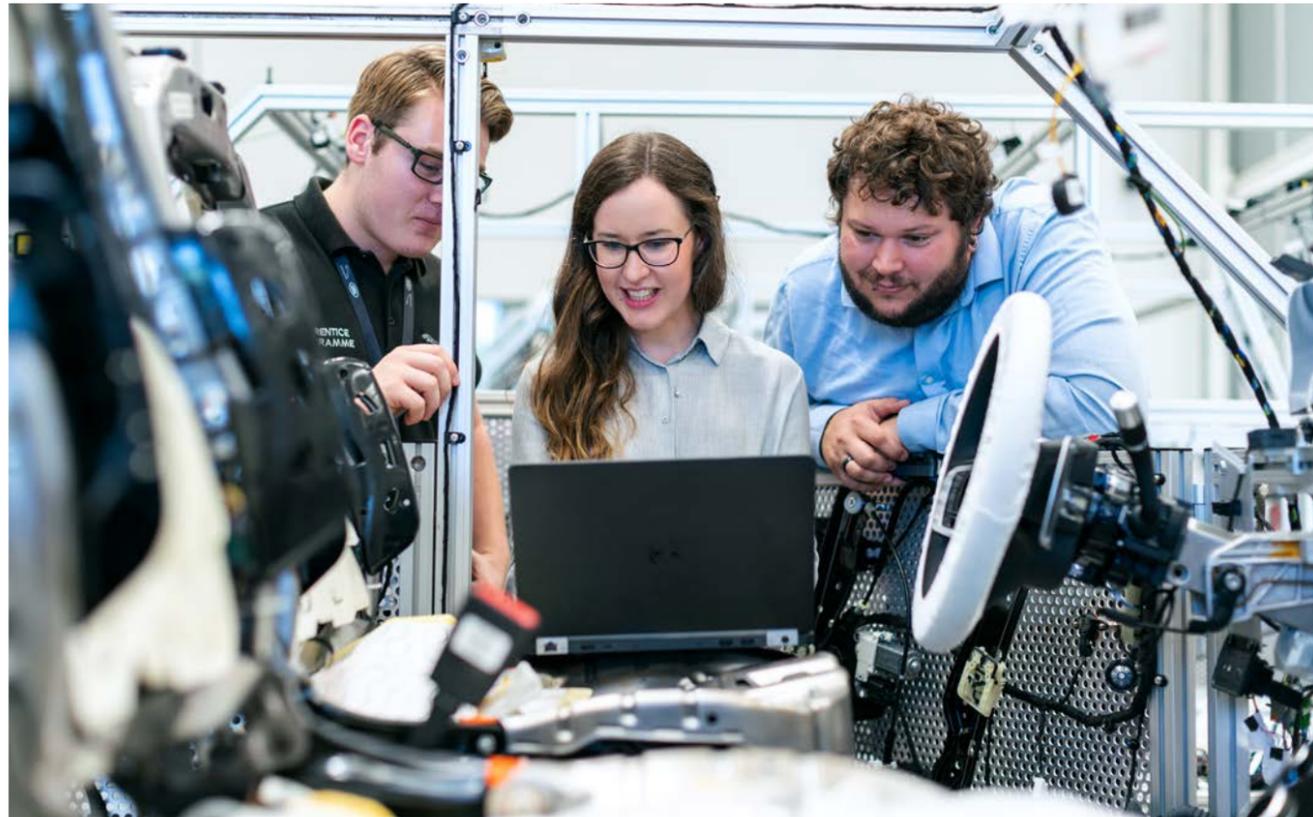
L'avancée majeure dans la discipline est l'arrivée du championnat de MotoE en 2019. Cette nouvelle compétition est un véritable laboratoire technologique pour la FIM. En effet, les pneus de MotoE sont en partie faits avec des matières recyclables et biosourcées. Si on pousse la fiche technique un peu plus loin, le pneu avant est composé à 33% de ressource durable et ce taux s'élève à 40% pour le pneu arrière.

D'ici 2027, le championnat du monde de MotoGP veut introduire le biocarburant pour toutes ses catégories. 2022 est rentrée dans l'histoire de la discipline. En effet, l'ensemble des écuries présentes dans la catégorie Rallye 1 utilise la technologie hybride. La particularité de cette dernière est qu'elle permet de faire les départs de chaque spéciale sans utiliser une goutte d'essence. L'énergie stockée dans les batteries se déploie au démarrage ce qui permet de réduire le taux de CO2 dès le départ d'une course. Pour rappel, les voitures en WRC atteignent le 0 à 100 km/h en seulement 3 secondes soit une seconde de plus qu'une F1. Mais il n'y



Une Hyundai passant devant le public spéciale de rallye de Sardaigne 2023.

© LUCA SCALVINONI / PEXELS



© THISENGINEERING / PEXELS

Des ingénieurs automobile qui travaillent sur un nouveau véhicule.

a pas que le moteur hybride qui a fait son apparition cette année en rallye. En effet, la discipline utilise un carburant qui ne contient aucune énergie fossile. Cette essence dite « durable » est composée de bio-carburant venant de la décomposition de déchet végétale et d'un carburant synthétique. « En introduisant un carburant durable, parallèlement à la technologie hybride pour le Rally 1, nous franchissons une étape importante vers la nouvelle ère du Championnat du Monde des Rallyes en 2022. En collaboration avec nos partenaires énergétiques, nous continuerons à combiner les meilleures performances technologiques et environnementales », a déclaré l'ancien président de la Fédération Internationale de L'automobile Jean Todt.

Tous ces championnats commencent donc à prendre le pas sur la transition écologique. Avec les volontés gouvernementales internationales, la voiture électrique sera celle de Monsieur et Madame tout le monde dans les prochaines décennies. Depuis 2015, la FIA a donc créé le tout premier championnat du monde de

Formule Electric. Sur le papier, ce dernier est le meilleur exemple en termes de transition écologique mais ce dernier connaît déjà ses premières difficultés.

**La FormuleE loin de convaincre**

Depuis sa création en 2015, le championnat du monde de Formule Electric est le laboratoire de la FIA pour ce qui est du développement durable. La voiture électrique semble être l'avenir du marché automobile dans les prochaines décennies. L'Union Européenne voulait interdire la vente de véhicule utilisant un moteur thermique d'ici 2035. Une aubaine pour la FIA et le championnat du monde de Formule Electric. Les constructeurs automobiles jouent le jeu et s'inscrivent à cette compétition. Lors de la saison 2020-2021, 10 constructeurs étaient présents sur la grille. Parmi eux, il y avait Mercedes, McLaren, Cupra, Nissan, Jaguar ou encore Porsche.

Concernant le développement durable, la Formule E est le meilleur exemple au monde. Depuis 2020, le championnat du monde possède un

bilan carbone neutre. Pour arriver à ce résultat, la compétition de la FIA a suivi les directives du programme Climate Neutral Now des Nations Unies. Ce programme a été créé pour encourager les organisations à agir maintenant pour parvenir à un monde climatiquement neutre d'ici 2050, comme le prévoit l'Accord de Paris Malgré cette popularité grandissante de la part des constructeurs, la Formule E perd des constructeurs au profit d'équipes privées. En effet, Audi, BMW ou encore Mercedes préfèrent développés de nouvelles technologies dans d'autres disciplines.

Ces départs reflètent la vision sceptique du monde sur la voiture électrique. « Le tout électrique que ce soit en sport automobile ou sur le marché est une stratégie dangereuse. Aujourd'hui on n'est pas encore capable de prouver l'intérêt environnemental d'une voiture électrique », explique Julien Azoura rédacteur en chef du magazine *Auto Moto*.

L'avenir du sport mécanique semble davantage tourné l'hybridation des moteurs qui utilisent des biocarburants. Que ce soit l'automobile ou le motocyclisme, les grandes fédérations sont encore loin d'avoir trouvé la recette miracle pour rendre leurs disciplines plus vertes. Mais qu'en est-il des politiques ? Tout comme le dilemme entre le moteur hybride ou l'électrique, certains gouvernements tendent la main aux fédérations tandis que d'autres sont encore fébriles.

**Bras de fer entre politiques et fédérations**

Depuis plus de 10 ans, les sports mécaniques n'ont pas vraiment la coque dans le gouvernement français. En effet, le Président de la République ne va pas sur place lors des grands événements comme les 24h du Mans ou le Grand Prix de France de F1 ou de MotoGP. « Le gouvernement est capable de faire des dérogations pour les Jeux Olympiques et pour la Coupe du monde de rugby mais il n'est pas capable de le faire pour les sports mécaniques parce qu'il considère que ce n'est pas bon pour la planète et pas très tendance », explique Stéphane Clair, directeur du Circuit Paul Ricard.

Cette situation est assez paradoxale avec la popularité des sports

mécaniques en France car les Français aiment le sport mécanique. En 2023, le Grand Prix de France de MotoGP a battu le record d'affluence de la discipline avec presque 279 000 spectateurs tout au long du week-end. Pour le dernier Grand Prix de F1 au Castellet dans le Var 200 000 personnes ont répondu présentes.

Les fédérations nationales et les circuits savent que le sport mécanique est populaire et ces derniers essayent tant bien que mal de mettre en place des technologies plus vertes. « En 2024, nous allons engager une politique ambitieuse de réduction des émissions sonores notamment en vitesse, par ailleurs, nos règlements sportifs faciliteront la participation de machines électriques », précise Sébastien Poirier président de la FFM.

De son côté le circuit Paul Ricard essaye aussi du mieux qu'il peut de montrer l'exemple à l'échelle internationale. « On a le plus haut grade de la FIA en termes de respect environnemental. Deux personnes s'occupent du Développement Durable. On travaille avec un laboratoire pour réduire la pollution sonore autour de notre circuit qui est encore notre point noir aujourd'hui », précise Stéphane Clair. Pour rappel, la FIA

classe les circuits internationaux dans différentes catégories. Parmi elles, il y a le développement durable. Le classement s'effectue avec des étoiles. Un circuit peut avoir maximum 3 étoiles, c'est donc le cas du Castellet.

La discipline qui connaît le plus de problèmes en France reste le rallye. En 2022, le rallye des Vosges a été vivement critiqué par une association qui a lancé en février de cette même année une pétition contre l'annulation du rallye des Vosges qui se tient habituellement en juin. « On a eu de la chance d'avoir le soutien logistique de la Mairie de Gérardmer. Mais nous sommes au courant des enjeux climatiques et nous avons fait dès cette année des changements et modifications pour rendre notre sport plus durable et montrer que les sports mécaniques sont en train de changer », explique le président de l'Association sportive Auto-Club vosgien (A.S.A.C vosgien) Christophe Gallaire.

C'est dans cette dynamique que le rallye des Vosges a pu cette année avec l'aide de l'association Éco Manifestation Alsace mesuré la quantité de CO2 émis durant l'événement et qui sera un point de départ pour les prochaines éditions.

Malgré les enjeux climatiques et les manifestations de nombreuses associations contre les sports mécaniques, ces derniers ne vont pas disparaître dans les prochaines années. Que ce soit, les organisateurs de courses, les constructeurs, les fédérations ou même les circuits, personne n'a la solution miracle pour rendre le sport plus vert. Une chose est sûre, tous sont conscients de l'enjeu qui les attend et certains font leur possible pour que la F1, le WEC, le rallye ou encore la MotoGP perdure pendant des décennies. « Il n'y a pas une, mais plusieurs solutions pour l'avenir du sport mécanique. En tout cas, Les grandes compétitions arrivent à s'adapter et cela sera plus que bénéfique pour leur survie », conclut Julien Azoura. ■

Foule présente sur la piste de Misano en Italie.



© ANGELO GIORDANO / PEXELS

# OSTRÉICULTURE UNE PERLE QUI PÂLIT ?



À l'approche des fêtes de fin d'année, les ostréiculteurs se préparent à réaliser le plus gros de leur recette. Les huîtres, présentes par douzaines dans nos assiettes il y a quelques années, sont de moins en moins consommées. La faute à une inflation sans précédent qui réduit fortement le pouvoir d'achat des Français. Comment l'ostréiculture française se porte et s'adapte face aux nouveaux enjeux de notre époque ? **THÉO CHEVALLIER**

**P**endant les fêtes de fin d'année, les fruits de mer sont à l'honneur sur les tables françaises. Le mets qui sort du lot par rapport à ces pairs, c'est l'huître. Cet aliment divise les consommateurs mais demeure très présent lors des repas de fêtes des Français. L'huître n'est pas seulement appréciée dans l'hexagone. La France est la première productrice en Europe avec 80 783 tonnes d'huîtres produites en 2020. Cette production enregistre un chiffre d'affaires estimé à 357 millions d'euros cette même année (Source : Agreste,

enquête aquaculture 2019-2020). À l'international, la France se place en cinquième position derrière la Chine, la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis. La culture de l'huître est la tête d'affiche de la conchyliculture française (culture des coquillages). Après celle-ci, c'est la moule qui est la plus vendue sur le territoire français avec 61 219 tonnes produites et un chiffre d'affaires de 138 millions d'euros en 2020. La majorité des producteurs sont situés sur la côte Atlantique. En tête de file le Poitou-Charentes avec 607 entreprises recensées en 2018 (Source :

enquête Agreste aquaculture 2018). La région bénéficie du rayonnement du bassin d'Arcachon, premier bassin naisseur de France qui fournit une majeure partie des jeunes huîtres des autres bassins ostréicoles. Les côtes normandes et méditerranéennes regroupent 645 entreprises contre 1370 sur la côte Atlantique en 2018. C'est en Loire-Atlantique, plus précisément aux Moutiers-en-Retz, proche du port du Collet que Cyril cultive ses huîtres. Après avoir repris l'entreprise il y a 5 ans, il essaye de stabiliser son activité dans cette profession qu'il

décrit comme : « *un métier génial qui a besoin de passionnés* ». Son exploitation assure la croissance de l'huître dès le naissain (Nom donné à la larve d'huître) jusqu'à sa maturité. Ce cycle dure 2 à 3 ans selon le choix de l'exploitant. Cyril vend ses huîtres après 3 ans d'élevage parce que selon lui : « *Le coquillage est plus esthétique et je trouve qu'il a plus de goût, c'est une assurance de qualité pour le client* ». Il vend sa production principalement sur les marchés du Nord de Nantes, où il affectionne le contact avec le consommateur. Sa deuxième source

Dans une perspective fuyante, un parc à huîtres du bassin d'Arcachon étend ses pochons à l'infini.

de profit est la vente aux restaurateurs. Pas seulement aux établissements classiques, mais aussi dans des « bars à huîtres » qui fleurissent à proximité des bassins de production : « De plus en plus on voit apparaître ce type d'établissements qui ne font que de la dégustation. Ils marchent plutôt bien, on boit un verre en goûtant différentes huîtres, c'est agréable ». Ces établissements permettent à certains producteurs d'étendre leurs revenus. Ce genre d'exploitation devient une branche à part entière du monde de l'ostréiculture ces dernières années. C'est le choix qu'a fait Thierry, installé lui aussi proche du port du Collet en Loire-Atlantique depuis deux ans. L'ancien ostréiculteur a décidé de laisser tomber l'élevage pour la dégustation : « Il faut être honnête, l'ostréiculture c'est très compliqué, il y a pas mal de contraintes et je ne m'y retrouvais plus. Proposer seulement de la dégustation permet d'innover dans le métier. C'était surtout un moyen pour moi d'être en contact avec les gens, j'en avais marre d'être tout seul avec les huîtres, elles ne sont pas bavardes (rires) ».

**« Une culture impossible à automatiser »**

L'augmentation du nombre d'établissements de dégustation n'est pas un hasard, l'élevage de l'huître est un procédé chronophage nécessitant une intervention humaine. Il est nécessaire de comprendre qu'il existe deux moyens de cultiver l'huître, soit par captation naturelle soit par le biais de nurserie et éclosion. Ces établissements assurent selon Cyril la majeure partie de la production ostréicole : « Chez nous, on doit être à environ 90 % d'huîtres de nurserie et 10 % issues de captation naturelle. L'huître en nurserie ne pond pas, son cycle de reproduction est endigué pour la rendre vendable toute l'année. En plus de ça, le produit est plus esthétique et plaît plus aux clients ».

Le principe est simple, les éclosures font pondre les coquillages puis vendent les huîtres à des nurseries qui se chargent de les faire grandir jusqu'au stade de naissains. Les producteurs récupèrent ensuite ces jeunes huîtres pour les élever en mer jusqu'à



Une caisse d'huîtres prêtes à la vente exposé chez un producteur de Loire-Atlantique.

l'âge adulte. En France, cette méthode est privilégiée, 70 % de la production française relève du cycle éclosion-nurserie-producteur (Source : comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire). A l'inverse, la captation naturelle jugée moins efficace et plus contraignante se voit de plus en plus délaissée par les producteurs. Il faut procéder à de nombreux tris pour déterminer quelles huîtres sont exploitables et rejeter à la mer celles qui ne le sont pas, ce qui demande beaucoup de temps et d'efforts.

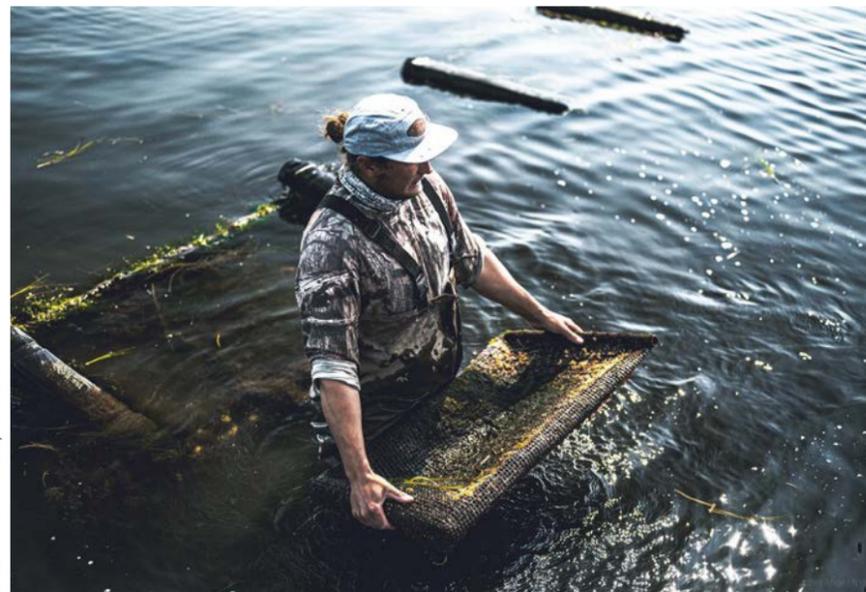
La main d'œuvre demeure la plus grande difficulté en ostréiculture. Peu importe la méthode, l'humain est primordial car l'ostréiculture est impossible à

automatiser : « On a quelques machines qui nous aident pour le travail, mais en réalité on ne peut pas automatiser toute la production à cause de la mer. Les marées, le sel et les incertitudes météo rendent impossible l'automatisation des cultures. Elles coûteraient beaucoup trop cher en entretien et ne seraient pas viables dans le temps, à cause de la corrosion que le sel provoque ». La main de l'Homme est donc obligatoire pour cultiver l'huître, le coquillage a besoin d'attention sur la totalité de la chaîne. Dans son entreprise, Cyril emploie quatre travailleurs à plein temps : « On est obligé. Quatre c'est parfois limite en haute saison ! ». Cependant le recrutement est très compliqué : « On a de plus en plus de mal à recruter. Les jeunes ne veulent pas être ostréiculteur, je peux le comprendre. L'été ça va mais dès qu'il commence à faire froid ça devient vite un cauchemar. On se coupe beaucoup avec les coquilles, c'est physique, les jeunes ne restent pas très longtemps en général. Pour l'instant on tient le coup, mais il va bien arriver un moment où je devrais passer le flambeau, j'espère que les jeunes reprendront goût à l'ostréiculture d'ici là... ».

**L'ostréiculture vulnérable face aux fléaux contemporains**

La production d'huîtres en France diminue d'année en année, principalement en raison du réchauffement

Un ostréiculteur, les pieds dans l'eau transporte un pochon d'huître.



CRÉDIT : JOHN ANGEL / UNSPLASH

climatique. La température de l'eau augmente, ce qui favorise la prolifération de bactéries, virus et prédateurs qui menacent les jeunes huîtres. Ce fléau contemporain force les producteurs à s'adapter en conséquence pour proposer un produit de qualité. L'ostréiculture n'échappe pas non plus à l'inflation qui frappe la France. Les producteurs subissent l'augmentation des prix de l'électricité et du carburant, ressources nécessaires au bon fonctionnement des pompes des bassins et des tracteurs. Cependant, cette inflation paraît moins lourde pour les ostréiculteurs. L'eau de mer présente en abondance ne dépend d'aucun (ou presque) échange monétaire. Une bouffée d'air rapidement étouffée. Puisque que si les producteurs arrivent à s'extirper du joug de l'inflation tant bien que mal, les consommateurs, eux, non. Cyril observe impuissant à une baisse progressive de la consommation d'huîtres par ses clients malgré des gros efforts de sa part : « Les clients viennent toujours, les gens veulent se faire plaisir mais font plus attention. Avant par exemple un client prenait quatre douzaines d'huîtres, aujourd'hui il en prend seulement deux. Pourtant, j'ai fait le choix de ne pas augmenter les prix cette année, je ne sais pas si je pourrais continuer. ».

La conchyliculture dans son ensemble est vulnérable à la pollution : « Toute la pollution, peu importe d'où elle provient finit par revenir à la mer » déplore Laurence Querrien, vice-présidente du comité régional de conchyliculture Bretagne-Nord. Ces déchets, laissés par l'humain polluent les eaux, ce qui détériore l'état des coquillages cultivés. Les catastrophes météorologiques de plus en plus fréquentes n'épargnent pas les cultures. Par exemple, la tempête Ciaran a entraîné des hautes marées et des tempêtes de sable recouvrant une bonne partie des parcs à huîtres. Rendant la récolte à la fois difficile mais surtout urgente, car les huîtres trop longtemps immergées ou ensevelies risquent de mourir. Moins d'huîtres cultivables, moins de ventes mais plus de charges, c'est la situation de la majorité des producteurs français. Ce qui explique que nombres d'entre eux décident de mettre la clé sous la porte ou



Un ostréiculteur tient un naissain (larve de l'huître).

cherchent des alternatives pour combler leurs fins de mois (dégustation sur place, visites des marais et des sites de productions...).

**Ces acteurs qui tentent de maintenir l'huître à flot**

Surmonter ces défis mondiaux (défis pour lesquels les institutions internationales ne trouvent pas de réponses) est mission impossible pour un producteur ostréicole. Pour lutter, ils peuvent compter sur des syndicats d'ostréiculteurs ou sur des institutions présentes sur différentes échelles géographiques. Protéger les producteurs ostréicoles, c'est la mission que s'efforce de remplir Sébastien Lemoine, président du syndicat d'ostréiculteurs de Carnac. Avec vingt-trois entreprises adhérentes, il porte la voix et défend la profession auprès des élus. La tâche n'est pas aisée, entre contrôles réguliers de la qualité de l'eau, rencontres avec les élus et combats quotidien face à l'urbanisation des littoraux. Sébastien Lemoine est presque noyé par ce travail herculéen, seules quelques avancées lui permettent de surnager : « C'est très compliqué [...] Il y a beaucoup à faire, mais on constate des améliorations, on avance pas à pas grâce à des petites victoires. Il ne faut pas se tromper, les relations sont cordiales avec les élus, ils comprennent facilement que l'ostréiculture représente un véritable intérêt économique pour le secteur. Forcément ils sont plus compréhensifs quand on leur rappelle ».

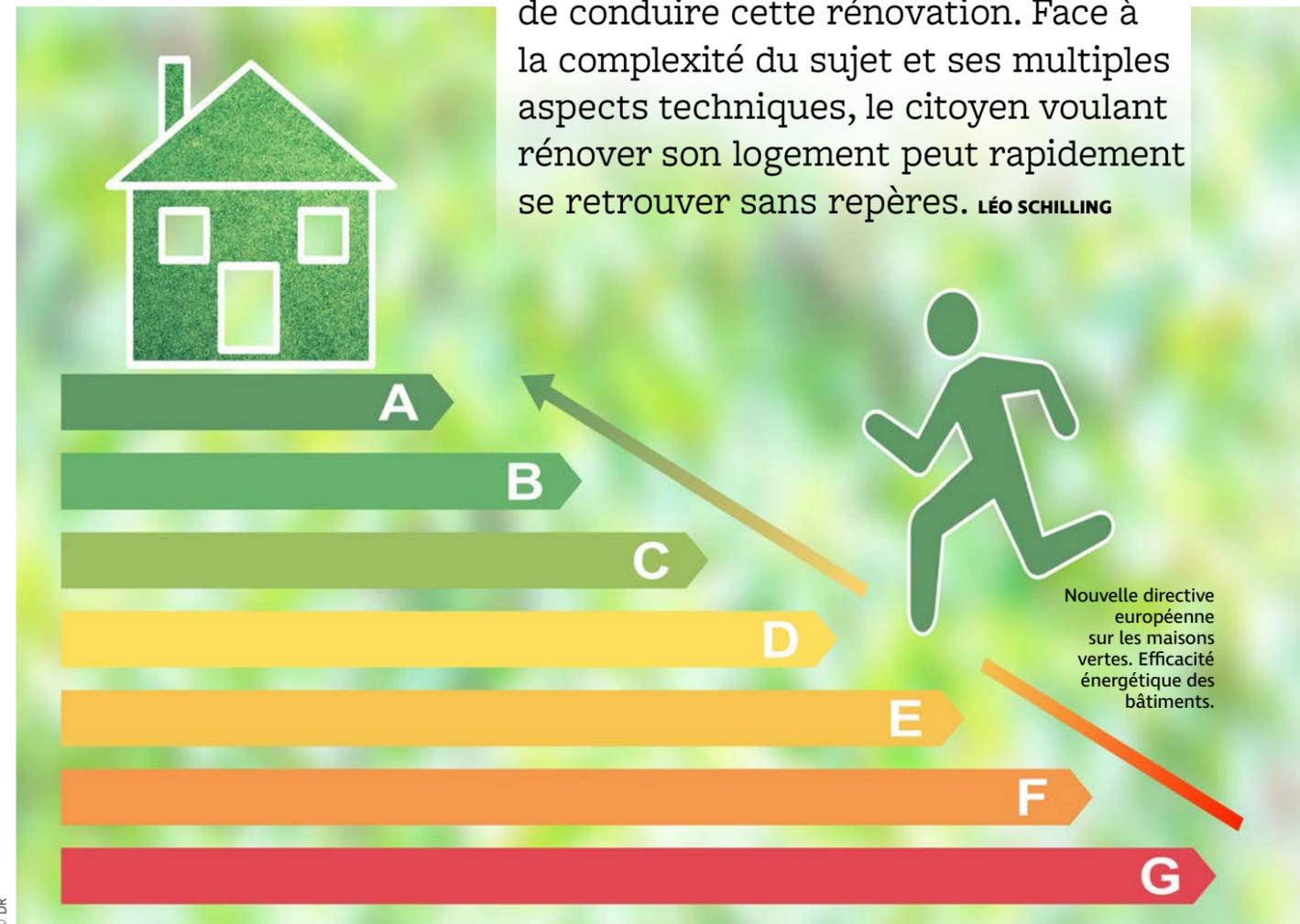
CRÉDIT : THÉO CHEVALLIER / WHAT'S UP

Outre les syndicats, les institutions comme les comités régionaux de conchyliculture (CRC) prennent part à la défense des producteurs. Il existe sept comités en France, ils sont en contact avec des services et représentants de l'État. Les comités conservent néanmoins une proximité avec les producteurs de leurs juridictions. Bien que ces établissements soient des services déconcentrés de l'État, les CRC ont un objectif bien déterminé, faire entendre la voix des ostréiculteurs : « Un des sujets principaux est la pollution, c'est pire qu'un fléau pour les cultures. Nous ne sommes pas passifs, nous travaillons avec le gouvernement pour trouver des solutions. Il y a par exemple des projets et des études expérimentales en discussions, cela nécessite du temps. On est constamment à l'écoute des producteurs pour comprendre ce qu'ils vivent, afin de mieux répondre aux attentes ». Les CRC s'assurent que les producteurs locaux soient au diapason au niveau des normes européennes. Pour se faire les comités agissent comme des émissaires et transmettent les nouvelles normes. Avec énormément de passion et de sincérité dans la voix, ces acteurs se veulent positifs dans leur lutte pour que l'huître puisse continuer de traverser les époques. L'huître déjà présente et consommée pendant l'antiquité va-t-elle disparaître d'ici quelques dizaines ou centaines d'années ? D'après Sébastien Lemoine, l'huître a un avenir brillant qui lui tend les bras : « L'avenir ? C'est la mer. Les huîtres n'ont pas besoin de terre ni de produits chimiques pour être cultivées ». L'ostréiculture se veut respectueuse de l'environnement (outre le carburant utilisé pour les machines). Peu polluante, vertueuse pour la santé, l'huître espère bien stimuler les papilles des Français pendant longtemps. Cette pérennité passe en partie par une bonne communication, ce qu'ont compris les syndicats : « On essaye d'innover dans notre manière de communiquer, il faut réussir à toucher les jeunes pour leur (re)donner le goût de l'huître. Leur faire comprendre que l'ostréiculture est un domaine sain pour l'environnement qui s'appuie sur un commerce de proximité ». Rude défi que de mettre à la mode un produit sans doute aussi vieux que le premier être humain. ■

# RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

## LE RETARD FRANÇAIS

La rénovation énergétique du parc immobilier a pris ces dernières années une ampleur sans précédent dans le débat public français. Professionnels de l'immobilier, gouvernement, ou encore militants écologistes ne cessent de s'opposer sur la manière de conduire cette rénovation. Face à la complexité du sujet et ses multiples aspects techniques, le citoyen voulant rénover son logement peut rapidement se retrouver sans repères. **LÉO SCHILLING**



**5,2** millions de résidences principales en France sont considérées comme des passoires thermiques, selon le ministère de la transition écologique. Un chiffre sous-évalué, plus proche des 7 millions, d'après les calculs du chercheur spécialisé en transition énergétique Yassine Abdelouadoud, basés sur les données de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Le dérèglement climatique, puis les conséquences du conflit russo-ukrainien, mettent l'accent sur les carences françaises en termes de performance énergétique.

Si tout le monde s'accorde à dire qu'il est nécessaire d'entreprendre des travaux de rénovation, des désaccords persistent sur la manière de les conduire. En attendant, les habitants des passoires thermiques se retrouvent en grande difficulté, à la fois victimes de vagues de froid en hiver et de chaleur en été, mais également sous pression financière face à des factures d'électricité qui ne cessent de gonfler. De plus, les obstacles à la mise en œuvre de la rénovation, qu'ils soient économiques ou organisationnels, peuvent décourager les propriétaires désireux de faire rénover leurs logements.

Les termes « passoires thermiques », ou « passoires énergétiques » désignent des bâtiments énergivores, souvent mal isolés. Il s'agit donc de logements particulièrement difficiles à chauffer en hiver, et à rafraîchir en été. Pour évaluer la performance énergétique, on se base sur le DPE (diagnostic de performance énergétique), menant à une note allant de A (les plus performants) à G, voire G+ (les plus énergivores). Les logements classés F et G sont aujourd'hui considérés comme inacceptables, et se retrouvent au cœur d'une triple problématique : environnementale, sociale et sanitaire.

Sur le plan écologique, le secteur du bâtiment représente 23% des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la France. Rénover les logements énergivores représente donc un moyen efficace de lutter contre le dérèglement climatique en réduisant la consommation d'énergie, donc les émissions de GES.

Côté social, précarité énergétique va souvent de pair avec précarité économique. Une mauvaise isolation fait flamber la facture d'électricité. Pierre-Adrien Plessix, ingénieur diplômé de l'école des Mines et spécialisé en énergie, a travaillé durant plusieurs mois en tant que chargé de mission pour le réseau Éco-Habitat, une association ayant pour but d'accompagner la rénovation énergétique des propriétaires occupants en très grande précarité. Il explique : « Avec la montée des prix de l'énergie, cela devient intenable. Pour les ménages précaires, on se rend compte que la facture d'énergie représente souvent 50% de leur revenu. La moitié de leur salaire part dans le chauffage, ce qui n'est pas le cas du reste de la population ».

Enfin, la rénovation énergétique est aussi un enjeu sanitaire : « Dans une maison mal isolée, on développe plus de pathologies. Il y a beaucoup de courants d'air, lorsque c'est mal aéré, les murs noircissent, les enfants tombent plus facilement malades... c'est également un gros facteur d'exclusion ».

Au regard des bénéfices socio-économiques et environnementaux, il existe donc aujourd'hui un consensus sur la nécessité de mener une rénovation énergétique de masse à l'échelle nationale. Malgré tout, les propriétaires sont souvent mal renseignés sur le type de travaux à mener, sans parler du coût d'une telle opération et des moyens de la financer.

### Des difficultés organisationnelles et financières.

S'il est possible de rénover son logement par étapes, cela s'avère souvent inefficace. Pierre-Adrien Plessix explique : « On estime que les seules rénovations efficaces sont les rénovations globales. On peut remplacer une chaudière défaillante, mais si les murs

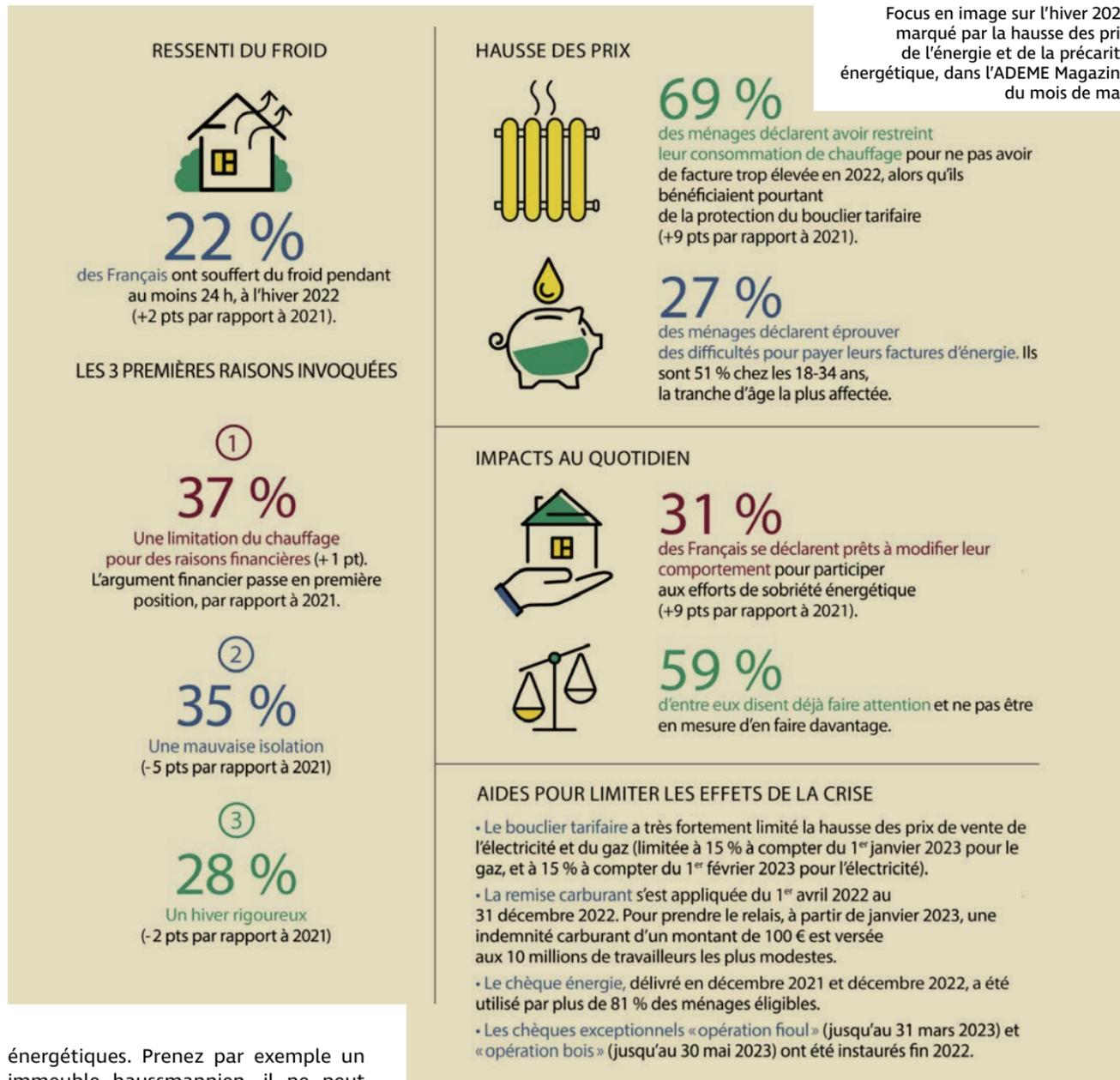
sont mal isolés, cela ne changera rien. De même, on peut refaire les murs, mais sans isoler les combles, cela reviendra au même. L'idée, c'est de faire de la rénovation globale, et cela passe par un accompagnement personnalisé, avec des gens compétents ». Des travaux nécessitant des investissements qui ne sont pas à la portée de tout le monde.

Le gouvernement français a pour objectif d'atteindre un parc immobilier uniquement constitué de logements classés A et B d'ici 2050, ce qui nécessite d'effectuer un très grand nombre de rénovations globales. L'idée est de peu à peu interdire à la location les logements mal classés au DPE : d'abord les classes « G » en 2025, puis les classes « F » en 2028 etc...

Un objectif louable, mais peut-être trop ambitieux selon Éric Allouche, directeur exécutif du réseau ERA Immobilier, un réseau de franchise d'agences immobilières. « Si vous faites quelques travaux et que vous passez d'un classement G à un classement E, vous retrouverez le même problème quelques années plus tard. Donc quand on effectue des travaux, généralement ce sont des travaux lourds qui représentent dans la plupart des cas plusieurs dizaines de milliers d'euros. Ces travaux-là doivent être financés. Même si vous ne vendez ou ne louez pas ce logement, vous aurez une performance énergétique qui vous permettra de faire des économies. Néanmoins, il faut parvenir à mobiliser ces sommes, ce qui n'est pas évident pour tout le monde, surtout à l'heure où les taux de crédit ont flambé ».

Selon lui, cette stricte réglementation devrait être assouplie et adaptée au cas par cas. « Il y a également un problème de faisabilité, puisque vous avez parfois des configurations telles qu'il est difficile de gagner beaucoup de classes

**« Avec la montée des prix de l'énergie, cela devient intenable. Pour les ménages précaires, on se rend compte que la facture d'énergie représente souvent 50% de leur revenu. La moitié de leur salaire part dans le chauffage, ce qui n'est pas le cas du reste de la population »**



© DR

énergétiques. Prenez par exemple un immeuble haussmannien, il ne peut pas être isolé de l'extérieur parce qu'on ne peut pas toucher à la façade. Il y a aussi des maisons à caractères particuliers, par exemple les maisons à colombage, ou encore le cas des studios sous les toits à Paris, avec des recoins dans tous les sens où il est extrêmement difficile de gagner en termes de performance énergétique. Donc, vous devez avoir des exceptions concernant cette obligation de rénovation ».

Si les dispositifs pour aider les citoyens à rénover leur logement existant, et sont même nombreux, il est parfois difficile d'effectuer les lourdes démarches

administratives sans soutien. Certaines associations peuvent leur venir en aide, comme en témoigne Pierre-Adrien Plessix. « Les personnes qui rénovent ont besoin d'être accompagnées. Il y a un grand nombre d'aides, publiques comme privées, il faut réaliser des demandes, des dossiers, et assurer le suivi pour recevoir les financements. Ces démarches administratives sont assez déshumanisées. Éco-Habitat a créé un pilier qu'ils appellent « tiers de confiance ». L'idée, c'est que les personnes précaires, souvent exclues, bénéficient d'un intermédiaire, quelqu'un

en capacité de les aider. Quelqu'un qui ne vous envoie pas simplement un mail mais vient vous voir, prendre un café... il faut dédramatiser parce que souvent, quand on met devant ces gens la masse de choses à faire, ils peuvent prendre peur. On doit les accompagner de manière amicale, pas de manière industrielle ».

**Où en est-on actuellement ?**

Aujourd'hui, seuls 5% des logements ont atteint le score A ou B, ce qui signifie qu'il faut rénover 35 millions de logements avant l'échéance de 2050.

**« Il doit y avoir un gros travail d'efficacité sur comment on mène cette rénovation. On peut mettre tout l'argent du monde dans cette histoire, s'il n'y a pas d'initiatives menées par des gens compétents et bien organisés, ça ne pourra pas se passer. »**

différents, associatifs, sociaux, des artisans... tout le monde a des façons différentes de travailler. Si on met beaucoup d'argent, le risque, c'est qu'il soit mal utilisé. Il doit y avoir un gros travail d'efficacité sur comment on mène cette rénovation. Pour moi, on peut mettre tout l'argent du monde dans cette histoire, s'il n'y a pas d'initiatives menées par des gens compétents et bien organisés, ça ne pourra pas se passer. À un moment, il faut des gens sur le terrain pour faire avancer les choses ».

La question de la main d'œuvre, peu médiatisée, est également importante. On peine à trouver des ouvriers qualifiés, capables de mener à bien une rénovation globale, et les plaintes pour défaillance après la tenue de travaux se multiplient.

Entre autres causes, l'obligation de faire effectuer les travaux par des ouvriers agréés RGE (Reconnus Garants de l'Environnement) pour bénéficier de subventions. Un statut contraignant finalement peu prisé par les ouvriers qualifiés, qui nécessite beaucoup de formalités administratives, un paiement annuel, ou encore l'obligation de

prendre des photos à chaque chantier. Dans les faits, les personnes compétentes continuent souvent d'exercer leur activité sans prendre la peine d'obtenir cette certification, ce qui complique encore davantage l'accès aux aides financières pour les particuliers. D'autant plus que le label RGE sert de couverture à de nombreuses entreprises, qui n'hésitent pas à démarcher les propriétaires et à effectuer des travaux pour peu chers, qui se révéleront souvent inefficaces. Une pratique à la limite de l'escroquerie.

Si des efforts sont faits pour améliorer et accélérer la rénovation énergétique, les chiffres montrent que la France est encore loin d'atteindre les objectifs fixés. Cependant, ce retard n'est pas uniquement lié à un financement public trop faible, mais également à des difficultés d'organisation. La difficulté de constituer un dossier pour avoir accès à des subventions, la charge administrative pesant sur les propriétaires, mais également la malfaçon due à un manque d'artisans et d'experts, sont autant de points noirs qui ralentissent l'avancée de ce chantier, primordial pour les années à venir. ■

La ministre de la transition énergétique se félicitait récemment d'avoir atteint l'objectif de rénover 700 000 logements sur l'année 2022, soit « dix fois plus qu'il y a cinq ans ». Cependant, des études plus poussées invitent à prendre ces chiffres avec des pincettes. En effet, d'après le détail de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), c'est seulement 65 939 rénovations globales qui ont eu lieu... pour 13 400 logements ayant atteint le score A ou B. À ce rythme, il faudrait donc 2 600 ans pour que la France atteigne l'objectif fixé. De nombreuses voix s'élèvent ainsi pour dénoncer des mensonges de la part du gouvernement. C'est le cas du collectif Dernière Rénovation, mouvement citoyen écologiste qui a fait de la rénovation thermique des logements son cheval de bataille. Ils réclament, comme le réaffirme l'un de leurs porte-parole, un investissement massif de la part du gouvernement, ainsi que la prise en charge de la rénovation pour les ménages les plus précaires. : « L'action de l'État est inefficace, elle manque aussi beaucoup d'ambition et le gouvernement en parle de manière mensongère. Cela n'a aucun sens de mettre une pompe à chaleur chez soi sans s'assurer de l'efficacité énergétique du logement. Le gouvernement doit mettre 12 milliards d'euros, montant réclamé par la Convention Citoyenne pour le Climat, par an dans ce chantier. Pour inciter les gens à effectuer des travaux de rénovation, il faut que l'État finance à la hauteur de ce qui est nécessaire pour protéger sa population. Aussi, il faut communiquer sur les conséquences à venir du dérèglement climatique. Face à la vérité, les gens feront ce qu'ils peuvent dans la mesure de leurs moyens, l'État doit faire le reste ».

Des propos nuancés par nos autres interlocuteurs, notamment Pierre-Adrien Plessix : « Il n'y a pas assez d'argent, c'est certain. Cependant, l'argent ne résout pas tout, il y a un gros défi organisationnel autour de la rénovation thermique. C'est d'autant plus complexe que cela fait intervenir des milieux

Homme installant une couche d'isolation thermique sous le toit, utilisant de la laine de verre minérale



© DR



Frappée par un dérèglement climatique sans précédent et un appauvrissement de ses écosystèmes, la viticulture française se trouve dans une impasse. À l'image des vignobles bordelais en pleine crise, l'industrialisation chimique et quantitative a achevé de détruire la filière. Désormais les vignerons doivent répondre à un nouveau défi : l'évolution du goût des consommateurs qui demandent de la qualité. MAXIME DEBRUYNE

# Les vins français dans le rouge

Le vin a toujours suivi l'évolution de l'homme. Consommé dans les civilisations les plus anciennes, il a ensuite remonté la route du Rhône grâce aux romains qui l'ont introduit dans les terres d'Europe. On dit ainsi du vin qu'il est un marqueur économique et social représentatif de l'état d'une société. Or la filière du vin est en grande crise... On recense de très nombreux défis auxquels sont confrontés les vignerons français. Au-delà de ces enjeux économiques sérieux, l'industrialisation massive des vignobles montre un changement de mœurs de toute une époque. Faire de la marge, aller toujours plus vite, une ubérisation de la société qui a détourné les consommateurs des gages de qualité d'un produit de luxe. Jennifer Auzanneau, vigneron du Domaine Denizot nous explique « quand on sert du vin à ses invités, normalement c'est qu'on a un certain palier social. Mais il y a autre chose: le vin est un réseau social qui rassemble tout le monde. Je regrette que le covid nous ait tous changé. On avait commencé à ne plus voir ses voisins. Et maintenant avec internet, on ne voit même plus ses commerçants, on se fait livrer chez soi. C'est dingue, plus on est ouvert au monde avec internet, plus on se referme sur soi-même ».

**Phylloxéra :  
2,5 millions  
d'hectares  
détruits  
en 30 ans.**

à la stabilité de son vin. Les gens s'exaltent devant un vin qui pétille. C'est grave. On veut tout standardiser, mais un vin n'est pas un soda ».

Ces artisans cavistes qui travaillent directement avec les producteurs et qui défendent encore le vrai savoir-faire ont mis en place les caves et bars à vin avec comme objectif de faire goûter ce nectar.

Aurélien, caviste indépendante chez Devine ?, nous explique « Dans ma cave on parle, on goûte. J'essaie de montrer aux gens qu'on peut se trouver de très bons vins. Je vois des seconds, des 3ème vins de Bordeaux qu'on vend à 30, 40 euros alors qu'en Languedoc, en Loire, en Rhône pour ces prix-là on a des choses extraordinaires ».

Comment en est-on arrivé à un tel état de crise en France ?

**Les raisins de la galère**

Dans la seconde moitié du XIXème siècle, le phylloxéra a décimé les vignobles français. Le début de la pente pour toute la filière. (2,5 millions d'hectares détruits en 30 ans...). La seule solution a été de greffer les cépages des différentes régions viticoles françaises sur des porte-greffes américains insensibles aux attaques du parasite. Une décision efficace, mais qui a eu des conséquences sur le goût du vin.

En 1991, la loi Évin donne un cadre législatif aux associations pour attaquer les publicités et la communication sur les alcools et le tabac. Désormais, les associations hygiénistes qui tentent d'interdire la consommation d'alcool en France sont lancés dans une guerre ouverte contre le vin. De ce fait, les chiffres montrent que la consommation de vin en France diminue. (OFDT, 2022)

Le réchauffement climatique n'a épargné aucune branche de l'agriculture. Gel tardif, grêle, sécheresse, la viticulture hexagonale a subi de grosses pertes. En réponse, le ministère de

l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a mis en place en 2021 un dispositif d'indemnisation, le plan gel. Une mesure qui n'est pas vraiment à la hauteur du défi, puisque certains vignobles sont parfois entièrement détruits. C'est le cas à Chassagne où le domaine Jean Marc Morey a perdu 100% de sa production à cause du gel en avril, et de la grêle en juillet. (2023)

Le vin subit en plus une crise depuis la raréfaction des bouteilles liée à l'augmentation folle du prix du verre (+ 25 à 50% sur l'année 2023), une conséquence de la hausse du prix du gaz, liée à la guerre en Ukraine. Tous ces défis auxquels sont confrontés les vignobles hexagonaux ont mis le marché du vin sous tension. Alors la profession s'est industrialisée et suit un modèle simple : soit on produit en volume du bas de gamme, soit on fait de la qualité.

**Produire en volume du bas de gamme**

Représentatifs de cette situation, les vignobles de Bordeaux se sont plongés dans une crise catastrophique. Bordeaux est assis sur une production en 2 branches. D'un côté, Bordeaux s'est coupé du marché français et européen excepté pour des vins de supermarché à 4, 5 euros. De l'autre, Bordeaux s'est ouvert à l'export aux États-Unis et en Chine. Au début, le système fonctionnait. Le critique américain Robert Parker a encensé les Bordeaux d'un style bodybuildé, très massif, très dense, très concentré. Les consommateurs voulaient des vins bien boisés, bien charpentés. Mais au bout de 2, 3 ans le marché s'est effondré. Il y a plusieurs causes, c'est ce qu'on appelle le bordeaux bashing. En 2008, c'est la limite de ce système. A cette date, le marché chinois était exponentiel, tout partait en Asie à des prix considérables. Le 8 est le chiffre porte bonheur en Chine; seulement la qualité du millésime n'était pas au rendez-vous. Alors Bordeaux a stabilisé ses vins avec des sulfites, ou y injectait des copeaux de bois directement dans le vin.

Dans le même temps, la crise immobilière a frappé les États-Unis. Les banques fermaient, le marché s'est effondré, et la situation s'est reporté sur



CREDIT : VIBES IMAGES

Les vignobles de Bordeaux touchés par un givre dévastateur. Les torches sont déployées dans les vignobles pour réchauffer l'atmosphère.

la Chine. Les Asiatiques se sont sentis floués. Plus tard en 2013, la Chine s'est aperçu que même dans les années faibles où les millésimes étaient moins bons, les prix ne descendaient pas. La deuxième cause de l'effondrement de ce marché est l'évolution du goût du consommateur. Désormais, c'est le Bourgogne qui explose au détriment de Bordeaux car des cépages comme le pinot noir vont très bien avec la cuisine asiatique. Ce sont des rouges délicats qui s'harmonisent avec la cuisine parfumée et épicée. Amélie, caviste indépendante Aux petits domaines (Paris) nous éclaire « un Bordeaux à 4, 5 euros, plus personne n'en achète, cela n'a plus aucun intérêt. Nous à la cave, personne ne nous demande un Bordeaux, et les grands crus coûtent trop cher, c'est devenu inaccessible pour le marché français. La jeune génération ne nous en demande pas, donc on n'en vend pas, donc on n'en boit pas non plus, et donc notre goût a changé à nous aussi ».

Dans une note de 2018, le Comité national des interprofessions des vins à appellation d'origine et à indication géographique alertait déjà contre la

“déconsommation” des Français. Les vins bon marché (moins de 4 €) sont les plus touchés par ce changement de consommation, tandis que les vins les plus chers continuent, eux, à attirer de nouveaux consommateurs étrangers. Reste que la viticulture française à Bordeaux repose largement sur une production de masse, et c'est sans doute là l'enjeu majeur de la filière dans les années à venir : se réinventer pour produire moins mais mieux. Seulement Bordeaux fait face à climat océanique assez humide, très sensible aux maladies. Le mildiou a touché 70% de la production de cette année. La seule solution est de traiter, aux produits phytosanitaires. Bordeaux ne fait donc que très peu de bio, et n'est pas du tout dans la nouvelle mouvance de recherche de qualité.

À l'extrême, on retrouve aussi le Beaujolais qui se réinvente en biodynamie et en vins naturels, mais ces vignobles sont toujours assis sur une branche qui s'appelle le Beaujolais nouveau. Malgré l'énorme succès marketing initié par Georges Dubœuf, un scandale a éclaté. Une nouvelle fois la demande en Beaujolais nouveau a été

extrême. Face à cette demande inédite, les vignerons ont eu recours à une surproduction des cultures avec des élevages très courts. Quand un élevage est court, les levures naturelles situées sur le raisin n'ont pas le temps de se développer. Le sucre ne peut donc pas se transformer en alcool. Pour pallier ce manque de maturité des raisins et ce manque de levures, les vignerons injectaient des levures chimiques comme la 71b, que le cerveau perçoit comme un goût de framboise ou de banane. Thierry, caviste à Vino Sapiens nous livre « Beaujolais est connoté péjorativement à cause de Beaujolais nouveau. À la cave, on ne dit plus Beaujolais, on dit un Fleurie, un Morgon, un Chiroubles. Moi je n'ai rien contre le Beaujolais. On est au mois de novembre, il ne se passe rien, il fait froid les jours raccourcissent, on a besoin de chaleur humaine et le Beaujolais arrive très bien. Mais faut que la qualité soit au rendez-vous. Chez nous un bon Beaujolais, ça commence à 22 euros, c'est un Julienas 2015 par exemple.



CRÉDIT : FREEPROD33

Remplissage de cornes de vache avec du fumier pour fabriquer du fumier de corne bio dynamique 500 destiné à être utilisé dans les vignobles.

Qu'est-ce qu'on peut trouver de bon dans un Beaujolais à 4 euros. On a déjà 2 euros de matière sèche avec la bouteille, l'étiquette, le bouchon, la capsule. Alors voilà les touristes viennent acheter un Beaujolais nouveau au supermarché et c'est ça l'image de la France ? »

**Des nouveaux gages de qualité**

S'opposer à l'industrialisation des vignobles, voilà le défi que s'est fixé la nouvelle génération. Lutter contre le mode d'élevage à l'américaine, refaire du vin dans des cuves en bois et non y injecter des copeaux de bois. La qualité passe toujours par le temps. Thierry, caviste à Vino Sapiens nous explique « Un Bordeaux a besoin de temps; dans la cave on boit très peu de Bordeaux, mais là je viens de faire rentrer des vieux millésimes ça marche très bien. Un bon Bordeaux c'est un vieux Bordeaux. J'ai vendu un Chasseloup 2001, le monsieur s'est régalé ».

Lutter contre les élevages à l'américaine, c'est aussi revenir à des Francs de pieds, c'est-à-dire travailler avec des pieds non greffés, conserver un vrai patrimoine génétique et lutter

contre les clones, même au risque de tout perdre. Ces vigneron choisissent des parcelles très sableuses, car ce type de sol empêche assez efficacement le fameux puceron de s'attaquer aux racines. Plusieurs vigneron de la Loire comme le Domaine de La Charmoise Marionnet propose chaque année des cuvées de Gamay, Malbec, Chenin et Sauvignon grâce à ses grandes surfaces de terroirs très sablonneux. Loïc Pasquet, propriétaire du domaine Liber Pater, Président de l'Association Les Francs de Pied : un Héritage. « Notre objectif premier est de fédérer tous les producteurs qui disposent de vignobles plantés de cépages indigènes en vignes franches de pied dans leur lieu d'origine. Nous souhaitons protéger et transmettre un savoir-faire pluriséculaire, tout en respectant la biodiversité avec la replantation des anciens cépages dans un écosystème équilibré. En sauvant ces cépages c'est le goût dans sa diversité et son authenticité qui est préservé ».

Parmi les pratiques « bio », on retrouve aussi la biodynamie qui se singularise par une prise en considération des rythmes de la nature et par l'utilisation de préparations végétales de type homéopathique visant à rééquilibrer le végétal plus qu'à le soigner en cas de maladie. On recense plusieurs

techniques dont la plus connue est l'insertion de fumier dans une corne de vache enterrée. « La biodynamie c'est l'écoute du vivant, on écoute la terre, la nature et on s'adapte à elle. C'est une technique d'agriculture qui s'appuie sur l'anthroposophie développée par Rudolf Steiner. Mais attention il faut pousser le vin vers la nature et non vers la nature. La pratique biodynamique qui consiste à remplir une corne de vache avec de la bouse, la laisser enterrer un certain temps, puis la retirer pour en faire une solution homéopathique peut jouer sur le goût, et apporter des saveurs fortes de terroir. Il faut trouver un bon équilibre ». Jennifer Auzanneau, vigneron du Domaine Denizot.

Une autre technique qui se développe pour sauver la filière du vin a été d'utiliser des cuves ovoïdes en béton, placée à la verticale pour garder un maximum de fraîcheur pendant la vinification. L'avantage de cette technique est d'éviter le bâtonnage ou le retournement des cuves. Les cuves ovoïdes sont calées sur le système des amphores à l'ancienne. « le vin est vivant, il a une mémoire, on prend soin de lui et on ne le brusque pas. Alors que le bâtonnage se fait par des grosses pompes et on transvase le vin ». Aurélie, caviste indépendante chez Devine ? (Paris).

Enfin et surtout, l'enjeu est de recréer des écosystèmes détruits par les produits chimiques. Les produits phytosanitaires ont tué tous les insectes et toutes les mauvaises herbes qui maintenaient l'alimentation des vers de terre. La technique révolutionnaire est l'agroforestation qui consiste à planter des arbres entre les cultures de vignes. Cette utilisation naturelle fait revenir les oiseaux qui mangent les larves. Ce sont aussi des créations de zones d'ombre, qui retiennent ainsi plus facilement l'eau. Seulement, les zones de vignes sacrifiées au profit de la plantation d'arbres font automatiquement baisser la production en quantité de vin. Un coût à répercuter sur la bouteille. Mais l'augmentation ne fait pas rougir les cavistes. Aurélie, caviste indépendante chez Devine ? nous confie « Je suis contente quand les prix augmentent parce que ça récompense le travail alors que ça n'est pas justifié à Bordeaux. Je vends des vins sous allocation : il y a 3 ans on avait 24 bouteilles maintenant on en a plus que 6 ou 12. Et une bouteille que je vendais 25€, maintenant on la vend 35€. Mais c'est ça la bonne solution. Sinon on ne renouvellera jamais la filière. Et je m'interdis de vendre des vins chimiques ».

**Des goûts qui changent**

À l'heure d'une société qui s'est métamorphosée par l'industrialisation brutale de toutes ses mœurs, il est temps

de briser le système mis en place. Jean Denys de Bonnaventure, producteur au Château de Coulaïne (Beaumont-en-Veron) nous explique « Si l'on continue de produire du vin dans les mêmes conditions, dans moins de 100 ans, ce métier n'existera plus. On en est arrivé à réchauffer nos vignes en les survolant avec des hélicoptères. Plus rien ne va dans cette filière ».

On mesure qu'une société qui évolue passe de l'eau à la bière, et de la bière au vin. Or on constate que la tendance s'inverse en France sur les dernières années. Les grandes chaînes de cavistes comme Nicolas est un modèle qui est fini. S'ils survivent encore, c'est uniquement grâce aux grands groupes auxquels ils appartiennent comme Castel qui pèse 1 milliard 500.000€ avec d'énormes usines de bière en Afrique alors que Nicolas arrive difficilement à 300 millions. Une situation identique pour le repère de Bacchus qui appartient à la Martiniquaise. Thierry, caviste indépendant à Vino Sapiens nous confie « j'ai travaillé 1 an chez Nicolas. C'est un marché du vin qui est joli, le mec a son tablier mais il n'est caviste, c'est un commercial et il y connaît rien. Tu ne peux pas approvisionner 600 caves avec de la qualité. C'est uniquement de la com et s'ils ont encore une clientèle c'est parce qu'ils fonctionnent avec une carte de fidélité qui permet d'avoir sa petite bouteille gratuite le

mois de décembre. Autrement ils sont juste derrière leur caisse à attendre que leur clientèle plutôt âgée viennent chercher leur bouteille tous les jours à 3,4 euros ».

L'appauvrissement de la qualité du vin a suivi celle du café. Geoffrey Thierraz assistant d'exportateur de vin aux États-Unis à la SommSelection LLC basé à Miami nous explique « il n'y a plus de vrais cafés. Maintenant ce qui marche c'est des chaînes comme Starbucks qui vous vendent des produits hyper sucrés, des produits gras. Et les gens consomment ça tout seul devant leur ordinateur ou leur téléphone. On uniforme tout, on standardise tout. Mais le café ou le vin ça n'est pas ça... Le vin c'est le meilleur social network, c'est quelque chose qui rassemble, au bout de quelques verres les langues se délient, on est plus accessible, plus réceptif, et ça ouvre le cœur ».

C'est en ce sens que la nouvelle génération de vigneron se dresse contre la déconnexion du réel. Jean Denys de Bonnaventure (producteur au Château de Coulaïne) nous explique sa contre-offensive qui passe par un retour aux sources, un lien direct entre producteur et consommateur, la vente directe à la cave. Il nous explique « c'est là où Bordeaux a pêché par exemple. Bordeaux ne recevait pas, il n'y avait pas d'œnotourisme. Il fallait prendre rendez-vous, on arrive dans un grand château ; alors l'herbe est magnifique, elle est coupée au ciseau et y a une charmante hôtesse qui nous accueille et qui parle 5 langues. Mais dès qu'on veut acheter une bouteille cela n'est pas possible. Il faut aller voir les grands négociants à cause du système de courtage. »

Pour redonner cette proximité et faire goûter leurs vins, les vigneron misent désormais sur les journées porte ouverte, les fêtes de village associées à la musique, l'œnotourisme comme les chambres et tables d'hôtes, ou encore la vente directe aux vignobles avec un système de bouteilles consignées. Un nouveau marketing de proximité qui commence à porter ses fruits. ■

Souffle avec moût rouge et vis hélicoïdale. Les mains de Winemaker en gros plan.



CRÉDIT : MOUNTAINS HUNTER

# L'IA FAIT SON CINÉMA



L'intelligence artificielle s'impose peu à peu dans le processus de création d'un film. Son arrivée interroge, elle inquiète notamment les professions qu'elle pourrait bientôt remplacer. Scénaristes, réalisateurs et comédiens de doublage voient leur secteur se métamorphoser avec l'irruption de l'IA. Les professionnels du cinéma s'organisent pour se protéger face une technologie en pleine évolution. **AUBIN DE MARESCHAL**

**M**ai 2023 à Los Angeles, le soleil californien se lève sur une pancarte « en grève » sur la colline la plus célèbre d'Hollywood. Pour une fois, ce n'est pas le sourire des stars qui fait monter la température sur la côte, mais bien l'intelligence artificielle. Les scénaristes américains tirent la sonnette d'alarme et font bloc. L'évènement met sur le devant la scène les enjeux de l'IA liés au monde du cinéma. Les robots vont-ils remplacer les professionnels du secteur ?

n'étaient censés représenter qu'une petite partie des revendications de la grève. Le sujet monte en puissance à la suite d'un ensemble d'annonces prononcées au moment des manifestations. Elles concernent l'utilisation de l'IA, notamment dans la création des scénarios.

Anna Fregonese parle alors d'un affolement général : « *tout d'un coup, tout le monde en a parlé* ». Les premières réactions sont inquiètes. Les

professionnels cauchemardent d'un remplacement général de l'homme par la machine. La guilde des scénaristes réagi en ouvrant le dialogue. Des tables rondes sont organisées au festival de la fiction de la Rochelle. Le syndicat met également en place un débat à la maison des auteurs de la SACD (Société des Auteurs et des Compositeurs Dramatiques).

Installés devant les studios Paramount, les scénaristes étaient bien décidés à se faire entendre.



© CHRIS PIZZELLO/AP/SIPA

En France, le message ne passe pas inaperçu et notamment pour le syndicat de la guilde des scénaristes. Anna Fregonese, présidente du syndicat et elle-même scénariste témoigne de l'évènement. La guilde s'est entretenue dans un premier temps avec les Américains lors de la réunion annuelle de l'IAWG (International Affiliation of Writers Guilds). Il s'agit d'une organisation qui regroupe les syndicats de scénaristes du monde entier.

Lors de cette réunion, la communauté des scénaristes américains affirme la chose suivante : Les extraits concernant l'intelligence artificielle

Avec Midjourney, une IA générative, un internaute a réussi à recréer une nouvelle affiche pour le dernier Avatar

Des ingénieurs en IA et des concepteurs d'IA y sont invités. L'objectif est d'écouter tous les acteurs de l'IA et avancer sur la question avec une approche plus réaliste et pragmatique.

La présidente Anna Fregonese l'affirme : « *l'IA il faut s'y préparer, chercher à comprendre et s'en emparer* ». La guilde crée aujourd'hui un comité de réflexion sur l'IA pour effectuer de la veille technologique. Le syndicat cherche à mieux appréhender cette évolution technologique. Une première formation à l'IA est même déjà proposée aux scénaristes, elle dure 2 jours. D'autres formations sont également à prévoir dans les mois et les années à venir.

Si la grève américaine a porté ses fruits en se concluant par des accords, l'idée d'un pareil mouvement en France n'est pas envisagée. Comme aime le rappeler Laurent Jaoui, président de l'U2R (Union des Réalisatrices et Réalisateurs), la France est un pays peu syndiqué, surtout dans le milieu artistique. Aux États-Unis, les syndicats sont historiquement beaucoup plus puissants. La précarité de certaines professions comme les scénaristes rend la grève trop risquée.

Le statut d'intermittent limite également les moyens. Les salariés du secteur ne sont pas protégés par le droit du travail contrairement aux employés en CDI par exemple. Lors d'une grève, ces derniers n'ont pas de rentrée d'argent. Un blocage peut tout de même être organisé en dernier recours. En Espagne, le secteur envisage une grève car aucun dialogue n'est possible entre les scénaristes et les producteurs sur le sujet de l'IA.

## Un outil séduisant mais limité

L'intelligence artificielle apeure mais elle réjouit aussi de nombreux spécialistes. Laurent Jaoui, président de l'U2R déclare : « *l'IA va révolutionner le monde, donc le cinéma* ». De nombreuses tâches sont accélérées. Les producteurs pourraient bientôt se



© SPAGOLI/REDDIT.COM

passer des scénaristes. Les scénaristes qui utilisent bien l'IA sont, eux, également plus performants que les autres. À l'heure actuelle, l'intelligence artificielle reconfigure la création de scénarios, de bandes annonces ou l'organisation de castings. En post production, la nouvelle technologie aide aussi les monteurs à aller plus vite.

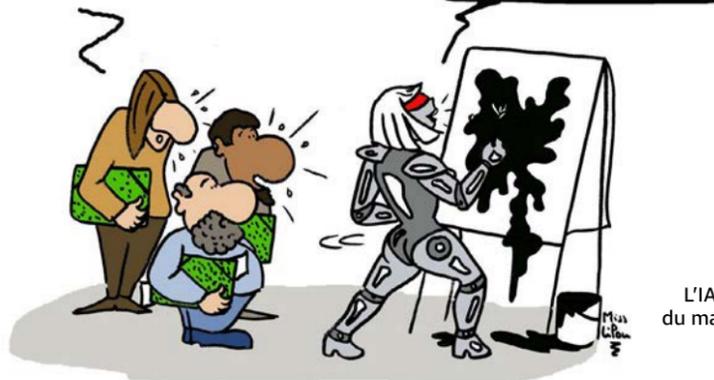
Vincent Behague est directeur d'un cabinet de conseil en management utilisant l'IA. Pour lui, l'atout majeur de l'intelligence artificielle est de pouvoir

débarrasser les humains des tâches répétitives et ennuyeuses : « *l'IA est là pour remplacer les bullshits jobs (métiers inutiles)* » déclare-t-il. Problème : on ne retrouve pas de bullshits jobs dans le milieu du cinéma. D'autres métiers vont être assistés, les humains vont devenir meilleurs dans leurs missions, plus brillants. Le directeur de Adix ne le sait peut-être pas, mais il vient de mettre en avant une théorie marxiste. D'après cette théorie, les machines évitent aux humaines les tâches pénibles.

## L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE VA-T-ELLE REMPLACER LES ARTISTES ???

NON SEULEMENT ELLE EST NOUÉE, MAIS ELLE A AUSSI DES ÉMOTIONS TRÈS HUMAINES....

NOIR C'EST NOIR IL N'Y A PLUS D'ESPOIR...



© MISSULO

L'IA a aujourd'hui du mal à reproduire les émotions humaines.

Selon Pierre Alain Raphan, directeur de Claranet et ancien député, l'IA est uniquement utile aujourd'hui pour accélérer certaines choses. Lorsque vous demandez au logiciel midjourney de créer une image, ce n'est pas lui qui a inventé le contenu mais bien vous, l'humain.

La créativité est humaine mais la réalisation et la concrétisation sont optimisées par l'IA. « La folie qui nous caractérise, nous les humains, ne peut pour l'instant pas être modélisée algorithmiquement » d'après Pierre Alain Raphan.

Autrement dit, l'intelligence artificielle n'est pas intelligente, elle est là pour augmenter l'intelligence de l'humain. Pour l'instant, elle fait gagner du temps aux professionnels du cinéma. Le travail de l'artiste est d'utiliser l'IA. Pour le président de l'union des réalisateurs Laurent Jaoui, « il s'agit de rendre le travail plus ludique ».

### Les comédiens de doublage dans l'œil du cyclone

Le secteur du doublage se remet petit à petit de l'épisode turbulent du Covid19. Pourtant, il fait désormais face à une menace sans précédent. L'IA devient progressivement susceptible de remplacer complètement leurs métiers. « Cela devient inquiétant quand on voit Jack Nicholson parler en

à un cran supérieur. Lors du casting de la voix anglaise de Siri, l'option d'une voix de synthèse a été fortement évoquée. Voilà qui démontre aujourd'hui l'intérêt de l'IA chez les directeurs artistiques, mais aussi chez les directeurs de casting.

« On nous dit qu'il reste une dizaine d'années au métier » évoque Loïc Houdré. Les comédiens ont aujourd'hui du mal à se projeter. Même si le doublage artificiel est au stade d'essai, il effraie. Malgré tout, les comédiens déplorent un manque de mobilisation sur la question de l'IA. De nombreuses professions sont pourtant touchées de près ou de loin par l'IA, pas seulement les doubleurs ou les scénaristes. Les directeurs de studios ne semblent pas réagir alors qu'ils sont concernés et que leurs entreprises devront peut-être fermer.

Loïc Houdré avertit : « si ces gens-là ne travaillent plus (les professionnels remplacés par l'IA), ils ne cotiseront plus, il y aura un problème ».

Les comédiens de doublage, Loïc Houdré et Olivier Peissel cachent derrière ce sourire jovial, l'inquiétude pour l'avenir de leur profession.



© AUBIN DE MARECHAL

Pour défendre leurs droits, Loïc Houdré et Olivier Peissel peuvent compter sur l'association « Les Voix ». Les comédiens Stéphane Kalb et Patrick Kuban sont à l'origine de cet union. Au-delà du territoire français, c'est l'organisation UVA (United Voice Artists) qui porte la voix des comédiens de doublage du monde entier. Pour Olivier Peissel, l'objectif aujourd'hui c'est de « ne pas se faire bouffer ».

Les doubleurs dénoncent le vol de leurs voix par les IA. Ils mettent le doigt sur la liberté qu'ont les algorithmes d'utiliser leur travail. Des

complexes. Le volume de données utilisées est massif et les chemins empruntés par les algorithmes sont difficiles à retracer. L'ancien député Pierre Alain Raphan l'affirme pourtant : « aujourd'hui on possède toute la technologie pour savoir ce qui a été plagié ». Les professionnels du cinéma réclament actuellement une meilleure répartition de la valeur. L'idée serait de créer une « cour des comptes des algorithmes ».

Pour le doublage, plusieurs actions sont actuellement menées pour préserver les droits des comédiens vis-à-vis de l'IA. L'UVA propose actuellement



© PEXEL

entreprises organisent même des sessions d'enregistrement avec des comédiens uniquement pour alimenter des intelligences artificielles en ce moment même. Les artistes souhaitent à présent pouvoir légiférer l'utilisation de l'IA dans leur profession. Ils ne sont pas réticents à son arrivée mais déplorent aujourd'hui un usage abusif.

Pour eux, l'utilisation de l'IA sur un projet doit tout d'abord être mieux indiquée. Par-dessus, tout, les comédiens espèrent pouvoir récupérer des droits d'auteurs sur du contenu réutilisé par l'intelligence artificielle.

### Recherche d'un cadre pour l'IA

Selon Vincent Behague, expliquer un résultat donné par une IA est très

Les syndicats et les associations proposent des textes pour encadrer l'IA à la commission européenne.

un texte au conseil européen. Celui-ci permet d'ajouter une clause sur les contrats des doubleurs pour empêcher l'utilisation de voix déjà enregistrées par des comédiens. Les représentants de l'association les voix ont également été reçus par le cabinet ministériel de la culture afin d'échanger sur le sujet. Le ministère se dit prêt à aider les comédiens de doublage face à l'intelligence artificielle.

Les scénaristes français, eux, soutiennent un projet de loi national lié aux premières textes de

réglementation de l'IA de la commission européenne. Chaque pays européen doit adapter les directives de la commission sur son territoire (dans le droit français par exemple). Anna Fregonese, présidente de la guilde des scénaristes, déclare que « notre adaptation en France est la plus avantageuse à l'heure actuelle ». La guilde des scénaristes fait partie du FSE (Fond Social Européen) et fait du lobbying à Bruxelles (capitale européenne du lobbying) pour défendre ses droits.

La guilde s'associe avec d'autres organisations comme la SACD (Société des Auteurs et des Compositeurs Dramatique) mais aussi la SACEM (Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique) par exemple. Le but de cet union est d'obtenir un cadre légal qui aujourd'hui fait totalement défaut. Le CNC (Centre National du Cinéma) préside actuellement les négociations depuis le rapport Racine. Il s'agit d'un rapport effectué par le conseiller maître à la Cour des comptes Bruno Racine en 2019. Ce rapport portait sur les mutations des activités de création sur les 30 dernières années.

Les syndicats comptent s'appuyer sur ce qu'ont obtenu les Américains à la suite de la grève terminée en septembre 2023. Ces derniers ont négocié des principes généraux. Par exemple, il est désormais impossible de moins payer un auteur lorsque l'on utilise l'IA. En France, les pouvoirs législatifs sont plus importants qu'aux États-Unis. Les professionnels espèrent donc un meilleur encadrement de l'intelligence artificielle par le gouvernement.

D'autres comme Laurent Jaoui, président de l'U2R, proposent de s'inspirer des idées du sénateur Américain Bernie Sanders. L'homme politique veut taxer la valeur ajoutée par les robots qui remplacent les travailleurs. Les salariés profiteraient alors à leur tour des avantages économiques de l'intelligence artificielle. Bien qu'il semble mieux répartir la valeur, ce système ne garantit pas aux travailleurs de garder leurs emplois. ■

# CES AUTEURS ITALIENS QUI CAPTIVENT LA FRANCE

**L'**engouement pour la littérature italienne en France a commencé dès la Renaissance et a toujours été bien accueillie. Les échanges intellectuels et culturels entre les deux pays voisins ont conduit à l'importation d'idées, de textes, et d'influences artistiques italiennes en France. Des écrivains, des humanistes et des artistes français ont été profondément marqués par les mouvements de la Renaissance italienne. Les poètes italiens tels que Dante Alighieri, Pétrarque et Boccace ont exercé une influence majeure sur la poésie française. Les œuvres ont été traduites en français et ont inspiré des générations de poètes. Par ailleurs, c'est le « pétrarquisme » du XVI<sup>e</sup> siècle qui a laissé une empreinte lexicale, sémantique et syntaxique qui a inspiré la poésie française.

La France a également été influencée par l'émergence du genre du roman en Italie. Pirandello et Svevo ont mis en scène la fragmentation du « Je » au XX<sup>e</sup> siècle. Dans le roman psychologique *Un, personne et cent mille*, Luigi Pirandello utilise la quintessence de sa pensée et de son écrit. Le personnage de Vitangelo s'adresse à un interlocuteur imaginaire où il essaie de découvrir qui il est vraiment. Dans le livre d'Italo Svevo, *La Conscience de Zeno*, le personnage éponyme raconte des éléments de sa vie alors que ce dernier est atteint d'une maladie mentale. L'auteur y utilise la psychanalyse de Freud développée au XIX<sup>e</sup> siècle, son personnage dérive vers la névrose.



Le 7 novembre 2023, Jean-Baptiste Andrea a été primé par l'Académie Goncourt pour son quatrième roman *Veiller sur elle*. L'auteur y narre une histoire d'amour entre un sculpteur reconnu et une riche héritière, sur fond d'ascension du fascisme. Plus de 900 titres italiens sont traduits chaque année ce qui fait de la France le deuxième marché pour la vente des droits d'œuvres transalpines à l'étranger.

ADÉLIE FABRE-FORLINI

Italo Calvino, est une des figures marquantes de la culture italienne. En 1947, il publie *Le Sentier des nids d'araignées* et en 1949 *Le Corbeau vient le dernier*. Ses deux premiers romans s'inscrivent dans le néoréalisme, un mouvement qui s'est développé dès la fin du fascisme, mais qu'il abandonne pour se tourner vers le fantastique. C'est en 1952 qu'il publie *Le Vicomte pourfendu*, le premier tome de sa trilogie héraldique, qui se passe au Moyen-Âge. Ainsi, il a joué avec les possibilités narratives et visionnaires et a influencé des écrivains français comme Marguerite de Navarre et Honoré d'Urfé. Ils ont adapté leurs ouvrages aux formes narratives italiennes, contribuant ainsi à l'évolution du roman français.

L'opéra italien, avec des compositeurs tels que Verdi et Puccini, a connu un grand succès en France. Les opéras ont

Le restaurant Drouant fondé en 1880, situé en plein centre de Paris. Depuis 1914, il accueille wles célèbres prix littéraires Goncourt et Renaudot.

Portrait de Dante, auteur florentin, considéré comme le père de la littérature italienne.

été traduits et interprétés en français, renforçant l'attrait pour la culture italienne. La peinture de la Renaissance a également eu un impact sur les artistes français. Des tableaux de maîtres italiens tels que Léonard de Vinci ont été admirés et étudiés en France. Le théâtre, en particulier, la Commedia dell'arte, a été une source d'inspiration pour le théâtre français. Les personnages comiques comme Arlequin et Pantalone ont été adaptés dans la tradition théâtrale française.

Au XX<sup>e</sup> siècle, certains auteurs tels que Elsa Morante, Italo Calvino ou encore Umberto Eco et Alessandro Baricco sont désormais considérés comme des classiques en France.

Ces vingt dernières années ont été particulièrement brillantes pour les traductions françaises des romans italiens. « *C'est probablement dû à la variété des choix narratifs et des thématiques traitées, du roman policier aux sagas, du contexte historique ou celui plus intime, et régional* » explique Milena Maselli, professeur d'italien et de littérature à La Sorbonne. Selon Nathalie Bauer, écrivaine et traductrice réputée, cela est dû à deux facteurs : « *d'un côté, la professionnalisation des traducteurs de l'italien et de l'autre, le plus grand succès de la décennie, Le Nom de la Rose d'Umberto Eco. Ce succès a incité les éditeurs français à acheter et à faire traduire d'autres ouvrages italiens, que ce soit des classiques ou des textes récents* ».

## Les Best-sellers transalpins

Ces dernières années ont été marquées par Elena Ferrante et sa célèbre série de roman *L'Amie prodigieuse* vendue à plus de cinq millions d'exemplaires et adaptée en série télévisée. Publiées chez Gallimard, ses œuvres rencontrent un grand succès à chaque parution et ont suscité un intérêt considérable pour la littérature italienne contemporaine. Il y a aussi le dramaturge et écrivain Alessandro

Baricco qui a trouvé son public en France grâce à *Soie*, *Novecento* ou encore *Pianiste*. On retrouve aussi le réalisateur Niccolò Ammaniti qui est l'auteur de plusieurs romans à succès, dont *Je n'ai pas peur*, *Moi et toi*, ou encore *Anna* qu'il a adapté lui-même en mini-série. Il est connu pour ses récits portant sur l'enfance, la solitude et les relations humaines. Ces auteurs italiens contemporains offrent une grande diversité de styles, de thèmes et de perspectives, ce qui contribue à leur popularité croissante en France. Leur travail élargit l'horizon littéraire français et renforce les liens culturels entre les deux pays.

Dans un autre registre, le journaliste Roberto Saviano s'est fait remarquer par ses écrits et ses articles sur la mafia. Son roman *Gomorra* qui enquête sur la mafia napolitaine, *Camorra*, s'est vendu à plus de quatre millions d'exemplaires. Par son travail engagé contre le crime et

ses descriptions méticuleuses, ce livre a été un immense succès en Italie comme à l'étranger ce qui a permis son adaption au cinéma en 2008. Depuis la parution de son livre en 2006, l'écrivain vit sous protection policière après avoir reçu des menaces de mort de la Camorra.

### La stratégie éditoriale

Ces dernières années, la littérature italienne a réussi à s'importer dans le marché international mais plus particulièrement en Europe. En 2000, la vente des droits de la traduction était de 4% du marché et aujourd'hui, elle est aux alentours de 12%.

Les éditeurs jouent un rôle crucial en choisissant les œuvres italiennes à traduire et à publier. Leurs sélections déterminent en grande partie quelles œuvres italiennes sont accessibles au public français. Ils sont responsables de la promotion des livres italiens, en utilisant des stratégies de marketing, des campagnes publicitaires, des événements littéraires ou des rencontres avec les auteurs. Les éditeurs travaillent aussi en étroite collaboration avec des traducteurs compétents pour garantir des traductions de qualité. Avec ses moyens, ils espèrent attirer l'attention des lecteurs français.

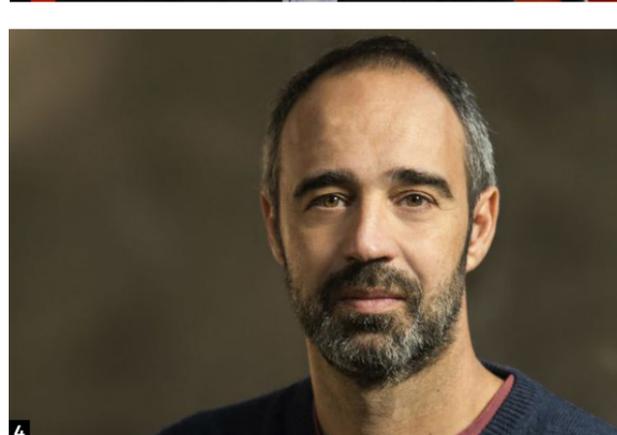
### Le défi de la traduction

Le choix du traducteur est essentiel pour conserver l'essence et le style de l'œuvre originale. « En général, les éditeurs français me contactent pour me proposer tel ou tel ouvrage à traduire », raconte Nathalie Bauer. « Il m'arrive aussi de soumettre moi-même des textes, transmis par des éditeurs, des agents littéraires et des auteurs italiens avec qui je suis en contact » continue-t-elle. Les éditeurs financent la traduction, la publication et la distribution des œuvres italiennes, ce qui permet aux auteurs d'atteindre un public plus large en France.

Les traducteurs ont la tâche délicate de transposer fidèlement le contenu, le style et l'émotion de l'œuvre originale dans une autre langue. Ils doivent s'assurer que l'essence ne soit pas perdue dans la traduction.

Les traducteurs doivent également tenir compte des nuances culturelles et des références spécifiques à l'Italie pour que le texte soit compréhensible et attrayant pour les lecteurs français. Nathalie Bauer explique que « la traduction est un métier qui demande une sensibilité à la langue cible et à la langue source. Il faut connaître les deux langues dans toutes leurs nuances, en particulier la langue cible. Il faut donner l'impression au lecteur que le livre qu'il tient entre les mains n'est passé par aucun filtre ».

Les traducteurs contribuent à la littérature française en créant des œuvres originales à travers leurs versions. « C'est dans ce sens qu'on peut dire qu'un bon traducteur est un traducteur invisible » souligne la traductrice. Leur rôle est donc double, à la fois de médiateur culturel et de créateur. Selon Milena Maselli, l'étape de la traduction est « un gigantesque défi pour les traducteurs français ». Elle considère que le registre standard de la linguistique italienne n'est jamais défini. « Chaque région a sa langue, son propre dialecte. À partir de là, il y a une infinité de registres



CRÉDIT: ISTOCK

CRÉDIT: WIKIMEDIA COMMONS

CRÉDIT: FLICKR/ MARIO CARLINI

CRÉDIT: FLICKR/ MADDY

- 1 Le studio n°5, un des studios de la Cinecittà et le préféré de Federico Fellini.
- 2 Silvio Berlusconi, homme d'affaires et politicien impliqué dans le secteur de l'immobilier, télévisuel et sportif.
- 3 Roberto Saviano, écrivain et journaliste, connu pour avoir dénoncé le milieu mafieux.
- 4 Niccolò Ammaniti, réalisateur et écrivain de *Je n'ai pas peur* et *Anna*.
- 5 Italo Calvino, écrivain italien connu mondialement pour sa trilogie héraldique, *Nos Ancêtres*.

*familiers et par conséquent, il n'existe pas de traduction parfaite»,* explique-t-elle.

Le travail acharné et la compétence des éditeurs et des traducteurs sont essentiels pour permettre aux œuvres italiennes de transcender les barrières linguistiques et culturelles. Ainsi, elles permettent de nourrir l'engouement pour la littérature italienne en France. Leur collaboration contribue à l'enrichissement du paysage littéraire français en ouvrant la porte à de nouvelles voix et à de nouvelles histoires.

La réception des ouvrages traduits se mesure à travers les critiques littéraires dans les médias et les ventes en librairie. « Il ne faut pas oublier les libraires qui sont aussi les acteurs de la popularité de tel ou tel livre ou de tel ou tel auteur. La littérature italienne figure en bonne place dans les rencontres organisées en librairie ou dans les différents festivals de littérature » explique Nathalie Bauer. En 2023, le Festival du Livre de Paris a mis à l'honneur 51 auteurs italiens et le festival Italissimo qui a lieu chaque année à Paris et à Lyon, est une grande réussite.

« Nous avons toujours un livre d'Elena Ferrante ou d'Alessandro Barricco dans les rayons » explique Ophélie, employée dans une librairie indépendante de Grenoble. « Chaque tome ou nouveau livre est attendu avec impatience » continue-t-elle. « Notre dernier succès a été *Itinéraires d'Erri de Luca*. C'est un ouvrage qui regroupe plusieurs œuvres de l'auteur en passant de ses poèmes à ses romans ».

Sur Instagram, il existe une communauté littéraire et culturelle sur l'Italie. Parmi eux, se trouve Samuel, un étudiant en Master de Littérature Comparée à Nantes, qui tient le compte @Un Garçon Littéraire : « J'ai découvert la littérature italienne complètement par hasard. Je m'y suis intéressé petit à petit et me voilà un vrai passionné », a déclaré Samuel. « L'auteur que je ne cesserai de recommander est Pasolini. Malheureusement, on ne recommande que les grands auteurs. Pour parler d'un auteur méconnu, je citerai Giuseppe Brunati, un auteur du XIXe siècle. Sauf que ces livres ne sont plus édités en France ».

### L'Italie contemporaine à travers la fiction

Les œuvres de la littérature italienne reflètent souvent l'histoire complexe de l'Italie en tant que nation relativement récente. Le pays a été unifié en 1860 mais est resté

riche en traditions régionales. Selon Nathalie Bauer, « la traduction littéraire joue un rôle de médiateur. Elle permet de connaître un auteur étranger et, à travers son œuvre, tout ce qui est relatif au pays, aux lieux, à l'histoire et à la société dans lesquels ses personnages évoluent ». Les romans historiques comme *Les Cloches de Rome* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa offrent un aperçu de la construction de l'identité italienne et de la variété des cultures. La littérature transalpine aborde fréquemment les valeurs fondamentales de la société italienne, telles que la famille, l'amitié, l'amour, la passion et la convivialité.

Les œuvres d'Italo Calvino et d'Elena Ferrante explorent ces thèmes de manière profonde. « Les sagas familiales sont particulièrement appréciées. Les ouvrages à fond historique également » explique Nathalie Bauer. Les écrivains italiens utilisent souvent la fiction pour commenter la politique, la société et les problèmes contemporains de l'Italie. Les œuvres de Primo Levi sur l'Holocauste ou les romans engagés de Roberto Saviano sur la mafia offrent des perspectives uniques sur ces questions. La littérature italienne met en lumière l'importance des arts et de la culture dans le pays, notamment la peinture, la musique, la cuisine et l'architecture. Italo Calvino a intégré ces éléments culturels dans ses œuvres.

L'Italie est dotée d'une richesse linguistique où de nombreux dialectes coexistent avec la langue italienne standard. Les auteurs utilisent parfois ces langages pour renforcer la dimension régionale de leurs récits. Par exemple, Roberto Saviano emploie fréquemment le dialecte napolitain dans son livre *Gomorra*.

L'Italie est connue pour sa diversité régionale, et sa littérature reflète cette variété. Les œuvres d'auteurs comme Cesare Pavese, qui se concentre sur le Piémont, ou d'autres écrivains régionaux, offrent des perspectives uniques sur les coutumes et les cultures locales.

En 2022, les éditeurs français ont cédés près de 1200 titres à leurs homologues italiens. ■



CRÉDIT: FLICKR

# CANTAT RELANCE DETROIT

**B**ertrand Cantat travaille discrètement sur son futur album. 20 ans après la tragédie de Vilnius, il ne parle jamais à la presse. La dernière interview qu'il avait accordée aux Inrocks, en 2017, avait provoqué un véritable tollé dans le monde médiatique. Depuis, l'ancien leader de Noir Désir reste silencieux, et surtout, n'a aucune envie de remettre un dollar dans le juke-box pour redémarrer la polémique.

Pour le journaliste, l'équation est simple : ne pas parler du drame serait vu comme une sorte de négationnisme, l'évoquer en permanence serait nier le droit de l'artiste à continuer à travailler. Mais il y a déjà eu 20 ans de couverture médiatique souvent unilatérale à ce sujet ; aussi, on ne parlera ici que de musique, de poésie et de manière de les diffuser.

C'est donc après l'échec relatif de son opus solo *Amor Fati* sorti en 2017 que le chanteur reprend Détroit. 10 ans après *Horizons*, le groupe désormais composé du bassiste Pascal Humbert et Jérémie Garat, musicien et ingénieur du son, se remet en route et lance en début d'année 2023 une vidéo de teasing sur Youtube. Des « rendez-vous » sont régulièrement postés sur leurs réseaux sociaux, livrant quelques mystérieux écrits sur fond sonore.

Mais, après une fin de contrat avec Barclay, sa maison de disque historique, le groupe se retrouve désormais sans le soutien d'une *major company*. Il se voit donc contraint de s'autoproduire via un financement participatif.

**Sur les réseaux sociaux, vous avez annoncé il y a quelques mois que le groupe Détroit sortirait un album en 2024. Où en êtes-vous dans sa conception ?**

On a commencé à travailler avec mes camarades Pascal Humbert et Jérémie Garat qui sont tous les deux compositeurs, musiciens et ingénieur. À nous trois on a notre petit pôle créatif. C'est ça Détroit.

Sur ce disque, on est un peu dans notre petit laboratoire, qu'on a remis en route. Ce n'est pas à l'ancienne comme quand on répétait pendant

## What's Up

des mois avec les amplis dans la cave. Je l'ai beaucoup fait et j'adore, mais là c'est autre chose. C'est beaucoup plus une élaboration, des collages, une recherche de quelque chose de sensible.

Pour l'instant, il est vrai que l'on est un peu à sec : il n'y a plus de grosse maison de disque. On a aidé Jérémie à monter son label, *Réséda*, et on va faire une coproduction dessus.

**De toute votre carrière, c'est la première fois que vous vous retrouvez hors d'une major company. Pourquoi ?**

Il y a eu beaucoup d'entraves au niveau des concerts et de la distribution de mon dernier disque, *Amor Fati*. Et puis les hiérarchies changent, les gens changent. On rentrerait sur une période tout à fait différente. En l'occurrence, c'était passé chez Bolloré<sup>1</sup>. Les planètes se sont désalignées complètement.

On n'a tout simplement pas renouvelé le contrat. Mais c'est mieux comme ça. Soit, tu peux compter sur les gens, soit tu ne peux pas. Et là, je ne pouvais plus.

En revanche, on a très peu de moyens. On prévoit de lancer un financement participatif d'ici la fin de l'année. Nous

<sup>1</sup>. Vincent Bolloré est le propriétaire de Vivendi, mais aussi de la maison de disque Barclay, label d'Universal, dans lequel Bertrand Cantat avait sorti tous ses disques.

avons besoin du soutien direct de ceux qui le souhaitent. C'est une approche plus modeste, mais elle nous permet d'aller droit où l'on veut sans aucune entrave.

On va aussi mettre très bientôt un clip en ligne pour partager quelque chose de tangible et montrer aux gens que ce n'est pas seulement virtuel.

**En 2017, vous déclariez dans les Inrocks avoir hésité à sortir l'album *Amor Fati* sous votre nom. Avec le recul et les difficultés rencontrées lors de la tournée, est-ce que vous le referiez ?**

Sûrement pas. En réalité, ce n'était pas l'album qui devait s'appeler *Amor Fati*, c'était le projet, pour le décaler de Détroit. Au départ, je pensais que le groupe n'était pas forcément fait pour être pérennisé.

Et puis, comme *Amor Fati* contient des thématiques très personnelles, on l'a mis sous mon nom. Mais cela a rendu les choses peut-être encore plus compliquées. (Il soupire) Elles l'étaient déjà de toute façon.

**Peut-on parler d'une forme de censure médiatique ?**

Les médias me boycottent complètement. On ne parle de moi que sous l'angle du fait divers, jamais sous l'angle artistique. Plus les années passent, plus on te fait mal à cet endroit, à ce désastre de ta vie. C'est

**Après les difficultés rencontrées lors de la tournée de son album solo *Amor Fati*, Bertrand Cantat relance sa formation, Détroit. Désormais sans maison de disque, le groupe compte sur un financement participatif afin de s'autoproduire.** CÉLIA ARTAUD

## Quand tu es face à la feuille blanche, c'est là que les choses se métabolisent.

tout ce qui les intéresse. C'est une parfaite matière à instrumentaliser, c'est quelque chose qui fait du buzz.

### **Pour l'instant, vous communiquez uniquement sur les réseaux sociaux. Est-ce que cela est suffisant ?**

Je suis très éloigné des réseaux. Je ne communique jamais d'un point de vue personnel. Mais sur le Facebook ou l'Instagram du groupe Détroit, les gens qui sont présents étaient déjà là depuis longtemps. Je n'ai ni travaillé ni cultivé cette communauté. On a parfaitement le droit de dire aux gens que ça intéresse ce que nous préparons. C'est direct, sain, sans intermédiaire. C'est très modeste, je le reconnais, mais c'est déjà ça.

Il est vrai qu'au-delà des réseaux sociaux, il faudra certainement que l'on trouve le moyen de communiquer sur le futur album. Mais on ne fera pas des annonces tonitruantes : on n'est pas des bêtes de marketing, ce n'est pas notre genre. Même à l'époque de *Noir Désir*, lorsqu'on était très connu, les médias étaient toujours mis à distance. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui.

### **Sur Facebook, vous déclarez que le futur album de Détroit reprendrait la même ADN que l'album *Horizons* et *Amor Fati*, mais convoiterait de « nouveaux espaces ». Lesquels ?**

C'est assez vague et assez conceptuel, je le reconnais. Il y a cette même ADN, cette essence réelle, car ce sont les mêmes personnes ; à savoir Pascal et moi. Jérémie vient d'arriver dans le groupe et son apport est important. Mais on doit aussi surprendre et se surprendre, pour ne pas tomber dans une

forme de routine. Si tu fais un disque qui ressemble à celui d'avant, c'est quand même dommage.

Qu'on s'entende, il ne s'agit pas de se forcer à se renouveler, mais d'être capable de prendre des risques pour aller faire les choses différemment.

### **Vous ne vous êtes jamais caché de votre engagement. Y'aura-t-il des textes engagés dans le futur album de Détroit ?**

À vrai dire, je ne sais pas encore. Pour l'instant non. Ou alors pas forcément sur la forme première. Ce n'est pas que je cherche absolument à faire de la poésie, mais c'est par là que ça doit passer avant tout.

Ce n'est pas facile de faire un texte vraiment politique sans que cela ne soit ridicule. Mais il est vrai qu'il y aurait beaucoup de choses à dire. C'est très bizarre comme époque...

### **En parlant d'époque bizarre, vous avez sûrement vu qu'une musique des Beatles était sortie grâce à l'Intelligence Artificielle, en reconstituant la voix de John Lennon...**

Abus ! Abus absolu de qui est John Lennon. Seuls les gens qui n'ont pas de sensibilité poétique peuvent penser qu'il s'agit d'une bonne chose. C'est du délire.

### **Pensez-vous que le développement de l'IA dans le domaine de la musique est un danger ?**

Sur le plan artistique, c'est quelque chose que je trouve déplacé. L'intelligence artificielle ne peut qu'être du recyclage. Elle ne peut remplacer ce qui créé, cette petite vibration qui fait qu'une chanson devient

une chanson, qui fait qu'un poème est un poème. Elle ne peut imiter cette sensibilité indescriptible et indéfinissable.

Alors certes, il y a des trucs qui sont forts. Mais la vibration n'y est pas. Et elle ne peut pas y être, car cela vient d'une machine. On voit tout de suite la différence entre les créations humaines et les créations de l'IA. Et puis si un jour on ne la voit plus, on aura gagné quoi exactement ? Quel futur formidable...

C'est la « Servitude Volontaire » de La Boétie <sup>2</sup>. Je pense qu'on risque d'aller dans une forme de servitude volontaire vers de plus en plus de musiques de ce genre. On va finir par être déshumanisés.

Le transhumanisme <sup>3</sup> est un projet avec lequel je ne suis pas d'accord. Mais tout cela va dépendre de la vigilance des gens, de leur esprit de résistance, et de leur sensibilité.

### **Vous allez avoir 60 ans bientôt. Quel rapport entretenez-vous avec le cours du temps qui passe ?**

C'est un privilège, mais un privilège douloureux de pouvoir apprécier le temps quand on a pris de l'âge. On a du recul sur les choses. Ce sont des poncifs, mais c'est quand même vrai. Tu le ressens dans tout ton être, l'épaisseur des choses, les désillusions aussi. Tout.

Le fait que le monde suit son cours et que tu n'y peux plus grand-chose...tu constates de ton impuissance. Mais je ne veux pas tomber non plus dans le nihilisme, chose qui est très prégnante dans notre époque.

Le temps est une donnée fondamentale que l'on ressent très différemment

2. Le "Discours de la servitude volontaire" est un ouvrage d'Étienne de la Boétie. Il s'agit d'un réquisitoire contre la tyrannie : la thèse de La Boétie est de soutenir que, contrairement à ce que beaucoup croient, la servitude n'est pas imposée à un peuple par la force mais est subie de manière volontaire.

3. Courant de pensée selon lequel les capacités physiques et intellectuelles de l'être humain pourraient être améliorées grâce au progrès scientifique et technique.

à ma façon. Ma culture est un peu composite, je suis autodidacte.

### **Comment trouvez-vous vos inspirations pour écrire ?**

D'où ça vient ? Parfois tu ne sais plus exactement. Cela peut être mystérieux, même pour toi. Tu métabolises, tu absorbes plein de choses, et quand tu recraches tu ne sais parfois plus du tout d'où ça vient. Il faut que ça revienne de l'inconscient, comme une espèce de magma qui fait réémerger quelque chose. Mais l'absorption passe aussi par le fait d'observer la vie, la marche du monde, les lectures, surtout.

J'ai aussi pas mal bougé dans ma vie. C'est plus simple quand tu voyages. Le regard est neuf. Mais tout peut te faire réagir. Il faut qu'il y ait quelque chose de sensible. Alors t'absorbes, t'absorbes. Et, parfois, tu notes à la volée.

### **Est-ce que vous vous imposez tout de même de vous mettre derrière un bureau pour écrire ?**

Oui. Et c'est là que pleins de choses bizarres se passent par la contrainte que tu t'imposes. Souvent, il y a la musique derrière. Un embryon de musique, ou carrément une structure. Quand tu es face à la feuille blanche, c'est là que les choses se métabolisent. Il y a de l'organique là-dedans. La langue, les mots, j'adore ça. Tu travailles une matière ; c'est ce qu'il y a de plus beau.

### **Avez-vous déjà pensé à écrire un recueil de poèmes, ou bien un livre ?**

J'y ai pensé souvent, mais je n'ai jamais franchi le cap. Je suis d'une faïnéantise quand j'y pense... Je ne suis pas du tout bavard par l'écrit. J'ai plein de petites notes éparées, jamais de choses conséquentes.

J'ai sans doute trop sacralisé le fait d'être « écrivain ». Je me suis toujours fait une montagne de l'écriture dès qu'elle est littéraire et stipulée comme telle. Ça compense avec tous ceux qui le font de manière abusive. Mais j'aurais peut-être dû. Et je peux encore, peut-être. ■



Bertrand Cantat en concert lors de sa tournée Détroit en 2014.

CRÉDIT : MATHIEU EZAN

suis les périodes de sa vie. Parfois tu es complètement absorbé, surtout plus jeune.

Là je suis de nouveau dans une situation où j'ai le temps de sentir le temps. Il y a du positif, parce que c'est merveilleux dans une époque où tout le monde

est hyperactif. Mais ça te donne aussi le temps de réfléchir à notre condition qui n'est pas évidente.

### **Amor fati ?**

Je ne prétends pas être un exégète de la pensée de Nietzsche. C'est une notion très particulière que j'ai comprise

## Sur ce disque, on est un peu dans notre petit laboratoire.

## Billet d'humeur

### CES MINISTRES QU'ON OUBLIE

🔑 Lorsque j'écoutais fortuitement l'une de mes brillantes consœurs sur une radio du service public, telle ne fut pas ma surprise de l'entendre citer le nom d'un membre du gouvernement dont j'ignorais jusqu'à l'existence. Confus, honteux, éberlué, marri, je compulsais fébrilement la liste des ministres et secrétaires d'État pour constater que ce que je croyais être une exception était en réalité la règle. Patricia Mirallès, Patrice Vergriete ou Dominique Faure m'évoquaient à peu près autant de choses que disons, Robert Triboulet, ministre des anciens combattants et victimes de guerre du premier gouvernement de Georges Pompidou, d'avril à novembre 1962.

Certes, la V<sup>e</sup> République ne fut pas avare de ministres et sous-ministres dispensables, dont l'histoire ne retint pas le fugace passage. Elle ne le fut hélas pas non plus en matière d'erreurs de casting, de contre-emplois avérés, voire d'absurdités manifestes. Nicolas Sarkozy fut par exemple en novembre 2010 pris par la fantaisie de nommer Frédéric Lefebvre Secrétaire d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, des PME, du Tourisme, des Services, des Professions libérales et de la Consommation.

Souhaitant désespérément s'extirper du néant médiatique dont il n'aurait jamais dû sortir, l'individu se fit inviter dans une émission littéraire à la télévision, dont par pudeur on taira le nom. Au journaliste zélé qui lui demandait quel était le dernier ouvrage qu'il avait lu, le susnommé répondit : « Zadig et Voltaire ». Or si Voltaire écrit effectivement Zadig, « Zadig et Voltaire » est une marque de vêtements pour quadragénaires boboïdes à qui l'affaire Calas n'évoque même pas une inoubliable cantatrice.

Fraichement élu en 1995, Jacques Chirac nomma Philippe Douste-Blazy ministre de la culture. Alors qu'il rencontrait les responsables de l'association Technopol pour aborder la délicate question des festivals de musiques électroniques, ce dernier tint des propos si stupéfiants qu'il se vit affublé de l'aimable sobriquet suivant : Philippe Double Ecstasy.

André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux, et député local mérita le prix de l'humour en politique en interpellant à l'Assemblée Nationale le garde des sceaux Pierre Arpaillange, (1988-1990) en ces termes : « Monsieur le ministre, Saint Louis rendait la justice sous un chêne, je constate que vous la rendez comme un gland ».

De 2008 à 2012, Nadine Morano... Non, rien. Nadine Morano.

En la matière, Emmanuel Macron fit bonne figure. On se souviendra de Marlène Schiappa, auteure de « Osez l'amour des rondes », déclarant ex abrupto : « Je veux rassurer tout le monde, on ne va pas interdire les plans à 3 ». On ne négligera pas Franck Riester : incolore, inodore, insipide et transparent, l'homme au charisme de bulot occupa tant des postes ministériels que l'on serait bien en peine de se souvenir desquels. Enfin, on omettra délibérément le dernier gag qui consista à nommer ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes une jeune femme nommée ... Bérangère Couillard ! ■

ABRAHAM DUCERF

AAAAH

CHER MONSIEUR LEFEBVRE,  
N'AURIEZ-VOUS PAS  
SIMPLEMENT CONFONDU  
MON ZADIG...  
AVEC CANDIDE

?????



CRÉDIT : DR



**Orange** réseau mobile N°1\*  
pour la 11<sup>ème</sup> fois consécutive.

\*Selon l'enquête Arcep d'évaluation de la qualité de service des opérateurs mobiles métropolitains de novembre 2021. Orange est 1<sup>er</sup> ou 1<sup>re</sup> ex æquo sur 366 des 403 critères. Les données sont en accès libre sur le site data.gouv.fr



**iscpa!**

JOURNALISME  
COMMUNICATION  
PRODUCTION



\_ TOULOUSE

\_ LYON

\_ PARIS

\_ INSTITUT SUPÉRIEUR DES MÉDIAS

×

# MON AVENIR E-MEDIA

ÉCOLE DE BAC À BAC+5

JOURNALISME | COMMUNICATION | PRODUCTION

AL  
TER  
NANCE

×

TITRES  
CERTIFIÉS

INSCRITS AU RNCP AU NIVEAU 6 ET 7 (BAC+5)



×

+

\_ ISCPA PARIS 01 80 97 65 80 - ISCPAPARIS@GROUPE-IGS.FR - ISCPAPARIS

11/2019 Direction Marketing et Communication Groupe IGS - Crédits photos : Tous droits réservés



WWW.ISCPA-ECOLES.COM